

Université de Montréal

**La spécificité du droit international de l'environnement dans son rapport
avec la souveraineté étatique**

Par

Wiem Mohsni

Faculté de Droit

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtrise en droit (LL.M.)

Mai 2020

© Wiem Mohsni, 2020

Université de Montréal

Faculté de droit

Ce mémoire intitulé

**La spécificité du droit international de l'environnement dans son rapport avec la
souveraineté étatique**

Présenté par

Wiem Mohsni

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Pierre Larouche

Président-rapporteur

Hélène Trudeau

Directeur de recherche

Miriam Cohen

Membre du jury

Résumé

La détérioration de l'environnement et les menaces graves pour la planète, notamment les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone, les taux d'extinction des espèces et le défi d'alimenter une population croissante, figurent parmi les nombreux problèmes non résolus et qui mettent l'humanité en danger, et dépassent la capacité et la souveraineté des États. En droit international de l'environnement, on ne peut pas parler du principe de souveraineté étatique absolue. Dans le contexte des problèmes environnementaux globaux, l'interdépendance écologique ne permet pas l'imperméabilité du territoire, ce qui a des impacts sur l'exercice de la souveraineté de l'État. L'environnement est un bien commun qui n'a pas de frontières, ce qui a des répercussions sur les considérations légales de souveraineté étatique.

Les écosystèmes ignorent les États et leurs frontières, et pour lutter contre les atteintes à l'environnement qui mettent en cause à terme la survie même de l'humanité, les États ne peuvent plus limiter leur action au cadre national. Dans ce contexte, une sorte de conciliation paraît nécessaire entre les exigences de la souveraineté et celles de l'environnement que le droit international de l'environnement cherche à établir. D'où notre étude sur l'adaptation de la souveraineté étatique aux impératifs de sauvegarde de la biosphère et par là même de l'humanité tout entière.

Mots clés : droit international de l'environnement, le principe de souveraineté, patrimoine commun de l'humanité.

Abstract

Environmental degradation and serious threats to the planet, including climate change, depletion of the ozone layer, the extinction rate of species and the challenge of feeding a large population, are among the various unsolved problems that endanger humanity and that go beyond the capacity and sovereignty of States. In international environmental law, one cannot speak of the principle of absolute State sovereignty. In the context of the global environment, ecological interdependence does not allow territorial impermeability, which impacts on the exercise of State sovereignty. The environment is by nature a common good, not defined by borders, which has legal repercussion on State sovereignty.

Ecosystems ignore States and their borders, and to fight against environmental damages that affect the very survival of humanity, States can no longer limit their action to their national context. In such context, a sort of reconciliation seems necessary between the requirements of sovereignty and those of the environment that international environmental law seeks to establish. Hence our study on the adaptation of state sovereignty to the imperatives of safeguarding the biosphere and thereby humanity as a whole.

Keywords: international environmental law, the principle of sovereignty, common heritage of mankind.

Table des matières

Résumé	4
Abstract	5
Table des matières	6
Liste des abréviations.....	9
Remerciements	10
Introduction	11
Chapitre 1 : Une tentative de définir le principe de souveraineté étatique à la lumière du droit international de l'environnement.....	21
Section I : L'identification de la souveraineté.....	23
1.1. La notion de souveraineté	23
1.2. La souveraineté en droit international.....	27
Section II : La souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement.....	31
2.1. Maintien du principe de souveraineté	32
2.1.1. Affirmation du principe de souveraineté en droit international.....	32
2.1.2. Affirmation du principe de souveraineté dans des instruments juridiques relatifs à l'environnement.....	35
2.2. Les limitations de la souveraineté n'en affectent pas le principe même.....	37
Section III : L'interdiction de l'ingérence dans les affaires intérieures des États.....	44
3.1. Exclusion de toute consécration juridique de l'ingérence	44
3.2. Le principe de non-intervention.....	47

Chapitre 2 : Le principe de souveraineté, facteur de remise en cause de l'élaboration des normes protégeant pleinement l'environnement?	51
Section I : Les normes internationales relatives à l'environnement.....	52
1.1. Au niveau de l'élaboration des normes internationales.....	52
1.2. Au niveau de la mise en œuvre des normes internationales.....	54
Section II : Vers une nouvelle lecture du principe de souveraineté : Vers une solidarité internationale écologique.....	57
2.1. Vers une nouvelle approche de la responsabilité internationale.....	57
2.2. Allègement des procédures de la responsabilité internationale	58
2.3. Contournement de la responsabilité internationale classique	62
2.4. Le principe de responsabilités communes mais différenciées.....	65
2.4.1. Une responsabilité commune	66
2.4.2. Des responsables différenciées	68
Section III : De la nécessité de l'ingérence écologique	71
3.1. Ingérence écologique et risques majeurs	72
3.2. Ingérence écologique et droits de l'homme	76
 Chapitre 3 : Le droit international de l'environnement limite-il l'exercice de la souveraineté des États ?	 83
Section I : L'aspect universel de l'environnement	84
1.1. Caractère international de l'environnement	85
1.1.1. Les pollutions transfrontières	86
1.1.2. Les ressources naturelles partagées.....	89
1.2. Environnement et globalisation	93
1.2.1. Dimension planétaire des problèmes écologiques.....	93
1.2.2. Globalité de l'écosystème.....	96

Section II : Caractère d'intérêt commun de l'environnement	98
2.1. La notion d'intérêt commun de l'humanité	99
2.1.1. Contenu de la notion d'intérêt commun de l'humanité.....	99
2.1.2. Implications de la notion d'intérêt commun de l'humanité.....	101
2.2. Matérialisation de l'intérêt commun de l'humanité	106
2.2.1. Contenu du patrimoine commun de l'humanité.....	107
2.2.2. La gestion du patrimoine commun de l'humanité.....	113
Section III : Internationalisation de la sauvegarde de l'environnement	116
3.1. Les principes du droit international de l'environnement	118
3.1.1. Le principe de développement durable.....	118
3.1.2. Le principe de coopération	120
3.2. Vers une obligation générale de préserver l'environnement	123
3.2.1. Contenu de l'obligation de préserver l'environnement	125
3.2.2. Valeur juridique de l'obligation de préserver l'environnement	126
Conclusion	132
Bibliographie	137

Liste des abréviations

CIJ : Cour Internationale de Justice

CPJI : Cour Permanente de Justice Internationale

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

CNUDD : Conférence des Nations Unies sur le développement durable

OME : Organisation mondiale de l'environnement

PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement

Remerciements

Je souhaite remercier la professeure **Hélène Trudeau** pour son soutien et comme source d'inspiration lors de la rédaction de ce mémoire. Ses encouragements, sa compréhension et sa patience tout au cours de la rédaction de ce mémoire ont été très appréciés. Ses écrits et sa direction furent très précieux pour mes recherches. J'aimerais également remercier mes parents et ma famille pour leur soutien et affection.

Introduction

On assiste aujourd'hui au développement d'un phénomène de mondialisation généralisé¹. En effet, la mondialisation ne concerne plus seulement le domaine de l'économie ; petit à petit, ce processus semble gagner d'autres aspects de la vie des États, dont les questions environnementales². À l'heure actuelle, tous les pays sont liés à d'autres sinon à tous les autres pays par des liens et structures économiques, militaires, sanitaires, scientifiques et technologiques. L'un des derniers venus sur cette liste est l'environnement³.

Ainsi, l'interdépendance universelle écologique est l'un des traits les plus caractéristiques de la société internationale à l'aube du XXI^{ème} siècle. À cet égard, certains auteurs comme le professeur Michel Prieur considèrent que les relations internationales sont aujourd'hui dominées par le souci de l'environnement, ce qui devrait conduire à reconnaître une place prééminente au droit international de l'environnement⁴.

Le développement du droit international de l'environnement est relativement nouveau. Certes, il existe depuis le début du XX^e siècle un nombre croissant de traités bilatéraux destinés à régler des questions précises telles que l'utilisation et la protection des eaux continentales partagées contre la pollution. Il existe même des traités multilatéraux qui visent à protéger certaines espèces de la faune et la flore sauvage.

Toutefois, il ne fait aucun doute que les véritables débuts du droit international de l'environnement se situent à la fin des années 1960 à la suite de la prise de conscience du fait que l'environnement subit de graves détériorations.

¹ Fabien GUILLOT, « Les asymétries frontalières, contribution à la recherche d'un concept opératoire d'analyse géopolitique de la mondialisation », (2018) 34 *L'espace politique* 1.

Pour une discussion des concepts de mondialisation, voir : Karim BENYEKHLEF, *Une possible histoire de la norme, les normativités émergentes de la mondialisation*, 2^e édition, Les éditions Thémis, 2015. Voir aussi: Jagdish BHAGWATI, *In Defense of Globalization*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

² Raphael ROMI, *Droit et administration de l'environnement*, 6^e édition, Paris, Montchrestien, 2007. Voir aussi entre autres : Frank WIJEN, Kees ZOETEMAN et Jan PIETERS (dir.), *A handbook of globalisation and environmental policy: National government interventions in a global arena*, Cheltenham, Edward Elgar, 2005.

³ Laurent FOMBAUSTIER, *Manuel de l'environnement*, Paris, PUF, 2018.

⁴ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2019, p. 8.

Plusieurs facteurs ont été à l'origine de la naissance d'une « conscience écologiques ».⁵ En premier lieu, des scientifiques de plus en plus nombreux ont lancé divers cris d'alarme afin d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les dangers que court la biosphère. En second lieu, la détérioration de l'environnement -- pollution de l'air et des cours d'eau, accumulation des déchets -- est devenue de plus en plus visible, surtout dans les pays industrialisés ou en voie d'industrialisation. Enfin, on a souligné la survenance de grandes catastrophes écologiques⁶ dont les conséquences sur l'environnement ont été très remarquées.

Prenant en considération ces différents éléments, les organisations internationales ne tardèrent pas à réagir et à se saisir de ce nouveau problème. Par exemple, l'Union africaine révisa en 2003 la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles de 1968⁷. Cette convention se caractérise en particulier par sa globalité. Elle concerne les sols, les eaux, la faune et la flore sauvage, donc pratiquement l'ensemble de l'environnement.

L'Assemblée générale des Nations-Unies suivit ce mouvement en convoquant une conférence mondiale sur l'environnement⁸. Tenue à Stockholm les 5 et 6 juin 1972, cette grande conférence internationale sur l'environnement marque le début d'une prise de conscience des enjeux planétaires liés à l'environnement. On assista ainsi à l'adoption d'une déclaration de principes⁹ et à un plan d'action¹⁰ et à la création d'un cadre

⁵ Alexandre Kiss, « Émergence de principes généraux du droit international et d'une politique internationale de l'environnement », dans Ivo RENS (dir.) *Le droit international face à l'éthique et à la politique de l'environnement*, Genève, Georg, 1996, p. 79.

⁶ À titre d'exemple des catastrophes écologiques : la plateforme Deepwater Horizon qui a explosé dans le Golfe du Mexique en avril 2010. L'accident a causé une immense marée noire de plus 700 millions de litres de pétrole qui se sont déversés dans le Golfe du Mexique.

⁷ *Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles de Maputo* (2003), 10 juillet 2016, en ligne : <https://www.droitcongolais.info/files/0.72.07.03-Conv.-africaine-du-12-juillet-2003_Conservation-de-la-nature-et-ressources-naturelles-adhesions.pdf>, (Consulté le 25 avril 2020).

⁸ *Résolution sur les Problèmes du milieu humain (Résolution 2398)*, Doc. Off., A.G., N.U., 23^e session, Doc. AG 2398 (XXIII) (1968).

⁹ *Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment*, June 16, 1972, A/CONF.48/14 and Corr.1, reprinted in 11 ILM 1416 (1972), en ligne : <<http://un-documents.net/unchedec.htm>>, (Consulté le 14 Janvier 2020).

¹⁰ Pour une analyse des articles de la *Déclaration de Stockholm*, voir : Synthèse des Principes de la Conférence de Stockholm (2008), en ligne : <<http://www.adequations.org/spip.php?article240>>, (Consulté le 14 janvier 2020).

institutionnel, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui est la toute première structure institutionnelle des Nations-Unies dédiée exclusivement à la protection de l'environnement¹¹.

À la suite de la conférence de Stockholm, la réglementation internationale relative à l'environnement a connu une évolution importante. Dans une première étape, la réglementation portait essentiellement sur la protection des principaux secteurs de l'environnement¹². La seconde étape se caractérisa par une réglementation dite transversale, c'est à dire qui portait sur des substances dangereuses¹³ pouvant dégrader l'environnement dans l'un de ces secteurs.

Une troisième étape s'amorça avec le constat de l'apparition de problèmes écologiques d'envergure mondiale, dont les atteintes à la couche d'ozone et les gaz à effet de serre. Ces problèmes sont désormais replacés dans un contexte global, d'où une nécessaire globalisation de la réglementation internationale relative à la protection de l'environnement. On a ainsi pris conscience qu'une coopération de tous les pays était indispensable afin de faire face à ces nouveaux problèmes écologiques, que ce soit des pays riches ou pauvres, industrialisés ou non. Aussi, le problème de l'environnement a été lié à celui du développement social et économique. Ainsi, à partir de la Déclaration de Stockholm, le droit international public de l'environnement a commencé à évoluer, d'une conception bilatérale et transfrontière à une conception à l'échelle planétaire, incluant les générations présentes et futures¹⁴.

Cette nouvelle façon « globale » de percevoir les problèmes liés à l'environnement a caractérisé la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio du 3 au 14 juin 1992. Cette conférence, qualifiée de "Sommet de la terre", a abouti à l'adoption de cinq instruments : une Convention sur les changements climatiques¹⁵, une

¹¹ Elli LOUKA, *International Environmental Law: Fairness, Effectiveness, and World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 30.

¹² À titre d'exemples : le milieu marin, les eaux continentale, l'atmosphère, la faune et la flore sauvage.

¹³ Telles que les substances chimiques, les déchets nucléaires et la radioactivité.

¹⁴ Twison FIMPA TUWIZANA, *Développement durable et participation des communautés locales : perspectives juridiques quant à l'implantation du programme REDD+ dans les pays en développement*, Thèse de doctorat, Faculté de droit, Université de Montréal, 2016, p. 9.

¹⁵ *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, N.U., Recueil des Traités, vol. 1771, P. 107, 9 mai 1992.

Convention sur la diversité biologique¹⁶, une Déclaration de principes non juridiquement contraignante, mais faisant autorité pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts¹⁷, une Déclaration sur l'environnement et le développement et un plan d'action, appelé l'Agenda 21¹⁸.

La Déclaration de Rio parachève « la globalisation du droit international de l'environnement que celle de Stockholm avait été la première à tenter de systématiser ». ¹⁹ Ceci se traduit par la reconnaissance générale que l'environnement est l'affaire de tous et par la fusion définitive entre protection de l'environnement et développement²⁰.

Tout comme la Déclaration de Rio, le Sommet mondial sur le développement durable, (aussi appelé sommet de la Terre de Johannesburg ou sommet de Johannesburg), tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg en Afrique du Sud, visait à faire le bilan du précédent Sommet de la Terre, tenu à Rio de Janeiro une décennie plus tôt. Centré sur le développement durable, sa finalité résidait dans l'adoption d'un plan d'action en 153 articles décomposés en 615 alinéas sur de nombreux sujets : pauvreté et paupérisation, consommation, les ressources naturelles et leur gestion, globalisation, respect des Droits de l'homme, etc. Cette Déclaration rappelle l'importance d'œuvrer en faveur du développement durable, mais au-delà des bonnes intentions, celle-ci ne contient aucun principe allant au-delà de ceux déjà formulés dans la Déclaration de Rio²¹.

¹⁶ *Convention sur la diversité biologique*, N. U., Recueil des Traités, vol. 1760, p. 79, 5 juin 1992.

¹⁷ *Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts*, Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, A/CONF.151/26, Vol. III, 14 août 1992,

¹⁸ *Agenda 21*, June 5 1992, en ligne : United Nations Sustainable Development, en ligne : <<https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/Agenda21.pdf>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

¹⁹ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, *Droit international public*, 8^e édition, Paris, L.G.D.J., 2009, p. 1252.

²⁰ Alexandre KISS, *Droit international de l'environnement*, Pedone, Paris, 1989, p. 77. Voir aussi : Elli LOUKA, *International Environmental Law : Fairness, Effectiveness, and World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 et David WIRTH, « The Rio Declaration on Environment and Development: Two Steps Forward and One Back or Vice Versa », (1995) 29 *Georgia Law Review* 599.

²¹ Jean-Maurice ARBOUR, Sophie LAVALLÉE, Jochen SOHNLE et Hélène TRUDEAU, *Droit international de l'environnement*, 3^e édition, Montréal, Yvon Blais, 2016, p. 41.

Vingt ans après et dans la continuité du Sommet de la Terre de 1992, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de Rio +20 en 2012 a marqué un début de construction des principes théoriques fondamentaux. La conférence porta sur deux thèmes principaux, « l'économie verte » et « le cadre institutionnel du développement durable » et quelques objectifs connexes tels que : susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, évaluer les progrès réalisés et les lacunes restant à combler au niveau de la mise en œuvre et relever les défis émergents. Des questions transversales furent également abordées comme la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'eau, l'énergie, le transport, la santé, l'emploi, les océans, le changement climatique et la consommation.

Cette Conférence fut loin de répondre aux espoirs et aux fortes attentes de trouver des solutions aux graves crises touchant la planète. Même l'idée discutée de créer des cadres institutionnels dont une organisation mondiale de l'environnement n'était pas nouvelle, ayant été discutée depuis le Sommet de Johannesburg de 2012²².

Ainsi, dans une période plus au moins courte (environ une quarantaine d'années), s'affirme un droit international de l'environnement. Ce dernier est généralement défini comme étant l'ensemble des règles juridiques internationales dont l'objet est la protection de l'environnement.

Deux principaux problèmes se posent alors : l'un concerne l'objet des règles juridiques en question, l'autre se rapporte à leur caractère international.

En ce qui concerne le premier problème de définition de l'objet du droit international de l'environnement, la définition même de l'environnement se heurte à des difficultés telles que la plupart des instruments internationaux relatifs à l'environnement, ainsi que la plupart des auteurs, s'abstiennent de toute définition.

En se référant à la définition générale du dictionnaire Petit Larousse, édition 2015, l'environnement s'entend comme « l'ensemble des éléments physiques, chimiques, biologiques naturels et artificiels, qui entourent un être humain, un végétal, ou une espèce ».

²² *Id*, p. 42.

Par ailleurs, l'une des rares définitions de l'environnement en droit international se retrouve dans *la Convention sur la responsabilité civile pour des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement*, rédigée dans le cadre du Conseil de l'Europe, adoptée à Lugano le 1 juin 1993. D'après son article 2, l'environnement est défini comme comprenant : « les ressources naturelles abiotiques et biotiques, telles que l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore et l'interaction entre les mêmes facteurs ; les biens qui composent l'héritage culturel et les aspects caractéristiques du paysage »²³.

Toutefois, selon certains auteurs, l'environnement ne peut être défini que par l'addition des différents éléments qui le composent²⁴. La Déclaration de Stockholm de 1972 dans son principe 2 affirme que « les ressources naturelles du globe y compris l'air, l'eau, la terre, la flore, et la faune, et particulièrement les échantillons représentatifs des écosystèmes naturels doivent être préservés, etc. »²⁵.

La Cour Internationale de Justice (CIJ), quant à elle, est restée cohérente dans sa jurisprudence et plus particulièrement dans la conception qu'elle se fait de la notion d'environnement. Ainsi par exemple, dans l'ordonnance du 13 juillet 2006, la Cour rappelle avoir eu, par le passé, l'occasion de souligner toute l'importance qu'elle attache au respect de l'environnement : « l'environnement n'est pas une abstraction, mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé, y compris pour les générations à venir. L'obligation générale qu'ont les États de veiller à ce que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle respectent

²³ *Convention sur la responsabilité civile des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement*, Lugano, 21.VI., Série des traités européens n° 150, 1993, Conseil de l'Europe, en ligne : <<https://rm.coe.int/168007c084>>, (Consulté le 20 décembre 2019).

²⁴ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1218.

²⁵ Voir Elli LOUKA, *International Environmental Law: Fairness, Effectiveness, and World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 30.

l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale fait maintenant partie du corps de règles du droit international de l'environnement»²⁶.

Un autre problème que pose le droit international de l'environnement concerne la définition de son sujet. Le droit international de l'environnement est constitué par un ensemble de règles juridiques internationales. À cet égard se pose le problème du lien entre le droit international de l'environnement et le droit international public.

Certes, le droit international de l'environnement présente des spécificités qui tiennent à son objet même et qui se traduisent par le recours à des techniques juridiques particulières. Toutefois, il ne fait pas de doute qu'il fait encore partie intégrante du droit international public. En effet, nul ne revendique une quelconque spécificité organique du droit international de l'environnement, et ce pour une raison simple ; il s'agit d'une matière en pleine évolution qui a son fondement dans quelques principes traditionnels du droit international public²⁷.

Dès lors, on se trouve face à une autre question qui se pose, cette fois, à propos de la capacité du droit international d'assurer la protection de l'environnement avec les moyens juridiques propres à lui. On est tenté de répondre par la négative en raison d'une inadaptation évidente des structures du droit international à la problématique environnementale. En effet, l'unité de l'écosystème fait que l'indépendance entre les États du monde est particulièrement prégnante dans le domaine de la protection de l'environnement et « confère au droit international de l'environnement des caractères particuliers qui conduisent à une relecture tonique de l'ensemble du droit international

²⁶ Ordonnance de La Cour internationale de justice, *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*, no° 135, 13 juillet 2006, p. 132, par. 72, en ligne : <<https://www.icj-cij.org/files/case-related/135/135-20060713-ORD-02-00-FR.pdf>>, (Consulté le 14 janvier 2020).
Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif, (1996), C.I.J. Rec., p. 241, en ligne : Cour internationale de Justice <<https://www.icj-cij.org/fr/affaire/95/avis-consultatifs>>, (Consulté le 14 janvier 2020). Voir aussi : *Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie / Slovaquie)* (1997) C.I.J., en ligne : Cour internationale de Justice <<https://www.icj-cij.org/files/case-related/92/092-19970925-JUD-01-00-FR.pdf>>, (Consulté le 14 janvier 2020).

²⁷ Malgosia FITZMAURICE et Duncan FRENCH, *International environmental law and governance*, Boston, Brill Nijhoff, 2015.

public qu'il oblige à réenvisager sous tous ses aspects »²⁸.

Or, l'aspect le plus caractéristique du droit international public est le fait qu'il reste, tout entier, profondément marqué par le principe de la souveraineté étatique. Ce principe constitue une notion-clé du droit international public. Il décrit le fait qu'un État possède le pouvoir suprême et qu'il n'a pas d'égal dans l'ordre interne ni de supérieur dans l'ordre international. L'État est au cœur du droit international dans la mesure où il en est le sujet primaire, celui à partir duquel les principales règles du système international sont établies. La souveraineté étant la première caractéristique de l'État, inévitablement, elle constituera une base ou un obstacle à l'évolution de la protection internationale de l'environnement²⁹.

On entend par État une collectivité qui se compose d'un territoire et d'une population soumise à un pouvoir politique organisé et qui se caractérise par la souveraineté. Ce que la CIJ a rappelé dans son avis consultatif du 11 avril 1949 lorsqu'elle déclare : « L'État occupe une place centrale sur la scène internationale. Il possède la souveraineté, à savoir la plénitude des compétences [...]. Cette situation privilégiée de l'État est due au fait qu'il a l'apanage de la souveraineté »³⁰.

D'où la problématique que nous aborderons dans ce mémoire, celui du rapport entre le droit international de l'environnement et la souveraineté des États. Autrement dit, nous nous interrogeons si l'enjeu et l'aspect universel de l'environnement ne modifient pas le principe de souveraineté étatique dans sa définition, ses applications et ses perspectives ? De plus, la souveraineté étatique favorise-t-elle, ou s'oppose-t-elle à la protection de l'environnement ?

Bien qu'« en droit, la notion de souveraineté apparait comme une donnée qui ne saurait

²⁸ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1219.

²⁹ Agnès MICHELOT, « Protection internationale du climat et souveraineté étatique : propos conclusifs », dans *Vertigo : La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, p. 1, mai 2018.

³⁰ Avis consultatif du 11 avril 1949, *Affaire des dommages subis au service des Nations Unies*, C.I.J., Rec. 1949.

être remise en question »³¹, néanmoins, la dimension planétaire des problèmes écologiques contemporains dû à l'aspect universel de l'environnement dépasse la souveraineté étatique.

Ainsi, par exemple, la pollution atmosphérique ne s'arrête pas aux frontières de l'État, car « par son objet même, le droit international de l'environnement est, en partie au moins, transfrontière par nature »³².

L'apparition des problèmes environnementaux et des catastrophes écologiques d'envergure mondiale, engendre une nécessité pour les États de coopérer et de participer à résoudre ces problèmes. Dans ces cas, le cadre étatique est dépassé par le caractère international de l'environnement et par l'interdépendance des différents secteurs de l'environnement. En d'autres termes, il faut avoir recours à une intervention internationale pour des phénomènes qui ont de plus en plus tendance à s'internationaliser. Ainsi, il faut regrouper les moyens et unifier les efforts, d'où une coopération internationale qui s'impose.

Dans ce cas, c'est la volonté de l'État qui s'exprime par le consentement de s'engager ou non à travers les conventions internationales pour sauvegarder l'environnement.

En effet, le droit international de l'environnement, imposant aux États le respect des exigences environnementales, va apporter des atténuations, des limitations et des restrictions à l'exercice de la souveraineté étatique. Mais ces restrictions ultimement n'étaient pas exigées par le droit international de l'environnement, étant donné que ce sont les États eux-mêmes qui ont consenti à s'engager et à mettre en place des restrictions à leur souveraineté.

L'intérêt de cette recherche est donc double. D'abord, cette étude montrera que le principe de la souveraineté se développe à partir d'une lecture classique vers une nouvelle lecture de ce principe en rapport avec la spécificité du droit international de l'environnement et l'aspect universel de l'environnement. Ensuite, le droit international de l'environnement et son

³¹ Karim BENYKHELF, *Une possible histoire de la norme, les normativités émergentes de la mondialisation*, 2^e édition, Les éditions Thémis, 2015, p. 591.

³² Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1222.

évolution (à travers son aspect institutionnel de l'internationalisation en la matière, ses principes généraux et mécanismes d'application) qui pourraient offrir une protection spécifique à l'environnement, restent le produit de volontés étatiques souveraines. Or, les États rechignent à souscrire à des obligations en la matière, ces volontés étant susceptibles de conduire à un engagement de leur responsabilité internationale³³.

L'ossature de cette étude sera la suivante. Dans le premier chapitre, nous tenterons de définir la notion de souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement. Nous chercherons ensuite dans le second chapitre à déterminer si le principe de souveraineté est un facteur de remise en cause de l'élaboration des normes protégeant pleinement l'environnement ? Nous verrons dans le troisième et dernier chapitre de cette étude qu'en quelque sorte, sans le remettre en cause, des restrictions importantes sont apportées à l'exercice du principe de souveraineté en raison de l'aspect universel de l'environnement, de son caractère d'intérêt commun et de l'aspect institutionnel de l'internationalisation.

³³ André MOINE, « Les implications des migrations climatiques sur la souveraineté des États », *dans Vertigo : La revue électronique en sciences de l'environnement*, volume 18, numéro 1, mai 2018, p. 14.

Chapitre I : Une tentative de définir le principe de souveraineté étatique à la lumière du droit international de l'environnement

La notion de souveraineté fait partie des notions les plus controversées³⁴ et équivoques³⁵ du vocabulaire juridique international et l'une des plus ambiguës en droit international³⁶, voire même entraînant, selon le professeur Alain Pellet, l'impossibilité de définir cette notion³⁷.

La souveraineté est une notion controversée en raison en particulier de différentes conceptions de la notion dans diverses branches juridiques et à différentes époques. Autrement dit, la notion de la souveraineté a connu « une histoire longue et mouvementée durant laquelle [elle] a pris des acceptions, des connotations et des tonalités différentes en fonction du contexte et des objectifs de ceux qui l'employaient »³⁸.

À titre d'exemple, l'usage politique de la notion de souveraineté en droit international devient « un slogan ou un mot magique »³⁹ dans la bouche des hommes politiques. Du point de vue du droit international, cet usage politique risque, selon le P. Émile Giraud, de relativiser le sens et la portée de la notion « si l'on considère le comportement des gouvernants qui invoquent la souveraineté de l'État pour refuser d'accepter une limitation de la liberté de leur État, on s'aperçoit que l'argument qu'ils invoquent est plus souvent un prétexte qu'une raison. [...] Quand ils l'estiment conforme à leurs intérêts, les mêmes

³⁴ Helmut STEINBERGER, « Sovereignty », in *Encyclopedia of Public International Law*, sous la direction de Rudolf Bernhardt, Elsevier, vol 4, 2002, p. 500.

³⁵ Louis HENKIN, *International Law: Politics, Values and Functions : General Course on Public International Law*, RCADI, vol. 216, 1989, p. 24. À propos du caractère équivoque de la notion de la souveraineté, le P. Louis Henkin écrit que la « sovereignty is a bad word, not only because it has served terrible national mythologies; in international relations, and even in international law, it is often a catchword, a substitute for thinking and precision. It means many things, some essential, some insignificant; some agreed, some controversial; some that are not warranted and should not be accepted. »

³⁶ Jerzy MAKARCZYK, *Theory of international law at the threshold of the 21st Century*, London-Boston, Kluwer law international, 1996, p. 411.

³⁷ Alain PELLET, « Histoire du droit international : irréductible souveraineté ? », dans Gilbert Guillaume (dir.), *La vie internationale et le droit*, Collection débat public, Paris, 2017, p. 7.

³⁸ Antonio TRUYOLY SERRA, « Souveraineté », dans *APD, Vocabulaire fondamental du droit*, Article traduit par Anthony BORDG in L'école de New Haven de droit international de William Michael Reisman, Pedone, 2010, p. 243.

³⁹ Jerzy KRANZ, « Notion de souveraineté et le droit international », dans *Archiv des Völkerrechts*, n° 30, 1992, p. 441.

gouvernements n'hésitent pas à souscrire des engagements qui limitent pour l'avenir leur liberté d'action et leur imposent parfois des obligations très lourdes de faire ou de ne pas faire »⁴⁰.

Ainsi, ce concept a fait l'objet dans la doctrine juridique de vives critiques⁴¹. Par exemple, « pour Duguit, la souveraineté n'existe pas : ce qui existe, c'est seulement « la croyance » en la souveraineté ; et cette croyance est néfaste par ce qu'elle interdit toute possibilité de construction du droit public [...] »⁴². « Kelsen aussi rejette le concept de souveraineté, dans la mesure où il conduit à faire du droit le produit de la « volonté » étatique, et donc à « substantialiser » l'État : or l'État n'est pas une entité mystique qui, dissimulée derrière le droit, commanderait sa création et lui donnerait force obligatoire ; c'est l'ordre juridique qui règle les conditions de production des normes juridiques et fait exister l'État, en définissant ses éléments constitutifs. La puissance de l'État ne serait rien d'autre que l'efficacité de l'ordre juridique »⁴³.

La souveraineté est également une notion polysémique⁴⁴. Elle peut prendre une dizaine de significations différentes⁴⁵. D'ailleurs, selon le P. Karim Benyeklef, le concept de souveraineté « apparaît comme une notion polymorphe sur laquelle il peut sembler difficile de s'accorder »⁴⁶. Celui-ci ajoute, qu'« aux confluent du droit, de la politique, de l'histoire et de la philosophie, la souveraineté est un hybride qui s'adapte, s'ajuste et mue au gré des circonstances générales dans lesquelles elle peut se déployer, dénotant, par-là, son

⁴⁰ Émile GIRAUD, « Le rejet de l'idée de souveraineté, l'aspect juridique et l'aspect politique de la question », dans *La technique et les principes du droit public : études en l'honneur de G. Scelle*, Paris, LGDJ, 1950, p. 253 et ss.

⁴¹ Jaques CHEVALLIER, *L'État*, 2^e édition, 2011, Dalloz, p. 30.

⁴² *Id.*

⁴³ *Id.*, p. 31.

⁴⁴ Pour plus de détails sur les notions polysémiques voir : Boris BARRAUD, « La science et la doctrine juridiques à l'épreuve de la polysémie des concepts », dans *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2016/1, Volume 76, pp. 5-47.

⁴⁵ « We cannot offer a single definition of "sovereignty". The term is widely used-and not always used in the same way by scholars, journalists, practical politicians, international civil servants, jurists, and others from widely divergent cultural traditions, professions, and intellectual disciplines. It may mean different things to different people living in different cultures throughout different periods (historically and contemporaneously) who practice (and practiced) different specialized or professional competences. It may have different meanings in jurisprudence, political science, history, philosophy, and other related fields ». Winston P. NAGAN et Craig HAMMER, « The Changing Character of Sovereignty in International Law and International Relations », in *43 Colum. J. Transnat'l L.* 141 (2004), p. 142 et 143.

⁴⁶ Karim BENYKLEF, préc., note 31, p. 52.

irrésistible hétéronomie »⁴⁷.

En effet, c'est un terme « pluriel, fluide, insaisissable et évolutif »⁴⁸. Bien que ce soit un « concept indivisible, [il] connaît une pluralité de sens selon le contexte dans lequel il s'énonce et se déploie »⁴⁹. D'où la nécessité tout d'abord d'identifier la souveraineté (section I). Nous examinerons ensuite la signification de souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement (section II). Enfin, nous examinerons l'interdiction de l'ingérence dans les affaires intérieures des États, issue du principe de souveraineté étatique (section III).

Section I : L'identification de la souveraineté

Définir la notion de la souveraineté avec précision en tant que notion juridique reste toujours mal aisé pour les auteurs. Néanmoins, nous essayons d'identifier le concept de souveraineté à travers certaines définitions tirées de la doctrine (1.1), puis de chercher la signification du principe de la souveraineté en droit international compte tenu que la notion de souveraineté dépend de la conception même du droit international (1.2)⁵⁰.

1.1. La notion de la souveraineté

À l'évidence, sur le plan lexicologique, le mot souveraineté est loin d'être une vieillerie. Au plan sémantique, le mot souveraineté n'a pas subi de mutation majeure depuis son apparition vers la fin du XIII^{ème} siècle ; il véhicule encore l'idée de la suprématie.

⁴⁷ *Id.*

⁴⁸ Karim BENYekhlef, préc., note 31, p. 52.

Voir aussi : Joseph CAMILLERI, Jim FALK, *The End of Sovereignty? The Politics of a Shrinking and Fragmenting World*, Edward Elgar Publishing Ltd, 1992, p. 15. Ils considèrent que : « sovereignty [...] cannot be understood without reference to its specificity in time and space ». Ils ajoutent, « sovereignty in both theory and practice was closely related to the prevailing social and economic environment of sixteenth- and seventeenth- century Europe. This is not to suggest [...] that sovereignty is an inevitable and virtually irreversible stage in the evolution of political institutions, or a necessary culmination of the integration of state and community, [but] the sovereign state represents not an absolute but an historical logic. »

⁴⁹ Karim BENYekhlef, préc., note 45, p. 52.

⁵⁰ Lider BAL, *Le mythe de la souveraineté en droit international: la souveraineté des États à l'épreuve des mutations de l'ordre juridique international*, Thèse de Doctorat, Université de Strasbourg, 2012, p. 49.

Au sens étymologique, la souveraineté est un pouvoir suprême, non subordonné et non limité⁵¹. Pour certains auteurs comme le P. Raymond Carré de Malberg, les origines de cette notion sont françaises. Il considère que « le mot souveraineté est un terme purement français, qui n'a point son équivalent dans les autres langues et qui suffit à attester l'origine française de la notion de souveraineté »⁵².

En effet, c'est une véritable « *summapotestas* » qui est apparue en France au Moyen Âge au bénéfice de la monarchie et qui sera progressivement attribuée à l'État, puis à la Nation dans une optique démocratique ; d'où les principes plus connus aujourd'hui de souveraineté de l'État et de souveraineté nationale⁵³.

Dans le langage courant, le mot souveraineté, selon le Dictionnaire le Petit Robert de la langue française (2018), signifie autorité suprême d'un souverain sur un territoire, caractère d'un État ou d'un organe qui n'est soumis à aucun autre État ou organe et une puissance suprême.

En tant que concept juridique la souveraineté a reçu au moins trois acceptions. Dans son sens originaire, la souveraineté désigne le caractère suprême de la puissance étatique. Dans une seconde acception, il désigne l'ensemble des pouvoirs compris dans la puissance de l'État et il est par suite synonyme de cette dernière. Enfin, il sert à caractériser la position étatique et, ici, la souveraineté est identifiée avec la puissance de l'organe⁵⁴.

Ainsi, on trouve Jean Bodin et Charles Loyseau qui définissent la souveraineté comme qualité du pouvoir, plutôt que comme le pouvoir lui-même. Pour Jean Bodin, qui a conceptualisé la théorie de la souveraineté de l'État au XVIème siècle dans son maître ouvrage, « Les six livres de la République », la souveraineté se définit en ces termes : « la souveraineté est la puissance absolue et perpétuelle d'une république [...] c'est-à-dire la plus grande puissance de commander », mais elle est également « le pouvoir de donner loi à

⁵¹ Thierry DEBARD, *Dictionnaire de droit constitutionnel*, Paris, Ellipses, 2007, p. 301.

⁵² Raymond CARRÉ DE MALBERG, *Contribution à la théorie générale de l'État*, Dalloz, Collection de la bibliothèque Dalloz, novembre 2003, p.73.

⁵³ Yves TERNON, *Genèse du droit international*, édition Karthala, 2016, Paris, pp. 60-64.

⁵⁴ Pierre BRUNET, « Les idées constitutionnelles de Raymond Carré de Malberg (1861-1935) », dans *Le constitutionnalisme au XXe siècle*, 2012, p. 7.

tous en général et à chacun en particulier et ne la recevoir que de Dieu ». Le pouvoir de donner et de casser la loi est la première de ce que Jean Bodin nomme les « vraies marques de la souveraineté », mais elle n'est pas la seule, les autres marques de la souveraineté étant le droit de juger à titre suprême, de créer des offices et le droit de faire la guerre et de conclure la paix⁵⁵.

Cependant, cette conception absolue de la souveraineté pour le P. Jean Bodin est loin de correspondre à la réalité, et cette inadéquation entre la théorie et la réalité explique les nombreuses tentatives de dépassement et de relativisation dont la théorie de souveraineté a fait l'objet tout au long de son histoire. Par la suite, la conception absolutiste de la souveraineté a été critiquée, notamment avec Montesquieu et Locke pour qui, « il faut éliminer la réalité et l'idée même de souveraineté absolue, génératrice d'arbitraire »⁵⁶. Néanmoins aujourd'hui, l'idée d'une souveraineté absolue des États est combattue par la plupart des juristes et dans des contextes d'analyse de plus en plus nombreux et variés⁵⁷.

Ainsi, on peut analyser cette conception au plan théorico-idéologique et au plan historique. Aux plans théorique et idéologique, la souveraineté entendue comme pouvoir peut être déduite de la souveraineté entendue comme qualité. Le souverain doit pouvoir disposer des pouvoirs qui donnent un sens à sa qualité. Il ne peut être suprême si les compétences qui réalisent cette suprématie lui échappent. De ce point de vue, la souveraineté comme qualité requiert et, par là même, justifie la souveraineté comme pouvoir de l'État⁵⁸.

Sur le plan historique, le rapport entre ces deux aspects de la souveraineté est également certain sauf qu'il s'est établi en sens inverse : c'est la conquête progressive qui s'est étalée sur plus de trois siècles par les rois des pouvoirs essentiels dans l'État qui a permis

⁵⁵ Jean BODIN, *Les Six Livres de la République / De Republica libri sex. Livre premier - Liber I*, édition 2013, p. 773 à 826,

⁵⁶ Raymond POLIN, « Le concept de souveraineté et ses conséquences internationales », dans Roland Drago et al., *Souveraineté de l'État et interventions internationales*, Paris, Dalloz, 1996, p. 7.

⁵⁷ Entretien avec Mireille DELMAS-MARTY, juriste, professeure en France, à l'occasion de l'université d'été 2012 de l'IHEST, « Sciences, éthique et droit : dynamiques et concurrence des normes ». En ligne : <<https://www.dailymotion.com/video/xweeo5>>, (consulté le 4 janvier 2020). Par exemple, en ce qui concerne les études sur l'évolution des systèmes normatifs, la professeure Mireille Delmas-Marty déclarait qu'elle « ne voit pas l'avenir comme un maintien d'un modèle purement souverainiste parce que je crois que les interdépendances sont devenues tellement fortes entre les États que la vision de systèmes de droit nationaux fermés sur eux-mêmes, stables et fixes me paraît dépassée ».

⁵⁸ Voir : Olivier BEAUD, *La puissance de l'État*, Léviathan, P.U.F., 1994, pp. 133 à 153.

d'affirmer au bout du compte la suprématie du pouvoir de l'État. Dans cette perspective, la souveraineté comme qualité est la conséquence de la souveraineté comme pouvoir⁵⁹.

Le concept juridique de souveraineté a donc deux significations que l'on peut aujourd'hui tenir pour séparées. En effet, de nombreux auteurs rejettent le rapport qui a pu s'établir par le passé entre la souveraineté comme pouvoir ou puissance, ou encore comme la somme « des compétences, des pouvoirs, des droits » et la souveraineté comme qualité, comme « un degré de la puissance »⁶⁰. Ils posent désormais le problème en termes d'alternatives, la souveraineté étant soit l'un, soit l'autre, avec une préférence marquée pour la souveraineté comme degré de puissance.

Carré de Malberg lui-même, bien qu'il admette l'existence de plusieurs significations, écrit : « pris dans son acception précise, le mot souveraineté désigne non pas une puissance, mais bien une qualité une certaine façon d'être, un certain degré de puissance. La souveraineté c'est le caractère suprême d'un pouvoir »⁶¹. Il considère que la définition de la souveraineté comme puissance de l'État est « une erreur », « une confusion grave »⁶².

De plus, il différencie la souveraineté interne (ou souveraineté dans l'État) de la souveraineté externe (ou souveraineté de l'État). Selon Carré de Malberg, dans le concept de la souveraineté interne, il appartient à l'État de déterminer, par sa constitution et ses lois, les compétences et les limites attribuées aux organes étatiques gouvernementaux. La souveraineté externe de compétences quant à elle permet à l'État, par une norme conventionnelle, de déterminer les compétences qu'il attribue aux organisations internationales⁶³. En d'autres termes, la souveraineté externe traite de la relation entre les États en tant que personne juridique sur le plan international, ou entre les États et d'autres acteurs possédant la personnalité juridique internationale, telles les organisations

⁵⁹ Albert RIGAUDIERE, « *L'invention de la souveraineté* », (1993) 67 *Pouvoirs*, p. 5.

⁶⁰ Jean COMBACAU, « *Pas une puissance, une liberté : la souveraineté internationale de l'État* », (1993) 67 *Pouvoirs*, p. 49.

⁶¹ Raymond CARRÉ DE MALBERG, Préface d'Eric Maulin, *Contribution à la théorie générale de l'État*, Paris, Sirey, 2003, p. 70.

⁶² *Id.*, p. 76-77.

⁶³ *Id.*, p. 79.

internationales⁶⁴.

Cette dichotomie entre souveraineté interne et externe est certes utile à la compréhension de la notion de souveraineté, néanmoins elle ne change pas son caractère unique. D'ailleurs, selon Carré de Malberg, la souveraineté interne et la souveraineté externe ne sont que « les deux côtés d'une seule et même souveraineté »⁶⁵.

1.2. La souveraineté en droit international

Le droit international a longtemps été considéré comme un droit entre États, c'est-à-dire interétatique dont la mission principale est de régulariser les relations entre les États qui formaient, à l'époque, son unique sujet. Il l'encadre, le protège de tout abus et l'intensifie en consacrant son effectivité sur la scène internationale.

Dans le droit international, le concept de la souveraineté est un concept de base⁶⁶, l'un des principes fondateurs sur lequel reposent les relations internationales. Le concept de souveraineté « constitue sans doute l'instrument conceptuel le plus utilisé de l'ordre juridique international [...] »⁶⁷. Il semble cependant difficile d'établir une définition objective et immuable de ce concept, puisque c'est un terme qui a un contenu variable⁶⁸, qui « dépend de l'état de développement du droit international à un moment donné »⁶⁹.

Par conséquent, certains auteurs définissent la souveraineté selon le contexte historique et politique, « [...] its meaning has been changing across historical and political contexts and

⁶⁴ Anne PETERS, « Humanity as the A and Ω of Sovereignty », in *The European Journal of International Law*, Vol. 20 n° 3, 2009, p. 513.

⁶⁵ Raymond CARRÉ DE MALBERG, préc., note 59, p. 52.

⁶⁶ Marc PERRIN DE BRICHAMBAUT, Jean-François DOBELLE avec la contribution de Frédérique COULÉE, *Leçons de droit international public*, Dalloz, 2^e édition, 2011, p. 35.

⁶⁷ Lider BAL, *Le mythe de la souveraineté en droit international: la souveraineté des États à l'épreuve des mutations de l'ordre juridique international*, Thèse de Doctorat, Université de Strasbourg, 2012, p. 15.

⁶⁸ Jean SALMON, « Les notions à contenu variable en droit international public », dans *Les notions à contenu variable en droit*, C. Perelman et R. Vander Elst (dir.), Bruylant, 1984, p. 255.

⁶⁹ Michel VIRALLY, *Panorama du droit international contemporain. Cours général de droit international public*, Recueil des cours, Académie de Droit International de La Haye, Tome 183, 1983, p. 79.

has also been heavily contested at any given time and space »⁷⁰.

La souveraineté étatique représente l'identité juridique de l'État en droit international⁷¹. C'est un concept qui « introduit ordre, stabilité et prévisibilité dans les relations internationales, en ce sens que les États souverains sont considérés comme étant égaux, indépendamment des différences de taille ou de richesse »⁷².

Le droit international tire deux conséquences du principe de souveraineté ; le principe d'égalité et le principe de non-ingérence. Le principe de l'égalité souveraine des États représente l'ultime volet de la dimension juridique de la souveraineté. Ce principe constitue le principe de base des relations internationales. Le principe de l'égalité souveraine est ramené à l'égalité devant le droit. Ce principe, prévu par la Charte des Nations Unies⁷³, a été réaffirmé dans la quasi-majorité des résolutions, des conventions internationales et par la jurisprudence internationale.

Ainsi, selon la résolution 2625 (XXV) du 4 novembre 1970⁷⁴, l'égalité souveraine, comprend entre autres éléments : l'égalité juridique entre les États, l'inviolabilité de l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'État, et le droit de chaque État de choisir et de développer librement son système politique, social, économique et culturel.

De plus, la CIJ ne cesse de rappeler de respecter le principe de l'égalité, dont dans son avis consultatif du 25 février 2019 (effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965)⁷⁵. La Cour prévoit que : « Tout État a le devoir de favoriser,

⁷⁰ Samantha BESSON, « Sovereignty », in *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford University Press, 2016.

⁷¹ *Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, La responsabilité de protéger*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, Décembre 2001, p. 12, en ligne : <<https://www.idrc.ca/sites/default/files/openebooks/961-5/index.html>> (consulté le 4 décembre 2019)

⁷² *Id.*

⁷³ *Charte des Nations Unies*, 26 juin 1945, C.N.U.O.I., vol. 15, [1945] R.T.Can., n° 7, en ligne : <<https://www.un.org/fr/charter-united-nations/>>, (consulté le 30 novembre 2019). L'article 2 de la *Charte* prévoit que « l'organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine des États membres ».

⁷⁴ *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies*, Résolution 2625 (XXV) du 4 novembre 1970, Doc. Off., A.G., 25^{ème} sess, Supp., n° 18 (A/8018).

⁷⁵ *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, n°169, Avis consultatif du 25 février 2019, C.I.J., Recueil 2019, en ligne : < <https://www.icj-cij.org/files/case-related/169/169-20190225-01-00-FR.pdf> >, (Consulté le 24 Octobre 2019).

conjointement avec d'autres États ou séparément, la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, conformément aux dispositions de la Charte, et d'aider l'Organisation des Nations Unies à s'acquitter des responsabilités que lui a conférées la Charte en ce qui concerne l'application de ce principe » (résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale)⁷⁶.

Aussi la Cour Internationale de Justice dans son arrêt du 3 février 2012 (Immunités juridictionnelles de l'État (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))⁷⁷ considère que : la règle de l'immunité de l'État joue un rôle important en droit international et dans les relations internationales. Elle procède du principe de l'égalité souveraine des États qui, ainsi que cela ressort clairement du paragraphe 1 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, est l'un des principes fondamentaux de l'ordre juridique international. Ce principe doit être considéré conjointement avec celui en vertu duquel chaque État détient la souveraineté sur son propre territoire, souveraineté dont découle pour lui un pouvoir de juridiction à l'égard des faits qui se produisent sur son sol et des personnes qui y sont présentes⁷⁸.

Tout État, étant souverain, est juridiquement égal à tout autre. Même si un État est moins important sur le plan économique, le droit international le considère comme étant égal à tout autre⁷⁹. Toutefois, une telle vision restrictive vis-à-vis de la souveraineté va connaître des assouplissements tout au long de la deuxième moitié du XXe siècle sous l'effet d'une multitude de phénomènes, tels que : les mouvements d'intégration, le phénomène de la criminalité transnationale et le phénomène des atteintes à l'environnement.

Les atteintes à l'environnement ignorent en effet la plupart du temps, les frontières étatiques. L'environnement lui-même ne connaît pas ces frontières. Au surplus, les atteintes à un élément particulier de la biosphère ont généralement des répercussions graves sur les autres. Comme le proclame le préambule de *la Déclaration de Rio sur le l'environnement*

⁷⁶ *Id.*, préc., note 71.

⁷⁷ *Immunités juridictionnelles de l'État (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))*, Arrêt, 3 février 2012, C.I.J. Recueil 2012, p. 99, en ligne : < <https://www.icj-cij.org/files/case-related/143/143-20120203-JUD-01-00-FR.pdf> >, (Consulté le 30 décembre 2019).

⁷⁸ *Id.*, p. 123-124.

⁷⁹ Emmanuel DECAUX et Olivier DE FROUVILLE, *Droit international public*, Dalloz, 10^e édition, 2016, p. 185.

et le développement : « la terre foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance »⁸⁰.

Ainsi il faut admettre dès le début, que la signification de la souveraineté n'est pas univoque et que le terme peut revêtir plusieurs acceptions. Désormais, le contenu et l'étendue des souverainetés étatiques sont déterminés par le droit international.

Le droit international de l'environnement, par sa finalité planétaire, nous laisse nous interroger sur la notion de souveraineté étatique. On peut se demander en particulier quelle influence exerce le droit international de l'environnement sur cette souveraineté. Quelles est la véritable nature de la souveraineté face à l'interdépendance évidente entre les États dans le domaine écologique ? Les États peuvent-ils désormais être indifférents à ce qui se passe à l'extérieur de leurs frontières ? Demeurent-ils encore totalement souverains sur leurs territoires ?

La réponse est claire : les atteintes à l'environnement, phénomène par nature transfrontalier et transnational, exigent une modification considérable du schéma classique de la souveraineté. Le droit international de l'environnement, imposant aux États le respect des exigences environnementales, va apporter des atténuations, des limitations, des restrictions à l'exercice de la souveraineté étatique, mais sans aller toutefois jusqu'à remettre en cause le principe même de la souveraineté des États, puisqu'il ne cesse de rappeler ce principe.

C'est donc une sorte de conciliation entre les exigences de la souveraineté et celles de l'environnement que le droit international de l'environnement cherche à établir. D'où notre essai d'adaptation de la souveraineté étatique aux impératifs de sauvegarde de la biosphère et par la même de l'humanité tout entière. Ce qui nous amène à adopter et lire autrement la notion de la souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement.

⁸⁰ *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, Doc. Off., A.G.N.U. A/CONF.151/26, Vol. I, 1992.

Section II : La souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement

En droit international, il n'existe pas une définition normative de l'État universellement acceptée⁸¹, néanmoins les auteurs s'accordent généralement à reconnaître trois éléments déterminant l'existence de l'État⁸², à savoir une organisation politique, qui exerce un pouvoir suprême sur une population donnée, et sur un territoire donné⁸³.

Tel que mentionné précédemment, la souveraineté n'est pas absolue⁸⁴ : elle a subi notamment des limitations substantielles dans le domaine de l'environnement, sous l'effet de l'internationalisation de la sauvegarde de l'environnement et en raison de l'apparition des concepts tels que le droit de l'homme à l'environnement, l'intérêt commun de l'humanité et le patrimoine commun de l'humanité.

La question qui se pose dès lors, est celle de savoir si l'État peut être encore tenu pour souverain sur son territoire et dans ses rapports avec les autres États. On se demande en effet si la souveraineté a résisté à ce phénomène d'universalisation des valeurs écologiques et aux conséquences qui en découlent.

Certains auteurs annoncent déjà la remise en cause de la souveraineté étatique dans le domaine de l'environnement. D'autres considèrent qu'il est plus que temps de mettre en cause le principe de souveraineté qui représente une entrave à une protection internationale effective de notre biosphère⁸⁵. Toutefois, on peut affirmer, sans prendre trop de risque, que le principe de souveraineté tient toujours sa place en droit international public, y compris dans ses développements récents en matière d'environnement (2.1). Cependant, ce principe bien que maintenu, commence à être interprété et défini d'une manière qui doit être compatible avec l'exigence de sauvegarder l'environnement humain grâce à une solidarité

⁸¹ Jaques CHEVALLIER, *L'État*, 2^e édition, 2011, Dalloz, p.3.

⁸² Catherine ROCHE, *L'essentiel du droit international public*, Gualino, 8^e édition 2017-2018, p. 53.

⁸³ Alain PELLET, « Histoire du droit international : irréductible souveraineté ? », dans *La vie internationale et le droit* Gilbert Guillaume (dir.), Collection débat public, Paris, 2017, p. 7.

⁸⁴ Félicien LEMAIRE, « Propos sur la notion de « souveraineté partagée » ou sur l'apparence de remise en cause du paradigme de la souveraineté », dans *Revue française de droit constitutionnel*, (2012) 4, n° 92, p. 824.

⁸⁵ Michel BACHELET, *L'ingérence écologique*, Paris, Frison Roche, 1995, p. 102.

écologique renforcée (2.2).

2.1. Maintien du principe de souveraineté

Tel que mentionné précédemment le principe de souveraineté des États est l'un des principes fondamentaux du droit international. La CIJ l'a affirmé d'une manière qui ne laisse pas d'ambiguïté ; elle l'a considéré comme étant le principe sur lequel repose tout le droit international public⁸⁶. Or il n'en demeure pas moins que le droit international de l'environnement fait partie du droit international public. Par conséquent, « il repose sur la même problématique générale et résulte de la même dialectique globale entre le mouvement qui pousse les États à préserver leur souveraineté et celui qui les oblige à prendre acte des solidarités qui les unissent »⁸⁷.

Dès lors, on comprend pourquoi le droit international de l'environnement, tout en imposant des restrictions à la souveraineté des États, ne remet pas en cause le principe même. Au contraire, ce principe de souveraineté y occupe une place non moins importante. Néanmoins, le maintien de ce principe dans un domaine comme celui de l'environnement risque d'avoir des conséquences négatives.

2.1.1. Affirmation du principe de souveraineté en droit international

Aucun instrument juridique international, qu'il soit déclaratoire ou obligatoire, n'ignore le principe de souveraineté. Au contraire, la quasi-totalité de ces instruments juridiques affirme directement ou indirectement ce principe.

C'est ce qui nous permet d'affirmer que « le principe de souveraineté est solidement ancré dans le droit positif »⁸⁸. En outre, et pour mieux protéger la souveraineté, le droit

⁸⁶ *Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua C. Etats-Unis d'Amérique)*, N° 86/8, Arrêt du 27 juin 1986, C.I.J. Recueil, 1986, en ligne : <<https://www.icj-cij.org/files/case-related/70/6486.pdf>>, (consulté le 14 janvier 2020).

⁸⁷ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1219.

⁸⁸ *Id.*, p. 413.

international refuse toujours d'admettre l'ingérence dans les affaires internes des États.

Les différentes restrictions apportées par le droit international de l'environnement à l'exercice de la souveraineté étatique nous donnent l'impression que le principe de souveraineté est remis en cause. Toutefois, une analyse rigoureuse de la question nous permet d'affirmer que les restrictions en question n'affectent en rien la souveraineté des États. D'ailleurs, ce principe ne cesse d'être confirmé par le droit international.

Sans doute, nul principe n'est plus sacré en droit international public que le principe de souveraineté. Ce principe trouve sa place dans la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux.

Ainsi, le principe de souveraineté étatique est le fondement de la société internationale, ainsi que l'affirme la Charte des droits et devoirs des États des Nations Unies dans son article 2, Paragraphe 1 : « Chaque État détient et exerce librement une souveraineté entière et permanente sur toutes ses richesses, ressources naturelles et activités économiques... »⁸⁹.

Il est explicité dans la *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États*, conformément à la *Charte des Nations Unies* (résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970)⁹⁰.

De plus, ce principe va être rappelé et réaffirmé dans presque toutes les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies. À titre d'exemple, la résolution numéro 73/255 adoptée par l'Assemblée Générale⁹¹ le 20 décembre 2018 sur la souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles⁹², réaffirme

⁸⁹ *Charte des droits et devoirs économiques des États*, Résolution A.G., 3281 (XXIX), Doc. Off., A.G. N.U., 29^{ème} sess, (1974), 53.

⁹⁰ *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies*, 24 octobre 1970, 2625 (XXV), en ligne : < [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2625\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2625(XXV)&Lang=F) >, (consulté le 23 décembre 2019).

⁹¹ Une résolution de l'Assemblée Générale des Nations unies est une décision votée par l'Assemblée Générale des Nations unies n'ayant pas de valeur juridique contraignante en droit international public.

⁹² *Résolution sur la souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles*,

le principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles. Bien que le territoire palestinien ne soit pas un État, l'ONU n'a cessé de réaffirmer que ce territoire occupé, détient ce principe⁹³.

De même, la résolution numéro 60/164 adoptée par l'Assemblée Générale le 16 décembre 2005, prévoit que : « Considérant que les principes énoncés à l'Article 2 de la Charte, notamment le respect de la souveraineté nationale, doivent être respectés... »⁹⁴.

En outre, le principe de la souveraineté étatique a été affirmé par la jurisprudence internationale. À cet égard, on peut citer à titre d'exemple l'arrêt de la CIJ dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci, du 27 juin 1986 (Nicaragua / USA)⁹⁵.

Citons également l'avis consultatif de la CIJ du 25 février 2019 sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965 « réaffirmant que tous les peuples ont un droit inaliénable à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national »⁹⁶.

n° 73/255, Doc. Off. A.G., (20 décembre 2018), en ligne : < <https://undocs.org/fr/A/RES/73/255> >, (consulté le 4 janvier 2020).

⁹³ Le Territoire palestinien est un cas particulier en droit international, reconnu en tant qu'un territoire occupé par Israël, détient le principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles.

⁹⁴ *Résolution sur le respect des principes de la souveraineté nationale et de la diversité des systèmes démocratiques en ce qui concerne les processus électoraux en tant qu'élément important de la promotion et de la protection des droits de l'homme*, n° 60/164, Doc. Off., A.G., 16 décembre 2005, en ligne : < <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/RES/60/164> >, (consulté le 28 décembre 2019).

⁹⁵ *Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua C. Etats-Unis d'Amérique)*, N° 86/8, Arrêt du 27 juin 1986, C.I.J. Recueil, 1986, en ligne : < <https://www.icj-cij.org/files/case-related/70/6486.pdf> > (consulté le 14 janvier 2020).

⁹⁶ *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, n°169, Avis consultatif du 25 février 2019, C.I.J., Recueil 2019, en ligne : < <https://www.icj-cij.org/files/case-related/169/169-20190225-01-00-FR.pdf> > (Consulté le 17 décembre 2019).

2.1.2. Affirmation du principe de souveraineté dans des instruments juridiques relatifs à l'environnement

Le principe 21 de la *Déclaration de Stockholm* (1972) dans le cadre de la *Conférence des Nations Unies sur l'environnement* proclame que « Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement... »⁹⁷.

Cette même formule a été reproduite dans d'autres instruments internationaux. C'est le cas, par exemple, de la *Convention de Genève du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance*, dont le préambule prévoit que : « les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leurs propres politiques d'environnement et ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction et sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale »⁹⁸.

Aussi, dans la *Convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone* dans le préambule⁹⁹, de même encore dans la *Convention de Montego Bay du 10 décembre 1982 sur le droit de la mer*, dont l'article 193 prévoit que : « droit souverain des États d'exploiter leurs ressources naturelles : Les États ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources naturelles selon leur politique en matière d'environnement et conformément à leur obligation de protéger et de préserver le milieu marin »¹⁰⁰.

⁹⁷ *Rapport de la Conférences des Nations Unies sur l'environnement*, Stockholm, 5-16 juin 1972, N.U., Doc. Off., A/Conf.48/14/Rev.1.

⁹⁸ *Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance*, 13 novembre 1979, R.T.N.U., n° 21623, 1983.

⁹⁹ La Convention de Vienne prévoit que : « [...] les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et qu'ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale ». *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone*, Vienne (22 mars 1985), R.T.N.U., vol. 1513, n° 26164, p. 293, 22 septembre 1988.

¹⁰⁰ *Convention sur le droit de la mer (avec annexes, acte final et procès-verbaux de rectification de l'acte final en date des 3 mars 1986 et 26 juillet 1993)*, 10 décembre 1982, R.T.N.U., N° 31363, en ligne :

C'est le cas également de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992 qui dans le principe 2 utilise la même formule que celle du principe de Stockholm, mais élargit son champ en ajoutant à « politique d'environnement et de développement »¹⁰¹. De même, le principe a été réaffirmé dans le préambule de l'*Accord international de 2006 sur les bois tropicaux*¹⁰².

Par la suite, la *Conférence des Nations Unies sur le développement durable*, Rio+20 du 20-22 juin 2012 réaffirme le principe de souveraineté : « Nous déclarons que les politiques de promotion d'une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté devraient : a) Être conformes au droit international ; b) Respecter la souveraineté de chaque pays sur ses ressources naturelles... »¹⁰³.

De même, l'*Accord de Paris de 2015 sur le climat* stipule à l'article 13 alinéa 3 que : « Le cadre de transparence s'appuie sur les dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention et les renforce en tenant compte de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et doit être mis en œuvre d'une façon qui soit axée sur la facilitation, qui ne soit ni intrusive ni punitive, qui respecte

< http://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf >, (consulté le 2 janvier 2020).

¹⁰¹ Principe 2 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* du 1992, prévoit que : « Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ». *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, préc., note 76.

¹⁰² *Accord international sur les bois tropicaux*, 27 janvier 2006, R.T.N.U., N° 49197, (2011), en ligne : <https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XIX-46&chapter=19&clang=_fr> (consulté le 2 janvier 2020). L'Accord prévoit dans son préambule alinéa d) que : « reconnaissant qu'en vertu de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique environnementale et ont le devoir de garantir que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale, conformément à ce qui est énoncé au principe 1 a) de la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts ».

¹⁰³ *Déclaration des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), L'avenir que nous voulons : une gouvernance du développement durable ouverte et participative*, Rés. 66/288, Doc. Off. A.G. N.U., 66^e sess., (2012).

la souveraineté nationale et qui évite d'imposer une charge excessive aux Parties »¹⁰⁴.

2.2. Les limitations de la souveraineté n'en affectent pas le principe même

Plusieurs restrictions sont apportées par le droit international à la souveraineté étatique telle que : la limitation de la plénitude des compétences étatiques¹⁰⁵, l'atteinte à l'exclusivité de ses compétences¹⁰⁶ ou l'atténuation de l'autonomie de l'État¹⁰⁷.

Notons également l'apparition de problèmes environnementaux de dimension globale qui menacent l'État, autrement dit, qui portent atteinte à l'État dans ses éléments constitutifs (population, territoire et autorité politique exclusive). À titre d'exemple, le problème des

¹⁰⁴ Accord de Paris sur le Climat, C.N.63.2016.TREATIES-XXVII.7.d, n° 54113, 12 décembre 2015, en ligne : <https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=fr>, (consulté le 5 décembre 2019).

¹⁰⁵ La plénitude de compétence signifie que l'État a la compétence de sa compétence, il décide de l'étendue de ses prérogatives sur son territoire et des limites qu'il va y accepter, au respect des prescrits du droit international. Des limites qui proviennent d'engagements particuliers et des limites qui reposent sur le droit international général. Des limites comme le résultat de traités opérant des transferts de compétences et/ou de pouvoirs au profit d'organisations d'intégration, comme l'Union Européenne. Ainsi que des limites qui peuvent être atteintes par une décision d'une organisation internationale, une décision unilatérale repose sur une habilitation du traité constitutif (hypothèse des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies créant les tribunaux pénaux ad hoc). Raphaële RIVIER, *Droit international public*, Thémis droit, PUF, 3^e édition 2017, p. 390 et 391.

¹⁰⁶ L'exclusivité implique que sur le territoire d'un État fonctionne une structure politique du pouvoir, distincte et indépendante de celle d'autres États. Sa principale expression consiste à exclure les activités d'autres sujets du droit sur le territoire en question. Cela signifie que l'État a sur son territoire le monopole de la législation, de la contrainte, et de juridiction. Seules les autorités nationales peuvent engager l'État pour exercer sur le plan international les compétences qui lui sont reconnues. Elle exclut toute intervention ou toute ingérence dans des affaires intérieures de l'État. L'exclusivité est donc le fondement du principe de non-intervention dans des affaires intérieures de l'État. Néanmoins, l'État n'a pas une liberté totale de choix et d'action et qu'il doit effectuer ses choix ou exercer ses pouvoirs de manière compatible avec les exigences du droit international en la matière. En effet, la plénitude de la compétence étatique, ainsi que son exclusivité et son autonomie ne sont pas absolues. Blaise TCHIKAYA, *Droit international public*, 7^e édition, 2017, Hachette, p. 37 et 38. Voir aussi : Alain PELLET, « Histoire du droit international irréductible souveraineté ? » dans *La vie internationale et le droit*, Collection débat public, Paris, 2017, pp. 7-14. Georges ABI-SAAB, « Cours général de droit international public », dans *Recueil des cours*, Collected Courses of the Hague Academy of International Law, (Vol. 207, 1987), The Hague, Boston, London: Martinus Nijhoff Publishers, 1996, p. 464.

¹⁰⁷ Catherine ROCHE, *L'essentiel du droit international public*, Gualino, 2017-2018, p. 57. L'autonomie de l'État signifie que les autorités de l'État ne peuvent pas être soumises à des directives ou ordres provenant d'autorités extérieures. Cette autonomie est liée au principe d'égalité des États.

changements climatiques¹⁰⁸ qui est un problème d'actualité et un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière¹⁰⁹ nécessitant une intervention urgente pour faire face à ce problème, notamment afin de trouver des solutions efficaces et rapides.

Les changements climatiques présentent des risques pour la santé humaine, notamment sur l'accroissement des risques de nature vasculaire et respiratoire¹¹⁰, la propagation de certains vecteurs de maladies, dont certaines d'origine hydrique¹¹¹. En fonction de l'exposition de la population aux risques de réchauffement climatique, certaines populations seront contraintes de migrer¹¹². Dans ce cas, l'État qui détient la souveraineté sera menacé dans l'un de ses éléments constitutifs, à savoir sa population¹¹³.

De même, en plus d'un réchauffement de la surface terrestre et de l'atmosphère dont risquent de souffrir les écosystèmes naturels, les risques associés aux changements climatiques peuvent affecter la capacité de contrôle de l'État des espaces sous sa juridiction, du fait entre autres des atteintes à l'existence matérielle du territoire de l'État sous l'effet par exemple de la submersion¹¹⁴. Ainsi selon les différentes projections et

¹⁰⁸ L'article premier alinéa 2 de la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* de 1992 prévoit que : « On entend par « changements climatiques » des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observé au cours de périodes comparables ».

¹⁰⁹ *Id.*, pré., note 99, Préambule de l'*Accord de Paris*.

¹¹⁰ Martin JUNEAU, « Les effets des changements climatiques sur la santé », dans *Observatoire de la prévention*, Institut de la Cardiologie de Montréal, juin 2019. Le docteur Martin Juneau est d'avis que « les analyses récentes [...] montrent clairement que les effets du changement climatique sur la santé commencent déjà à se faire sentir. [...] les principaux dommages causés par le réchauffement : maladies, blessures et morts causées par des événements météorologiques extrêmes (inondations, vagues de chaleur, etc.), maladies respiratoires et cardiovasculaires associées à l'augmentation de la pollution atmosphérique, hausse des intoxications causées par la détérioration de la qualité de l'eau et de certaines denrées, malnutrition due à la diminution des rendements agricoles, augmentation des maladies transmissibles par des insectes et problèmes de santé mentale causés ou aggravés par des changements sociétaux dus aux variations du climat... ».

¹¹¹ Ariane ADAM-POUPART, France LABRÈCHE, Audrey SMARGIASSI, Patrice DUGUAY, Marc-Antoine BUSQUE, Charles GAGNÉ et Joseph ZAYED, « Impacts des changements climatiques sur la santé et la sécurité des travailleurs », *Rapport R-733, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail*, avril 2012, p 3, 8 et 12, en ligne : < <https://www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/R-733.pdf> >, (consulté le 30 décembre 2019).

¹¹² Agnès MICHELOT, « Protection internationale du climat et souveraineté étatique », dans (*Vertigo*) *La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18 n° 1, 2018.

¹¹³ *Id.*

¹¹⁴ *Id.*

expertises à ce sujet, cinq États insulaires en particulier sont susceptibles de disparaître ou de devenir inhabitables à relativement court terme en raison de la montée des eaux, soit : les îles Kiribati, Maldives, Marshall, Nauru et Tuvalu¹¹⁵. Dans un tel cas, les problèmes de réchauffement climatique menacent tous les éléments constitutifs de l'État, alors que c'est l'existence même de l'État qui est menacée.

L'hypothèse de la disparition de l'État, du fait d'un défaut de l'un de ses éléments constitutifs, en cas d'annexion ou de revendication de territoire ou de défaillance de l'autorité politique, posera de grands problèmes juridiques¹¹⁶. La situation est ainsi plus complexe, puisque la population de l'État n'aurait pas disparu, mais se serait par exemple réfugiée sur un autre territoire. Le professeur André Moine pose une question dans ce contexte : une telle entité au territoire inhabité, à la population et au gouvernement exilés, est-elle encore un « État » et un État souverain¹¹⁷ ?

Selon le professeur Moine, trois réponses sont possibles à cette question¹¹⁸. La première réponse « est celle de la disparition de l'État. L'État dépourvu de terre habitable et de ce fait d'implantation humaine, disparaît ». Une deuxième réponse, « opposée à la précédente, est celle de la survivance de l'État sans territoire. Il s'agit d'une hypothèse hypothétique en droit international contemporain ». La troisième réponse envisageable, « si la prise de possession par la force est écartée, est celle de l'attribution à cet État par la communauté internationale d'un nouveau territoire ». Cette possibilité ne peut toutefois être envisagée du fait de l'absence de « territoires sans maître ».

L'hypothèse qui pourrait amener à la disparition complète de l'État dans tous ses éléments constitutifs en raison des changements climatiques demeure hypothétique. Cependant, « la souveraineté de l'État submergé dont la population se réfugie sur d'autres territoires, est mise en cause »¹¹⁹.

Les États, qu'ils soient développés ou en développement, sont appelés à prendre toutes

¹¹⁵ André MOINE, « Les implications des migrations climatiques sur la souveraineté des États », dans (*Vertigo*) *La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, 2018, p. 8.

¹¹⁶ *Id.*

¹¹⁷ *Id.*, p. 9 et 10.

¹¹⁸ *Id.*, p. 8 et 9.

¹¹⁹ *Id.*, p. 1.

les mesures nécessaires et à réagir rapidement pour trouver les solutions efficaces pour faire face aux changements climatiques et à ses impacts néfastes sur l'environnement et sur l'existence même de leur souveraineté.

Dans les faits, les négociations sous l'égide de la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* ont pris plusieurs années et ont conduit à l'adoption de l'*Accord de Paris* de 2015 exigeant des engagements de tous les États pour arriver à un consensus autour d'un nouveau protocole, permettant ainsi de rompre avec l'approche binaire du *Protocole de Kyoto*¹²⁰.

L'*Accord de Paris* peut assurément être considéré comme ambitieux. Il jette des bases solides pour la politique nationale et internationale pour les décennies à venir. L'objectif central de l'Accord est de renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique en maintenant l'augmentation de la température mondiale à un niveau inférieur à 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels, et de poursuivre les efforts pour limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius¹²¹. En outre, l'Accord vise à accroître la capacité des pays à faire face aux impacts des changements climatiques et à rendre les flux financiers compatibles avec un faible niveau d'émissions de Gaz à effet de serre (GES)¹²² et une voie résiliente au climat.

Il est à espérer que la Conférence de Glasgow de 2020 sur les changements climatiques (COP26) qui doit se dérouler du 9 au 19 novembre 2020 à Glasgow en Écosse, arrivera à établir des engagements plus contraignants en matière de protection de la planète dans le but de limiter le réchauffement climatique.

L'*Accord de Paris* représente tout de même un espoir pour l'humanité pour faire face au réchauffement de la planète. Notons que certains États, notamment les États-Unis l'un des

¹²⁰ Sophie LAVALLÉE, « Quelques réflexions sur l'Accord de Paris et la souveraineté économique des États », dans *(Vertigo) La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, mai 2018, p.1.

¹²¹ *Accord de Paris*, préc., note 99.

¹²² Les gaz à effet de serre (GES) sont des composants gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la surface terrestre et contribuent ainsi à l'effet de serre. L'augmentation de leur concentration dans l'atmosphère terrestre est l'un des facteurs à l'origine du réchauffement climatique. Voir plus : Jean-Maurice ARBOUR, Sophie LAVALLÉE, Jochen SOHNLE et Hélène TRUDEAU, préc., note 21, p. 790.

plus grands pollueurs en termes absolu et per capita¹²³ ont notifié aux Nations unies le 4 novembre 2019 leur intention de se retirer de l'*Accord de Paris sur le climat*¹²⁴. Il est à noter que le retrait des États-Unis de l'Accord, malgré leur ratification initiale de celui-ci, trouve son fondement juridique dans la qualification juridique de l'*Accord de Paris* dans le droit constitutionnel américain¹²⁵.

La raison principale généralement invoquée par les États pour refuser d'adopter les conventions internationales, notamment l'*Accord de Paris*, réside dans leur refus de limiter leur souveraineté économique. D'ailleurs, le président républicain américain a soutenu que « l'accord est « injuste » pour son pays et entraîne des répercussions économiques négatives pour les travailleurs américains »¹²⁶.

En examinant la forme et le contenu de l'*Accord de Paris*, on peut affirmer que les Parties se sont engagées à limiter l'exercice de leur souveraineté économique pour lutter contre le réchauffement climatique. Toutefois, malgré les différentes limitations à l'exercice de la

¹²³ Les émissions des États-Unis représentent selon l'Agence internationale de l'énergie 15.8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2014. L'Agence Internationale de l'Énergie, en ligne : <<https://data.oecd.org/fr/air/emissions-de-ges-et-de-polluants-de-l-air.htm> >, (consulté le 10 janvier 2020).

¹²⁴ « Today the United States began the process to withdraw from the Paris Agreement. Per the terms of the Agreement, the United States submitted formal notification of its withdrawal to the United Nations. The withdrawal will take effect one year from delivery of the notification. », a déclaré le Secrétaire d'État, Mike Pompeo, dans un communiqué. U.S. Department of State, (2019) On the U.S. Withdrawal from the Paris Agreement, Press Statement, Michel R. Pompeo, Secretary of State, November 4, en ligne : <<https://www.state.gov/on-the-u-s-withdrawal-from-the-paris-agreement> >, (consulté le 17 janvier 2020).

¹²⁵ Sophie LAVALLÉE, « Quelques réflexions sur l'Accord de Paris et la souveraineté économique des États », dans (Vertigo) *La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, mai 2018, p.7. Ainsi, l'*Accord de Paris* s'intitule « accord » et non « protocole », afin d'éviter notamment de rappeler le Protocole de Kyoto à ses détracteurs, mais il s'agit bien d'un traité. Ce traité, selon les juristes américains, n'est pas un « treaty » au sens du droit constitutionnel américain, mais doit être considéré plutôt comme un « executive agreement » qui exécute des obligations déjà consenties par les États-Unis dans la CCNUCC, et sa ratification ne nécessite pas l'accord du Sénat. Ces deux catégories dans le droit américain correspondent en droit international à des traités. Toutefois, la ratification d'un « treaty » au États-Unis doit être autorisée par le Sénat, alors qu'un « executive agreement » peut entrer en vigueur à la suite d'une simple décision du président.

Notons qu'en vertu de l'Article 28 de l'*Accord de Paris*, le retrait effectif ne peut se faire que quatre ans après que l'Accord est entré en vigueur aux États-Unis, soit le 4 novembre 2020. D'ici à cette date, les États-Unis se voient contraints de maintenir leurs obligations en vertu de l'Accord, dont de rapporter leurs émissions aux Nations-Unies.

¹²⁶ Jill COLVIN et Julie PACE, « Les États-Unis se retirent de l'accord de Paris sur le climat », dans *Le Soleil*, juin 2017, en ligne : < <https://www.lesoleil.com/actualite/monde/les-etats-unis-se-retirent-de-laccord-de-paris-sur-le-climat-55681dcb8a6c18c89cf18326cfa54b66> >, (consulté le 24 novembre 2019).

souveraineté étatique, l'État peut être considéré comme étant, toujours, pleinement souverain, du seul fait que ces restrictions sont décidées ou acceptées par lui-même et volontairement.

Autrement dit, du moment que le consentement d'un État s'est établi librement, sa décision de se soumettre à ce dont il est convenu avec d'autres États qu'il fera ou ne fera pas, n'est que la manifestation de sa volonté souveraine. D'ailleurs, l'*Accord de Paris* de 2015 dans son article 13 alinéa 3, réaffirme le respect du principe de la souveraineté¹²⁷.

Ainsi, par exemple le fait qu'un État transfère volontairement certaines compétences à une institution internationale chargée de protéger l'environnement, ne signifie en aucun cas que cet État n'est plus souverain. De même, l'État garde toujours sa souveraineté lorsqu'il s'engage à restreindre ses actions dans un domaine quelconque ou à ne pas disposer totalement et librement de ses ressources naturelles. A cet égard, Michel Bachelet écrit : « Renoncer à ne pas faire ce que l'on serait en droit de faire n'est- ce pas manifester d'une façon supérieure sa souveraineté ? »¹²⁸.

D'ailleurs cette conception de la souveraineté trouve sa place dans la jurisprudence internationale. En effet, dès son premier arrêt du 1 août 1923 dans l'affaire du vapeur Wimbledon, la CPJI a précisé qu'elle « se refuse de voir dans la conclusion d'un traité quelconque, par lequel un État s'engage à faire ou à ne pas faire quelque chose, un abandon de sa souveraineté. Sans doute, toute convention engendrant une obligation de ce genre apporte une restriction à l'exercice des droits souverains de l'État, en ce sens qu'elle imprime à cet exercice une direction déterminée ; mais la faculté de contracter des engagements internationaux est précisément un attribut de la souveraineté de l'État »¹²⁹.

Toutefois, se demande Michel Bachelet, « renoncer à certains éléments qui composent le statut de souveraineté, tel qu'il est objectivement établi par le droit international n'est-ce

¹²⁷ *Id.*, pré., note 99. L'article 13 alinéa 3 de l'*Accord de Paris* prévoit que : « Le cadre de transparence s'appuie sur les dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention et les renforce en tenant compte de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et doit être mis en œuvre d'une façon qui soit axée sur la facilitation, qui ne soit ni intrusive ni punitive, qui respecte la souveraineté nationale et qui évite d'imposer une charge excessive aux Parties ».

¹²⁸ Michel BACHELET, préc., note 81, p. 201.

¹²⁹ *Affaire du Vapeur Wimbledon* du 17 août 1923, C.P.J.I., série A Recueil (1923-1930) n°1, p. 25, en ligne : <<https://www.icj-cij.org/fr/cpji-serie-a>> (consulté le 30 décembre 2019).

pas alors pour un État s'interdire d'être désormais considéré comme tel au sein de la société internationale ? »¹³⁰.

En effet, ainsi que l'indique le professeur Jean Combaceau, « il peut y avoir, dans ce qui constitue la puissance actuelle de l'État, des éléments qui feraient partie de son concept même et desquels il ne pourrait se dessaisir, que ce soit par aliénation ou par suspension même momentanée ou... par limitation ou par transfert »¹³¹.

Le transfert volontaire par un État de certains de ses pouvoirs à des organisations internationales, voire à d'autres États, ne signifie pas que cet État n'est plus souverain¹³². D'ailleurs, la Cour Permanente de la justice internationale a réaffirmé ce principe dans l'affaire de Lotus de 1927¹³³.

Aussi, la CIJ a confirmé le même principe dans son arrêt du 2009 qui concerne le différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua). La Cour prévoit que : « S'il est bien exact que les limites à la souveraineté d'un État sur son territoire ne se présument pas, il n'en résulte pas pour autant que des dispositions conventionnelles instituant de telles limites, telles que celles qui sont en cause dans la présente espèce, devraient recevoir pour cette raison une interprétation étroite a priori. La disposition d'un traité qui a pour objet de limiter les pouvoirs souverains d'un État doit être interprétée comme toute autre disposition conventionnelle, à savoir conformément aux intentions de ses auteurs telles qu'elles sont révélées par le texte du traité et les autres éléments pertinents

¹³⁰ Michel BACHELET, pré., note 81, p. 203.

¹³¹ Jean COMBACAU, « Pas une puissance, une liberté : la souveraineté internationale de l'État », dans *Pouvoirs* (1993) 67, p. 47 et 57.

¹³² Michel TROPER, *Le droit et la nécessité*, Paris, PUF, 2011, p. 79.

¹³³ Affaire du Lotus de la Cour Permanente de la justice internationale du 7 septembre 1927 qui opposait la France à la Turquie. Elle prévoit que : « Cette manière de poser la question est commandée également par la nature même et les conditions actuelles du droit international. Le droit international régit les rapports entre des États indépendants. Les règles de droit liant les États procèdent donc de la volonté de ceux-ci, volonté manifestée dans des conventions ou dans des usages acceptés généralement comme consacrant des principes de droit et établis en vue de régler la co-existence de ces communautés indépendantes ou en vue de la poursuite de buts communs. Les limitations de l'indépendance des États ne se présument donc pas ». *Affaire du Lotus* (France c. Turquie), La Cour Permanente de Justice Internationale, série A, n° 70, 7 septembre 1927, en ligne : <https://www.icj-cij.org/files/permanent-court-of-international-justice/serie_A/A_10/30_Lotus_Arret.pdf>, (consulté le 4 janvier 2020).

en matière d'interprétation »¹³⁴.

Bref, le principe demeure qu'il n'y a de limites à la souveraineté que dans la mesure où les États le veulent bien et que dans ce cas il n'y aura pas atteinte au principe même de souveraineté, qui d'ailleurs, ne cesse d'être confirmé par le droit international.

Section III : L'interdiction de l'ingérence dans les affaires intérieures des États

Bien qu'on parle souvent et de plus en plus d'un droit ou d'un devoir d'ingérence surtout dans le domaine humanitaire, une telle ingérence n'est toujours pas admise (3.1) du moins sur le plan normatif dans le droit international. D'ailleurs, le principe de non-intervention (3.2) demeure l'un des principes fondamentaux du droit international.

3.1. Exclusion de toute consécration juridique de l'ingérence

Depuis quelques années, on assiste à une prise en considération par l'Organisation des Nations Unies de la dimension humanitaire dans ses différentes composantes. Cet intérêt s'est manifesté en particulier par l'adoption de résolutions de l'Assemblée Générale relatives à l'assistance humanitaire¹³⁵, couronnées par une série de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité¹³⁶ dans l'exercice de son rôle de maintien de la paix et de la sécurité

¹³⁴ *Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2009, p. 213, en ligne : <<https://www.icj-cij.org/files/case-related/133/133-20090713-JUD-01-00-FR.pdf>>, (consulté le 10 janvier 2020).

¹³⁵ À titre d'exemple : la résolution 45/100 du 14 décembre 1990, *Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situation du même ordre*, en ligne : <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/45/100&Lang=F>, (consulté le 10 janvier 2020).

¹³⁶ Notons que les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies sont communément appelées des résolutions. Elles ont pour vocation d'apporter une solution à un problème concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies est un texte ayant une valeur juridique contraignante, contrairement à une résolution de l'Assemblée générale. Elle est consacrée dans le droit international par l'article 25 de la Charte des Nations unies qui prévoit que : « Les membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte ». Voir plus sur le Conseil de sécurité des Nations Unies, en ligne : <<https://www.un.org/securitycouncil/fr>>, (consulté le 30 novembre).

internationale.

Cet ensemble de textes a été présenté par les promoteurs du « droit d'ingérence »¹³⁷ comme une consécration de ce droit par le droit international. Or, en fait ni les résolutions de l'Assemblée Générale, ni celles du Conseil de sécurité n'attestent de l'existence d'un tel droit. D'ailleurs, même en matière de terrorisme qui concerne la sécurité internationale, le Conseil de sécurité réaffirme le principe de souveraineté dans sa Résolution numéro 2482 de 2019 qui concerne les menaces contre la paix et la sécurité internationales, que : « Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de tous les États conformément à la Charte des Nations Unies, et soulignant que c'est aux États Membres qu'il incombe au premier chef de lutter contre les actes de terrorisme et l'extrémisme violent qui peut conduire au terrorisme »¹³⁸.

Concernant l'assistance humanitaire prévue dans les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, celle-ci n'est aucunement constitutive d'un droit d'ingérence¹³⁹. En effet, l'assistance humanitaire, telle que préconisée par l'Assemblée Générale, s'inscrit dans la logique de la souveraineté dans la mesure où elle est formellement soumise au consentement de l'État assisté. Ainsi, la résolution 43/131 du 8 décembre 1988 portant sur l'assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre, affirme que : « dans le cas de catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre, les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité devraient faire l'objet d'une particulière considération pour tous ceux qui dispensent une assistance humanitaire, 1. réaffirme l'importance de l'assistance humanitaire pour les victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre, 2. réaffirme également la souveraineté des États affectés et le rôle premier qui leur revient dans l'initiative, l'organisation, la coordination et la mise en œuvre de l'assistance humanitaire sur leurs

¹³⁷ Voir Mario BETTATI, « Le droit d'ingérence. Mutation de l'ordre international », dans *Revue Générale de Droit International Public*, 1996, p. 41.

Voir aussi, Jean-Claude BOURBON, « Bernard Kouchner, du droit d'ingérence aux affaires étrangères », dans *La Croix*, 2007.

¹³⁸ Résolution adoptée par le Conseil de sécurité qui concerne les menaces contre la paix et la sécurité internationales, N° 2482, Doc. Off., A.G., (19 juillet 2019), en ligne : <[https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/2482\(2019\)](https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/2482(2019))>, (consulté le 5 janvier 2019).

¹³⁹ Tsagaris KONSTANTINOS, *Le droit d'ingérence humanitaire*, Mémoire de DEA : Droit International et communautaire, Université de Lille II, 2001, p. 42 et ss.

territoires respectifs...»¹⁴⁰.

De même, la Résolution adoptée par l'Assemblée Générale le 14 décembre 2018 sur la coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles, s'inscrit dans le principe de souveraineté. Elle prévoit que : « réaffirmant également les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance qui régissent l'action humanitaire »¹⁴¹. C'est dans le cadre d'une coopération internationale que s'articule l'assistance. Or la coopération ne va pas à l'encontre de la souveraineté des États. De ce fait, on peut dire que les résolutions de l'Assemblée Générale relatives à l'assistance humanitaire, si elles attestent d'une volonté d'améliorer la condition des victimes par un renforcement de l'aide humanitaire, ne permettent pas cependant d'y déceler une volonté internationale favorable à la création d'un véritable droit d'ingérence¹⁴².

L'action humanitaire du Conseil de sécurité en vertu du chapitre VII, ne peut être assimilée à une ingérence même si elle concerne des affaires relevant de la compétence nationale ou du domaine réservé à un État.

En effet, l'article 2 paragraphe 7 de la Charte des Nations Unies, stipule clairement que le principe de non-intervention « ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au chapitre VII ». De ce fait, la base juridique de l'action du Conseil de sécurité n'est pas un droit d'ingérence humanitaire, mais des pouvoirs qui lui sont conférés par les États afin de maintenir et de rétablir la paix et sécurité internationale. Ainsi, on peut affirmer qu'aucun instrument international n'établit « un droit d'ingérence » pour n'importe quel motif. Au contraire, la non-ingérence reste l'un des principes fondamentaux du droit international public.

D'ailleurs, le Conseil de sécurité ne cesse de rappeler le principe de la souveraineté dans

¹⁴⁰ *Résolution sur l'Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situation du même ordre*, N° 43/131, Doc. Off., A.G., (8 décembre 1988), en ligne : <<https://www.cetim.ch/documents/res-45-100-fra.pdf>>, (consulté le 3 janvier 2020).

¹⁴¹ *Résolution adoptée par l'Assemblée générale sur la coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement*, N° /73/136, Doc. Off., A.G., (14 décembre 2018), en ligne : <<https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/RES/73/136>>, (consulté le 18 janvier 2020).

¹⁴² Michel BACHELET, pré, note 81, p. 38.

ses résolutions. À titre d'exemple ; la Résolution numéro 2389 (2017), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8125^e séance, le 8 décembre 2017, qui concerne la situation dans la région des Grands Lacs, « Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de tous les États de la région, et soulignant que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés »¹⁴³.

3.2. Le principe de non-intervention

On peut se demander aujourd'hui dans quelle mesure le droit international protège l'État contre les ingérences étrangères. En réalité, il ne fait aucun doute qu'une telle sauvegarde de la part du droit international contemporain existe.

En effet, le principe de non-intervention figure parmi les principes fondamentaux du droit international. Il est consacré et confirmé par des multiples instruments juridiques internationaux. Ceci dit, il faut noter que ce principe s'impose tant aux organisations internationales qu'aux États.

Le principe de non intervention des organisations internationales dans les affaires intérieures des États membres déjà énoncé dans l'article 15 paragraphe 8, du Pacte de la Société des Nations, l'obligation de non intervention d'une organisation internationale dans les affaires relevant de la compétence nationale des États est prévue par la Charte des Nations Unies dans son article 2, paragraphe 7 : « aucune disposition de la présente charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État... ». On doit noter, tout d'abord, que l'article 2 paragraphe 7 de la Charte ne fonde pas le principe de non-intervention dans les relations interétatiques. Il fonde uniquement le principe dans les relations entre l'Organisation des Nations Unies

¹⁴³ *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité*, Doc. Off., C.S., S/RES/2389, 8 décembre 2017), en ligne : <[https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/2389\(2017\)](https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/2389(2017))>, (consulté le 10 janvier 2020).

et les États membres¹⁴⁴.

Ensuite, on doit remarquer que l'interdiction de l'intervention, par l'article 2 paragraphe 7, n'est pas générale ; elle est basée sur la notion de domaine réservé : « les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale des États »¹⁴⁵. Donc, c'est la notion de compétence nationale ou domaine réservé qui « détermine l'étendue du principe. Or cette notion est ambiguë »¹⁴⁶.

Le principe de non-intervention dans les relations entre les États n'est pas reconnu directement par la Charte des Nations Unies puisqu'elle ne prévoit ce principe que sous l'angle du principe de non-recours à la force, dans la mesure où seule l'intervention armée est prohibée par la Charte dans l'article 2.

Le principe de non-intervention dans les relations interétatiques fait toutefois partie intégrante du droit international coutumier par la multiplicité des instruments juridiques qui l'ont consacré notamment la résolution 21/31 (XX) du 21 décembre 1965, la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 et la résolution 36/103 du 9 décembre 1981.

D'ailleurs, la Cour internationale de Justice a confirmé l'existence de cette coutume, dans l'arrêt relatif aux activités militaire et paramilitaire des États-Unis au Nicaragua¹⁴⁷.

Il faut remarquer que l'interdiction de l'intervention, prévue dans les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, est de portée générale. C'est ainsi que d'après la résolution 21/31 insérée dans la résolution 2625 (XXV), « aucun État ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économique, politique ou de toute autre nature pour contraindre un État à subordonner l'exercice de ses droits souverains... »¹⁴⁸.

¹⁴⁴ Benedetto CONFORTI, « Le principe de non-intervention », dans Rafaa Ben Achour et Slim Laghmani (dir.), *Les nouveaux aspects du droit international*, Colloque des 14, 15 et 16 Avril 1994, Paris, Pedone, 1994, p. 490.

¹⁴⁵ *La Charte des Nations Unies*, préc., note 70.

¹⁴⁶ Paul BERTHOUD, « La compétence nationale des États et l'Organisation des Nations Unies : l'article 2, paragraphe 7, de la Charte de San Francisco », (1947) 4 A.S.D.I. 17.

¹⁴⁷ *Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua C. États-Unis d'Amérique)*, pré, note 49.

¹⁴⁸ *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies*, (1970), Doc. Off., A.G.N.U., en ligne :

Ainsi, il est établi que le droit international interdit solennellement l'intervention dans les affaires intérieures et extérieures des États et que cette interdiction est générale. En effet, que l'intervention soit directe ou indirecte, armée ou de toute autre nature, et que le domaine d'intervention soit politique, économique ou écologique, l'intervention est toujours prohibée par le droit international ce qui consolide davantage le principe de souveraineté¹⁴⁹.

Néanmoins, il y a des exceptions à l'interdiction du recours à la force¹⁵⁰, comme la légitime défense qui est le simple fait pour un État de se défendre en recourant à la force s'il est agressé. Celle-ci se fonde sur l'article 51 de la Charte qui énonce : « aucune disposition de la présente charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations-Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le conseil ait pris des mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales »¹⁵¹. Cette légitime défense doit obéir à deux conditions : répondre à une contrainte armée légitime qui est en cours et rester proportionnelle à l'agression.

Il y a aussi les contre-mesures étatiques comme par exemple : les rétorsions et les représailles. Ainsi que les contre-mesures décidées par le Conseil de sécurité, telles que l'interruption des relations économiques, des communications maritimes et postales, etc. À titre d'exemple, en 2011 un embargo¹⁵² sur les armes imposées à la Libye après les troubles politiques qui ont entraîné le renversement de l'ancien président Mouammar

<[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2625\(XXV\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/2625(XXV)&Lang=F)>, (consulté le 20 décembre 2019).

¹⁴⁹ Karine BANNELIER et Théodore CHRISTAKIS, « Volenti non fit injuria ? Les effets du consentement à l'intervention militaire », dans *Annuaire Français de Droit International*, n° 50, 2004, pp. 102-137

¹⁵⁰ Jean COMBACAU et Serge SUR, *Droit international public*, 12^e édition, LGDJ, 2016, p. 636.

¹⁵¹ *Charte des Nations Unies du 1945*, pré., note 70.

¹⁵² *Résolution sur la paix et la sécurité en Afrique*, n° 1970, Doc. Off., C.S., (26 février 2011), en ligne : <[https://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1970\(2011\)](https://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1970(2011))>, (consulté le 20 décembre 2021). Cette résolution prévoit que : « Embargo sur les armes : Décide que tous les États Membres doivent prendre immédiatement les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la Jamahiriya arabe libyenne, à partir de leur territoire ou à travers leur territoire ou par leurs nationaux, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériel connexe de tous types armes et munitions, véhicules et matériels militaires, équipements paramilitaires et pièces détachées correspondantes, ainsi que toute assistance technique ou formation, et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires ou la fourniture, l'entretien ou l'utilisation de tous armements et matériel connexe, y compris la mise à disposition de mercenaires armés venant ou non de leur territoire ... ».

Kadhafi en 2011. En 2016, le Conseil de sécurité a adopté la Résolution numéro 2292 autorisant les pays membres à inspecter des navires en haute mer pour faire appliquer cet embargo sur les armes. Cette autorisation a été prorogée à plusieurs reprises. Entre autres, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une autre résolution numéro 2486 visant à prolonger de 12 mois supplémentaires les mesures destinées à imposer un embargo sur les armes à la Libye en 2019¹⁵³.

Les contre-mesures décidées par le Conseil de sécurité dans l'exemple de la Libye montre que ce sont des décisions pour rétablir ou maintenir la paix et la sécurité internationale, en respectant toujours le principe de souveraineté étatique. Dans la même résolution numéro 2486 de 2019, le Conseil de sécurité des Nations Unies réaffirme « son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye »¹⁵⁴.

Les contre-mesures décidées par le Conseil de sécurité, comme dans l'exemple de la Libye, montre que ce sont des décisions pour rétablir ou maintenir la paix et la sécurité internationale, sachant que les résolutions du Conseil de sécurité ont une valeur juridique contraignante. Ceci soulève différentes questions : Le Conseil de sécurité des Nations Unies peut-il adopter des résolutions visant à protéger l'environnement pour maintenir la paix et la sécurité nationale ? Ainsi, l'objectif de sauvegarde de l'environnement peut-il remettre en cause le principe de la souveraineté étatique ? Dans un domaine comme celui de l'environnement ou des notions telles que les droits de l'homme à l'environnement et le patrimoine commun de l'humanité qui requièrent une action collective de tous les acteurs, en faisant abstraction des frontières étatiques, le droit international de l'environnement remet-il en cause les souverainetés étatiques afin de protéger l'environnement mondial et par là, l'humanité tout entière ?

¹⁵³ *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité sur la situation en Libye*, N° 2486, Doc. Off., C.S., (12 septembre 2019), en ligne : < [https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/2486\(2019\)](https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/2486(2019)) >, (consulté le 2 janvier 2020).

¹⁵⁴ *Id.*

Chapitre II : Le principe de souveraineté, facteur de remise en cause de l'élaboration des normes protégeant pleinement l'environnement ?

Nous avons vu jusqu'à maintenant que la définition de la souveraineté pouvait prendre une dizaine de significations différentes en fonction du contexte et des objectifs de ceux qui l'employaient¹⁵⁵. Également nous avons tenté de définir la notion de souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement, mais nous avons constaté l'affirmation de ce principe dans les différents instruments juridiques internationaux.

Dans ce chapitre, nous verrons que le partage du monde entre les États, jusqu'alors pleinement souverains, peut constituer une entrave à la protection de l'environnement. Surtout que rien n'oblige, en principe, les États à adopter une réglementation internationale à cette fin (section I). Dans la mesure où la souveraineté est l'un des éléments constitutifs de l'État, il serait préférable, dans une perspective de protection de l'environnement, de reformuler ce principe à la lumière des exigences environnementales où plusieurs problèmes transcendent les frontières.

En effet, aucun État, ou groupes d'États, ne peut seul faire face à certains problèmes qui sont d'envergure mondiale et par conséquent, une action internationale collective est nécessaire à laquelle participent tous les acteurs du droit international, faisant abstraction des frontières étatiques et des souverainetés nationales. Or, dans notre monde, comme l'écrit le professeur Quoc Dinh, « tout l'espace terrestre est partagé entre les États souverains, qui prétendent exercer sur leur territoire des compétences plénières et exclusives... »¹⁵⁶.

D'emblée, nous refusons l'idée que la souveraineté soit un concept appelé à disparaître pour faire face aux problèmes d'envergure mondiale. Bien au contraire, nous sommes d'avis qu'une nouvelle lecture du principe de la souveraineté est nécessaire, pour nous

¹⁵⁵ Antonio TRUYOL Y SERRA, « Souveraineté », dans *APD, Vocabulaire fondamental du droit*, Article traduit par Anthony BORDG in *L'école de New Haven de droit international de William Michael Reisman*, Pedone, 2010, p. 243.

¹⁵⁶ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1222.

amener à une solidarité internationale écologique (section II). Peut-être l'urgence écologique mènera-t-elle à la nécessité de l'ingérence écologique (section III) ?

Section I : Les normes internationales relatives à l'environnement

Les normes internationales en matière environnementale se développent à partir des préoccupations de plus en plus vives de la communauté internationale quant à la nécessité de régler certains problèmes particuliers, à titre d'exemple des problèmes d'envergure mondiale tels que les changements climatiques, la pollution des océans et la pénurie d'eau¹⁵⁷. Face à ces problèmes, les États se trouvent dans l'obligation d'adopter des réglementations internationales en matière d'environnement (1.1), néanmoins la mise en œuvre de ces normes dépend dans une large mesure de la bonne volonté de ces États (1.2). D'où le rôle décisif des États en matière de protection de l'environnement.

1.1. Au niveau de l'élaboration des normes internationales

L'une des implications du principe de la souveraineté étatique est l'autonomie de volonté des États, c'est à dire de la liberté de s'engager par des instruments juridiques internationaux. De ce fait, une norme juridique internationale n'est opposable à un État que du moment où il a exprimé sa volonté dans ce sens.

Or, les instruments juridiques qui visent à faire face à des problèmes écologiques à dimension planétaire, tel que la pollution de l'air ou de la mer, seront dénués de toute efficacité si tous les États n'y adhèrent pas. Par exemple, dans *l'Accord de Paris de 2015* dans le préambule, il est prévu que « les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière »; il est ajouté : « notant qu'il importe de veiller

¹⁵⁷ Le *Water Resources Group 2030* a réalisé de nouvelles estimations, synthétisant la situation des 154 bassins fluviaux les plus importants au monde. Il en a conclu que l'eau était déjà surexploitée et qu'en 2030, les besoins pourraient excéder de 60% le volume d'eau disponible. L'agriculture serait le secteur le plus durement touché, avec des pertes pouvant s'élever à 30% dans la production d'aliments de base au niveau mondial. Ainsi, les problèmes d'eau, initialement d'ordre local, pourraient finir par constituer un défi mondial. Herbert OBERHAENSLI, « La pénurie d'eau, un défi d'envergure mondiale », dans *La Vie économique Revue de politique économique*, 2010, p. 59.

à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité... »¹⁵⁸.

On comprend alors comment le principe de souveraineté pourrait être un obstacle pour la protection de l'environnement. D'ailleurs en pratique, on remarque des réticences des États à s'engager par des traités relatifs à l'environnement et qui pourraient limiter leur souveraineté ou qui vont entre autres, à l'encontre de leurs intérêts économiques.

Ainsi, un exemple, très significatif en ce sens, concerne la préservation des forêts. Il est désormais admis par tous que la préservation des forêts est une composante fondamentale de la lutte contre l'effet de serre, que la déforestation favorise le réchauffement de la planète et que les forêts tropicales constituent l'habitat naturel d'un très grand nombre d'espèces animales et végétales contribuant au maintien de l'équilibre de l'écosystème. Pourtant, écrit Mme de Chazournes, « les actions nécessaires pour préserver le patrimoine forestier n'ont pas encore toutes été définies et acceptées par l'ensemble des partenaires concernés »¹⁵⁹.

Ainsi, à la *Conférence de Rio*, on a vu que les tentatives des États du Nord d'élaborer une Convention interdisant le déboisement des forêts tropicales ont échoué en raison de la forte résistance des pays tropicaux. On s'est contenté d'adopter un texte non obligatoire dont le long titre¹⁶⁰ lui-même révèle le vaste chemin qu'il reste à parcourir pour adopter un instrument obligatoire protégeant les forêts. D'ailleurs, les tensions que suscite la protection du patrimoine forestier sont toujours présentes.

En outre, on peut se demander quelles sont les raisons qui expliquent l'absence, jusqu'à aujourd'hui, d'une convention internationale traitant de l'environnement dans son ensemble et mettant en place les obligations générales incombant aux États en la matière.

Les raisons peuvent être multiples, mais la raison la plus importante réside sans doute dans le fait que les États risqueraient ainsi de restreindre leur souveraineté nationale. C'est ce

¹⁵⁸ *Accord de Paris sur le climat*, préc., note 99.

¹⁵⁹ Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, « Variations juridiques sur le thème de l'ingérence écologique », (1995) 3 *Nouveaux Cahiers de l'IUED* 53, p. 57.

¹⁶⁰ *Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts*, A/CONF.151/26, Vol. III, 14 août 1992, en ligne :

<<https://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol3f.htm>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

qui explique d'ailleurs le recours massif en droit de l'environnement à la « *soft law* », c'est à dire à des instruments formellement non obligatoires, tels que les déclarations de principes¹⁶¹.

On doit noter enfin que même si les instruments juridiques sont formellement obligatoires, les traités et conventions adoptés dans le domaine de l'environnement se caractérisent souvent par leur contenu « *soft* », dans la mesure où ils énoncent des règles, « qui apparaissent davantage comme des demandes adressées à leurs destinataires, des orientations qui leur sont proposées, des incitations à se comporter d'une certaine manière que comme de véritables obligations »¹⁶².

1.2. Au niveau de la mise en œuvre des normes internationales

Faut-il rappeler d'abord que l'application des traités relatifs à l'environnement constitue une intervention nullement négligeable dans la compétence territoriale des États dans la mesure où ces traités imposent la plupart du temps aux États des obligations d'y interdire certaines activités ou de prendre des mesures prescrites.

D'ailleurs, écrit Alexandre Kiss « C'est une des raisons de la difficulté d'imposer l'application des règles dans ces nouveaux domaines »¹⁶³. En effet, les résistances de la souveraineté des États sont vives dans un domaine aussi sensible que celui de l'environnement ainsi que le pense le professeur Claude Imperiali¹⁶⁴. Toutefois, et bien que d'autres acteurs y soient associés, les États restent les principaux destinataires de normes

¹⁶¹ « 'soft laws' ... include decisions, recommendations, declarations, and resolutions of various institutions that have been established under international law...which, in contrast to "hard law" (e.g., treaties, custom), does not have a binding character on state behavior. Despite its nonbinding character, soft law has the capability of creating expectations that shape the future direction of international law.... Soft law instruments in conjunction with a set of international norms (such as treaties) solidify expectations and generate impetus for consistent future behavior of states and other international actors. », Elli LOUKA, *International Environmental Law: Fairness, Effectiveness, and World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 25. Voir aussi : Kenneth W. ABBOTT et Duncan SNIDAL, « Hard and soft Law in international governance », (2000) 54 *International Organization* p. 421.

¹⁶² Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1233.

¹⁶³ Alexandre KISS, préc., note 5, p. 3.

¹⁶⁴ Claude IMPERIALI (éd.), *L'effectivité du droit international de l'environnement : contrôle de la mise en œuvre des conventions internationales*, Paris, Economica, 1998, p. 8.

internationales relatives à la protection de l'environnement et assument au premier chef la responsabilité de leur mise en œuvre.

Ainsi, « la responsabilité fondamentale de la mise en œuvre repose sur l'action de l'État qui demeure le bras séculier seul capable de donner à la norme environnementale une traduction concrète »¹⁶⁵.

Par ailleurs, le droit international de l'environnement se caractérise par le recours plus au moins excessif, d'une part, à la technique des traités-cadres et, d'autre part, à la technique des « non-self-executing treaties ». Or l'une et l'autre technique laissent aux États le choix des moyens de mise en œuvre de ces traités.

Concernant d'abord la technique des traités-cadres, on remarque que le recours à une telle technique est particulièrement fréquent dans le domaine de la protection de l'environnement. Un traité cadre est défini comme « un instrument conventionnel qui énonce les principes devant servir de fondement à la coopération entre les États parties, dans un domaine déterminé, tout en leur laissant le soin de définir, par accords séparés, les modalités et les détails de la coopération... »¹⁶⁶.

Faut-il rappeler ici que les principes énoncés par les conventions-cadres n'ont pas généralement une portée bien précise qui leur permet d'être mis en œuvre tels quels en tant qu'engagement juridique. C'est ce qui fait d'ailleurs que le traité-cadre est à l'origine d'une activité conventionnelle ultérieure, qui se traduit soit par des accords de mise en œuvre, soit par l'adoption de protocoles précisant le contenu des principes énoncés.

Ainsi, grâce à la technique des conventions-cadres, les États tout en étant formellement engagés, gardent en fait une marge de discrétion et de liberté de choix quant aux moyens et détails de mise en œuvre des normes environnementales, ce qui risque de réduire, voire de mettre en cause l'effectivité même du droit international de l'environnement.

Ensuite on doit noter le recours fréquent dans le domaine de l'environnement à la technique

¹⁶⁵ *Id.*

¹⁶⁶ Alexandre KISS, « Les traités-cadres, une technique juridique caractéristique du droit international de l'environnement », (1993) 39 *A.F.D.I.* p.792 et 793.

des « non-self-executing treaties ». En effet, les conventions de protection de l'environnement ne sont généralement pas « self-executing », c'est à dire elles contiennent des clauses « qui ne sont pas mises en œuvre sans que les États contractants adoptent des textes spécifiques »¹⁶⁷. Ceci implique que les normes conventionnelles environnementales « ont besoin d'être relayées par des droits nationaux pour être appliquées »¹⁶⁸.

C'est ainsi que le plus souvent, les conventions chargent les États Parties d'introduire dans leur législation des dispositions allant dans un sens déterminé, d'exercer une surveillance, de délivrer des autorisations, voire même de prendre des sanctions à l'encontre de leurs ressortissants violant les obligations qui en découlent¹⁶⁹. Ainsi, il ne fait aucun doute que « Les États sont actuellement les principaux pourvoyeurs de normes et de régimes permettant de protéger et d'endiguer les atteintes à l'environnement »¹⁷⁰.

Toutefois, pense le professeur Claude Imperiali, « l'effectivité d'un traité ne réside pas seulement dans sa mise en œuvre formelle par la prise des mesures internes nécessaires à son exécution, mais dans l'observation concrète des obligations contractées par les parties »¹⁷¹. Or, « les gouvernements ont peine à passer de la rhétorique à l'action lorsqu'il s'agit de prendre ensemble des mesures concrètes pour enrayer efficacement la dégradation de l'environnement naturel et pour limiter notamment les modes de protection et de consommation polluantes »¹⁷². En effet, les États cherchent le plus souvent à défendre leurs intérêts économiques et stratégiques nationaux à court terme. « Ils font même tout ce qu'ils peuvent pour se prémunir d'une ingérence extérieure et pour défendre une conception restrictive de leur souveraineté nationale »¹⁷³.

Faut-il rappeler ici qu'une telle conception de la souveraineté est totalement défavorable

¹⁶⁷ Alexandre KISS et Jean-Pierre BEURIER, *Droit international de l'environnement*, 3^e édition, Paris, Pedone, 2004, p. 52.

¹⁶⁸ René-Jean Dupuy, « Droit déclaratoire et droit programmatoire : de la coutume sauvage à la 'soft law' », dans *Les Actes du VIII^e colloque de la Société française pour le droit international, L'élaboration du droit international public, Colloque de Toulouse (1974)*, Paris, Pedone, 1975, p. 141.

¹⁶⁹ Alexandre-Charles KISS, « L'état du droit de l'environnement en 1981 : Problèmes et solutions », (1981) 3 *Journal de droit international* p. 505 et 530.

¹⁷⁰ Pierre DE SENARCLENS, *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 150.

¹⁷¹ Claude IMPERIALI, préc., note 156, p. 7.

¹⁷² Pierre DE SENARCLENS, préc., note 162, p. 150.

¹⁷³ *Id.*

à une protection de l'environnement efficace ? Il faut donc repenser le principe de souveraineté à la lumière des exigences environnementales.

Section II : Vers une nouvelle lecture du principe de souveraineté : Vers une solidarité internationale écologique

Jusqu'ici, on a bien vu que les États tiennent toujours à défendre une conception restrictive de leur souveraineté et prétendent exercer une souveraineté absolue sur leurs territoires respectifs. Or, une telle interprétation du principe de souveraineté étatique risque d'amener, à moyen ou long terme, à une destruction totale de l'environnement mondial. D'où la nécessité d'une reformulation de ce principe à la lumière des exigences environnementales.

D'ailleurs, le droit international de l'environnement commence déjà à interpréter la souveraineté des États d'une manière qui soit favorable à la préservation de la biosphère. Ainsi, par exemple en matière de responsabilité, on peut dire que la notion de souveraineté cède peu à peu la place à la notion de coresponsabilité étatique vis à vis de la sauvegarde de la biosphère dans sa totalité. D'où une nouvelle approche de la responsabilité internationale (2.1), un allègement dans sa procédure (2.2) et un contournement de la responsabilité internationale classique (2.3). Enfin, nous examinerons le principe de responsabilités communes mais différenciées (2.4).

2.1. Vers une nouvelle approche de la responsabilité internationale

La responsabilité est une notion qui se conjugue à travers ses composantes matérielles, à savoir le manquement à une obligation internationale, le préjudice et l'imputation, ou le lien de causalité¹⁷⁴. Or, la mise en œuvre de la responsabilité dans le domaine de l'environnement pose un certain nombre de problèmes.

¹⁷⁴ Hélène RASPAIL, *Le conflit entre droit interne et obligations internationales de l'État*, Préface de Jean Combacau, Dalloz, 2013, p. 281.

D'abord, l'appréciation du manquement est difficile du fait que les normes du droit international de l'environnement sont la plupart du temps imprécises et fluides. Ensuite, les dommages écologiques sont diffus et difficiles à évaluer¹⁷⁵. Enfin, le lien de causalité n'est pas toujours facile à prouver ou à établir avec certitude du moment où de nombreuses sources peuvent contribuer à la détérioration de l'environnement et cette dernière ne peut se manifester dans bien des cas qu'après une longue échéance.

Pour faire face à cette situation, le droit international de l'environnement vise à adapter les règles de la responsabilité internationale classique aux spécificités du domaine de l'environnement. On pourrait recourir à la « responsabilité pour fait internationalement illicite », puisqu'en matière environnementale, il n'y a pas de régime général de responsabilité internationale. Pour répondre à la question de savoir dans quelles conditions un État peut être tenu pour responsable des préjudices causés à un ou plusieurs autres États, on doit ainsi se référer aux règles classiques du droit international public¹⁷⁶.

Pour permettre la mise en cause de la responsabilité d'un État qui nuit à l'environnement, le droit international de l'environnement a dû alléger les procédures de la responsabilité internationale du droit commun.

2.2. Allégement des procédures de la responsabilité internationale

Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'établissement de la responsabilité des États suppose, selon le droit international coutumier : un fait illicite violant une règle de droit international et l'attribution de l'acte dommageable à l'État mis en cause. Selon l'article premier du projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite¹⁷⁷, « tout fait internationalement illicite de l'État engage sa responsabilité

¹⁷⁵ Voir plus sur le dommage écologique : Pierre-Antoine DEETJEN, « La traduction juridique d'un dommage écologique : le préjudice écologique », dans *Revue juridique de l'Environnement* (2009), pp. 39-50.

¹⁷⁶ Séverine NADAUD, *La responsabilité internationale en matière d'environnement*, Cours numéro 8, Université de Limoges, 2014, p. 4, en ligne : <http://www.foadmooc.auf.org/IMG/pdf/module_15.pdf> (consulté le 10 janvier 2020).

¹⁷⁷ *Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-troisième session*, Doc. Off. A.G, N.U, 53^e sess., A/56/10, (2001), p. 388, première partie, chapitre premier, article 1, en ligne : <<http://hrlibrary.umn.edu/instree/Fwrongfulacts.pdf>>, (consulté le 10 janvier 2020).

internationale », et « il y a fait internationalement illicite de l'État lorsqu'un comportement consistant en une action ou une omission : a) Est attribuable à l'État en vertu du droit international ; et b) Constitue une violation d'une obligation internationale de l'État »¹⁷⁸.

Or, le dommage écologique présente des spécificités qui ont rendu nécessaire l'atténuation de la rigidité des conditions de mise en œuvre de la responsabilité.

D'abord, en ce qui concerne l'illicéité de l'acte dommageable, il est traditionnellement établi en droit international que la mise en jeu de la responsabilité internationale résulte du manquement à une obligation déterminée, c'est à dire d'un acte internationalement illicite. Donc, la responsabilité d'un État est engagée lorsque le demandeur prouve « que le fait, action ou omission, est imputable à un État et que ce fait constitue une violation du droit international coutumier ou conventionnel »¹⁷⁹. De plus, la jurisprudence internationale est unanime et constante¹⁸⁰ en affirmant que « la Cour constate que c'est un principe du droit international, voire une conception générale du droit, que toute violation d'un engagement comporte l'obligation de réparer »¹⁸¹.

Également, « la qualification du fait de l'État comme internationalement illicite relève du droit international. Une telle qualification n'est pas affectée par la qualification du même fait comme licite par le droit interne »¹⁸². D'ailleurs, le Projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite a établi six circonstances dans le chapitre 5 excluant l'illicéité de tout fait de l'État. Des circonstances qui concernent : le consentement¹⁸³, la légitime défense¹⁸⁴, les contre-mesures à raison d'un fait

¹⁷⁸ *Id*, article 2.

¹⁷⁹ Jean-Maurice ARBOUR, Sophie LAVALLÉE, Jochen SOHNLE et Hélène TRUDEAU, préc., note 21, p. 1227.

¹⁸⁰ *Id*, p. 1228.

¹⁸¹ La Cour Permanente de Justice Internationale, *Affaire relative à l'usine de Chorzów*, 1928, en ligne : <https://www.icj-cij.org/files/permanent-court-of-international-justice/serie_A/A_17/54_Usine_de_Chorzow_Fond_Arret.pdf>, (Consulté le 25 décembre 2019).

¹⁸² *Id*, préc, note 169, article 3.

¹⁸³ *Id*, l'article 20 prévoit que : « le consentement valide de l'État à la commission par un autre État d'un fait donné exclut l'illicéité de ce fait à l'égard du premier État pour autant que le fait reste dans les limites de ce consentement ».

¹⁸⁴ *Id*, l'article 21 prévoit que « l'illicéité du fait de l'État est exclue si ce fait constitue une mesure licite de légitime défense prise en conformité avec la Charte des Nations Unies ».

internationalement illicite¹⁸⁵, la force majeure¹⁸⁶, la détresse¹⁸⁷ et l'état de nécessité¹⁸⁸. L'article 26 du même projet d'articles prévoit qu'« aucune disposition du présent chapitre n'exclut l'illicéité de tout fait de l'État qui n'est pas conforme à une obligation découlant d'une norme impérative du droit international général »¹⁸⁹. Autrement dit, les circonstances excluant l'illicéité de tout fait de l'État ne s'appliquent pas au cas de violation d'une norme de « jus cogens »¹⁹⁰.

La responsabilité d'un État est engagée dès lors qu'il viole une obligation lui incombant, même s'il n'y a pas de dommages causés aux États. Le dommage n'est pas un élément constitutif de la responsabilité internationale¹⁹¹. Or, dans le domaine de l'environnement, il existe des activités industrielles et technologiques qui ne sont pas interdites par le droit international, mais qui peuvent causer des dommages écologiques considérables. Il est à

¹⁸⁵ *Id.*, préc., note 169, l'article 22 indique que : « l'illicéité du fait d'un État non conforme à l'une de ses obligations internationales à l'égard d'un autre État est exclue si, et dans la mesure où, ce fait constitue une contre-mesure prise à l'encontre de cet autre État conformément au chapitre II de la troisième partie ».

¹⁸⁶ *Id.*, l'article 23 prévoit que : « 1. l'illicéité du fait d'un État non conforme à une obligation internationale de cet État est exclue si ce fait est dû à la force majeure, consistant en la survenance d'une force irrésistible ou d'un événement extérieur imprévu qui échappe au contrôle de l'État et fait qu'il est matériellement impossible, étant donné les circonstances, d'exécuter l'obligation. 2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas : a) Si la situation de force majeure est due, soit uniquement soit en conjonction avec d'autres facteurs, au comportement de l'État qui l'invoque ; ou b) Si l'État a assumé le risque que survienne une telle situation ».

¹⁸⁷ *Id.*, l'article 24 indique que : « 1. l'illicéité du fait d'un État non conforme à une obligation internationale de cet État est exclue si l'auteur dudit fait n'a raisonnablement pas d'autre moyen, dans une situation de détresse, de sauver sa propre vie ou celle de personnes qu'il a la charge de protéger. 2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas : a) Si la situation de détresse est due, soit uniquement soit en conjonction avec d'autres facteurs, au comportement de l'État qui l'invoque ; ou b) Si ledit fait est susceptible de créer un péril comparable ou plus grave ».

¹⁸⁸ *Id.*, l'article 25 prévoit que : « 1. l'État ne peut invoquer l'état de nécessité comme cause d'exclusion de l'illicéité d'un fait non conforme à l'une de ses obligations internationales que si ce fait : a) Constitue pour l'État le seul moyen de protéger un intérêt essentiel contre un péril grave et imminent ; et b) Ne porte pas gravement atteinte à un intérêt essentiel de l'État ou des États à l'égard desquels l'obligation existe ou de la communauté internationale dans son ensemble. 2. En tout cas, l'état de nécessité ne peut être invoqué par l'État comme cause d'exclusion de l'illicéité : a) Si l'obligation internationale en question exclut la possibilité d'invoquer l'état de nécessité ; ou b) Si l'État a contribué à la survenance de cette situation ».

¹⁸⁹ *Id.*, article 26.

¹⁹⁰ *La Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, R.T.N.U., vol. 1155, p. 331, (1980). L'article 53 intitulé : *traité en conflit avec une norme impérative du droit international général (jus cogens)*, définit le jus cogens en prévoyant que : « est nul tout traité qui, au moment de sa conclusion, est en conflit avec une norme impérative du droit international général. Aux fins de la présente Convention, une norme impérative du droit international général est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des États dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère ».

¹⁹¹ Hélène TRUDEAU, *Cours du droit international de l'environnement*, Université de Montréal, 2016.

noter que le préjudice écologique est particulier, puisque c'est un préjudice diffus, qui peut être causé par plusieurs sources et qui peut être commis par une pluralité des États ou par des personnes privées¹⁹². Ainsi, les États doivent non seulement éviter le dommage écologique qui a un caractère « souvent irréparable »¹⁹³, mais sont également censés le prévenir.

En effet, la prévention constitue l'un des principes fondamentaux du droit international de l'environnement. Ce principe impose aux États de prendre des mesures en vue d'empêcher la survenance des dommages à l'environnement. Ce principe implique la mise en œuvre de règles et d'actions pour anticiper toute atteinte à l'environnement qui doivent tenir compte des plus récents progrès techniques.

C'est un principe qui « doit guider la politique en matière de pollution accidentelle, de risques et catastrophes naturelles et technologiques, en particulier face aux nouveaux risques tels que le changement climatique global... »¹⁹⁴. D'ailleurs, l'obligation de prévenir les dommages a été soutenue par la Cour internationale de justice dans l'arrêt sur le Projet Gabčíkovo-Nagymaros, du 25 septembre de 1997 : « [...] dans le domaine de la protection de l'environnement, la vigilance et la prévention s'imposent en raison du caractère souvent irréversible des dommages causés à l'environnement et des limites inhérentes au mécanisme même de réparation de ce type de dommages »¹⁹⁵.

Le principe de prévention a été également inclus dans l'article 3 du Projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses adopté par la Commission du droit international en 2001¹⁹⁶. Le texte prévoit que : « l'État d'origine prend toutes les mesures appropriées pour prévenir les dommages transfrontières

¹⁹² Pierre-Marie DUPUY, Jorge E. VINALES, *Introduction au droit international de l'environnement*, Bruylant, Bruxelles, 2015, p. 349.

¹⁹³ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1452.

¹⁹⁴ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement, droit durable*, Édition Bruylant, Bruxelles, 2014, p. 56.

¹⁹⁵ *Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)*, C.I.J., Recueil 1993 (25 septembre 1997), p. 75. Il s'agit d'une demande de la Slovaquie contre la Hongrie en raison de l'abandon par cette dernière des travaux qui lui incombait dans le projet du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros prévu dans le traité signé en 1977 par la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

¹⁹⁶ *Projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses* adopté par la Commission du droit international, Doc. Off. A.G., N.U., 56^e sess., Supplément n° 10 (A/56/10), 2001, en ligne, < https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/draft_articles/9_7_2001.pdf >, (consulté le 20 janvier 2020).

significatifs ou en tout état de cause pour en réduire le risque au minimum ».

En effet, l'article 3 se restreint aux risques de dommages significatifs, restriction qui recouvrent « les risques dont il est fort probable qu'ils causeront un dommage transfrontière significatif et ceux dont il est peu probable qu'ils causeront des dommages transfrontières catastrophiques »¹⁹⁷. De plus, le dommage ici « s'entend du dommage causé aux personnes, aux biens ou à l'environnement »¹⁹⁸.

Il convient de remarquer qu'au fil des années la communauté internationale a réussi à consolider la solidarité internationale écologique au détriment de la souveraineté étatique. Elle a établi une obligation active de prévention à l'intérieur du cercle de la compétence souveraine des États. Néanmoins, l'allègement des procédures de mise en œuvre de la responsabilité internationale des États reste très peu utilisé dans le domaine de la protection de l'environnement. D'ailleurs, « les traités qui mettent à la charge des États des obligations ayant pour but la protection de l'environnement sont de plus en plus nombreux, mais ils sont très avarés de dispositions sur la responsabilité des États. Le plus souvent ils n'en contiennent aucune. Parfois il y a une clause où l'on dit que les États sont responsables conformément au droit international de la violation des obligations énoncées dans le traité, mais aucune indication n'est fournie quant au contenu de cette responsabilité »¹⁹⁹. D'où le recours en droit international de l'environnement à d'autres techniques qui paraissent moins rigides, mais potentiellement plus efficaces.

2.3. Contournement de la responsabilité internationale classique

Une fois tous les problèmes de mise en œuvre de la responsabilité internationale dans le domaine de l'environnement résolus, le préjudice à l'environnement doit être réparé. La réparation intégrale du préjudice causé par le fait internationalement illicite prend la forme

¹⁹⁷ *Id*, article 2, (a).

¹⁹⁸ *Id*, article 2, (b).

¹⁹⁹ Marina SPINEDI, « Les conséquences juridiques d'un fait internationalement illicite causant un dommage à l'environnement. », (dir) Francesco Francioni et Tulio Scovazzi, dans *International Responsibility for Environmental Harm*, Londres, Graham & Trotman, 1991, pp. 77 et ss.

de restitution, d'indemnisation²⁰⁰ et de satisfaction²⁰¹, séparément ou conjointement²⁰². Or, lorsqu'il s'agit de dommages écologiques, la restitution « in integrum »²⁰³, c'est à dire la remise en l'état est très rarement possible.

Ajoutons que la méconnaissance des obligations environnementales résulte souvent davantage d'une difficulté, voire d'une impossibilité de mise en œuvre pour des raisons techniques ou financières, que de mauvaise volonté de l'État mis en cause. De ce fait, il apparaît inutile de recourir à la responsabilité internationale classique, car elle est basée sur la sanction, or celle-ci risquerait de décourager la participation des États à l'effort de protéger et de préserver l'environnement. Ainsi, pour faire face à l'inadaptation des moyens classiques, le droit international de l'environnement a cherché des moyens nouveaux.

Actuellement l'engagement de la responsabilité s'effectue en fonction des règles conventionnelles. Mais on préfère le plus souvent le recours, que le professeur Alexandre Kiss rappelle, au « soft responsibility », qui permet de réparer les dommages à l'environnement sans reconnaissance officielle de la responsabilité de l'État visé²⁰⁴. Parmi ces nouvelles techniques, la procédure de non-conformité occupe une place centrale. Cette procédure a été récemment éprouvée dans le cadre de plusieurs conventions. On en rencontre la meilleure illustration dans le cadre des instruments relatifs à la protection de

²⁰⁰ *Id*, préc, note 169, l'article 36 intitulé indemnisation prévoit que : « 1. L'État responsable du fait internationalement illicite est tenu d'indemniser le dommage causé par ce fait dans la mesure où ce dommage n'est pas réparé par la restitution. 2. L'indemnité couvre tout dommage susceptible d'évaluation financière, y compris le manque à gagner dans la mesure où celui-ci est établi ».

²⁰¹ *Id*, préc, note 169, l'article 37 intitulé satisfaction prévoit que « 1. L'État responsable d'un fait internationalement illicite est tenu de donner satisfaction pour le préjudice causé par ce fait dans la mesure où il ne peut pas être réparé par la restitution ou l'indemnisation. 2. La satisfaction peut consister en une reconnaissance de la violation, une expression de regrets, des excuses formelles ou toute autre modalité appropriée. 3. La satisfaction ne doit pas être hors de proportion avec le préjudice et ne peut pas prendre une forme humiliante pour l'État responsable ».

²⁰² *Id*, préc, note 169, l'article 34 intitulé formes de la réparation prévoit que « La réparation intégrale du préjudice causé par le fait internationalement illicite prend la forme de restitution, d'indemnisation et de satisfaction, séparément ou conjointement, conformément aux dispositions du présent chapitre ».

²⁰³ *Id*, préc, note 169, l'article 35 intitulé restitution prévoit que « L'État responsable du fait internationalement illicite a l'obligation de procéder à la restitution consistant dans le rétablissement de la situation qui existait avant que le fait illicite ne soit commis, dès lors et pour autant qu'une telle restitution : a) N'est pas matériellement impossible ; b) N'impose pas une charge hors de toute proportion avec l'avantage qui dériverait de la restitution plutôt que de l'indemnisation ».

²⁰⁴ Alexandre KISS et Jean-Pierre BEURIER, préc., note 159, p. 117.

la couche d'ozone²⁰⁵.

En effet, le *Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone* additionnel à la Convention cadre de 1985 et ses amendements successifs, établissent une procédure dite de non-conformité (non-compliance). Le système mis en place a donné une liste indicative des situations possibles de non-conformité²⁰⁶ et a défini les types de réactions susceptibles d'être décidées par la réunion des Parties à l'égard de celle déclarée en situation de non-conformité.

Ces réactions, écrit le professeur Pierre-Marie Dupuy, « peuvent aller de l'amicale mise en garde au blâme en passant par une offre d'assistance et une mise en demeure. Elles peuvent aussi aller plus loin et passer par la suspension des droits et privilèges spécifiquement prévus au protocole »²⁰⁷.

Cela étant, on doit remarquer qu'à travers ces nouvelles techniques, d'une part on a substitué l'expression de non-conformité juridiquement non signifiante, à celle de fait illicite ou d'infraction, qui est la qualification juridique attribuée d'habitude à la violation des obligations.

D'autre part, on a cherché à aider les États en difficulté à remplir leurs obligations environnementales à travers une assistance technique et financière plutôt qu'à leur imposer des sanctions. D'où la constatation de l'apparition de mécanismes de responsabilité « molle »²⁰⁸. Ainsi, il n'est pas abusif de considérer que le système institué a bien contourné les règles classiques du droit de la responsabilité internationale des États.

En effet, comme l'a exposé le professeur Pierre-Marie Dupuy, la responsabilité

²⁰⁵ *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone*, Vienne (22 mars 1985), R.T.N.U., vol. 1513, n° 26164, p. 293, 22 septembre 1988. Voir à ce propos, Sandrine MALJEAN-DUBOIS, « Un mécanisme original, la procédure de non-compliance du protocole relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone », dans *L'effectivité du droit international de l'environnement : contrôle de la mise en œuvre des conventions internationales*, Claude Imperiali (éd.), Paris, Economica, 1998, pp. 225-247.

²⁰⁶ Sept situations sont recensées. Je cite à titre d'exemple la méconnaissance du calendrier de réduction de production et le non-paiement des contributions.

²⁰⁷ Pierre-Marie DUPUY, « Où en est le droit de l'environnement à la fin du siècle ? », dans *Revue Générale de Droit International Public*, n° 4, 1997, p. 873 et 892.

²⁰⁸ Yves PETIT, « Le droit international de l'environnement à la croisée des chemins : globalisation versus souveraineté nationale », dans *Revue juridique de l'environnement*, Lavoisier, 2011/1 (Volume 36), 2011, p. 53.

internationale se trouve dans le domaine de protection de l'environnement plutôt contournée en amont, par le développement de mécanisme de prévention, d'assistance technique et financière, avec la volonté d'éviter la mise en œuvre des procédures classiques, et en aval par la fourniture d'une assistance au lieu d'imposer des sanctions juridiques²⁰⁹. Toutefois, le système mis en place n'est pas dépourvu de toute sanction. En effet, le Comité d'application ou la Réunion des Parties peuvent prendre des décisions dont la portée économique pourra être ressentie comme une sanction²¹⁰. Cette sanction économique paraît être un mode efficace d'exécution forcée²¹¹.

Il est difficile dès lors de parler de « soft reponsibility ». Il faut parler plutôt d'un système particulier²¹², dont sanctions et incitations se trouvent étroitement mêlées. Cependant, les sanctions en question n'interviennent qu'en dernier ressort, seulement lorsque les incitations et mesures d'assistance internationale demeurent sans effets et que l'État fait preuve de mauvaise volonté.

L'accent est donc mis sur la coopération et la solidarité. D'ailleurs, cette solidarité est l'un des objectifs visés par le principe de responsabilités communes mais différenciées.

2.4. Le principe de responsabilités communes mais différenciées

Le droit international se base sur l'égalité des États tant pour les droits dévolus à tous que pour les obligations qui doivent être réciproques. Cette conception tire son origine du modèle international Westphalien²¹³ et est repris dans la Charte des Nations Unies en son article 2. Cependant, il est une exception à ce principe d'égalité entre États en droit

²⁰⁹ Pierre-Marie DUPUY, préc., note 199, p. 874.

²¹⁰ Il s'agit principalement du retrait ou de refus de l'assistance financière et technique.

²¹¹ En 1995, lorsque cinq pays : la Bulgarie, la Pologne, la Russie, et l'Ukraine, ont déclenché la procédure de non-conformité, entre autres décisions, le Comité d'application a invité la Russie à arrêter les exportations de plusieurs substances réglementées. En même temps, les autres Parties contractantes étaient invitées à interdire toutes importations des produits concernés en provenance de la Russie. Certes, il s'agit ici d'une sanction économique dont l'effet pourrait être considérable.

²¹² Pierre-Marie DUPUY, préc., note 199, p. 873.

²¹³ Voir plus sur le modèle Westphalien : Benno TESCHKE, « La théorisation du système étatique westphalien : les relations internationales de l'absolutisme au capitalisme », dans *Cahiers de recherche sociologique*, (52), 2012, pp. 13–50.

international ; ce bémol ressort au travers du principe des responsabilités communes mais différenciées. En matière environnementale, il apparaît tout à fait clair que la responsabilité de préserver l'environnement incombe à tous les États sans distinction (2.4.1), toutefois elle n'est pas toujours de même degré (2.4.2).

2.4.1. Une responsabilité commune

C'est à chaque État qu'incombe la responsabilité d'assurer la protection de l'environnement, que ce soit sur une base conventionnelle ou sur la base des principes du droit international de l'environnement, que la plupart des conventions ont érigés en règles coutumières.

Il n'en reste pas moins que le fait de concevoir l'environnement comme une valeur commune à l'humanité tout entière fait de sa préservation l'affaire de la communauté internationale dans son ensemble²¹⁴. À cet égard, Nicolas de Sadeleer voit dans le recours au concept de patrimoine naturel de l'humanité un moyen de justifier une plus grande responsabilité dans le chef de chacun des membres de la communauté internationale quant à la préservation de la biosphère²¹⁵. Ainsi, la protection de l'environnement est une responsabilité commune à tous les États sans exception. Donc elle suppose une action collective et solidaire de la part de tous.

Dans ce cadre, le principe 7 de la *Déclaration de Rio*²¹⁶ sur le développement durable proclame que « les États doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les États ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement

²¹⁴ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1235.

²¹⁵ Nicolas DE SADELEER, « Biodiversité : de la protection à la sauvegarde », dans *Écologie politique* (1994) 9, p. 25.

²¹⁶ Le principe 7 de la *Déclaration de Rio de 1992* est réaffirmé par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio+20 de 2012.

durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent »²¹⁷.

Par ailleurs, deux questions se posent dans ce contexte. Tout d'abord, une première question se rapporte à l'intérêt à agir²¹⁸ pour garantir le respect et la protection de l'environnement. Certes, l'hypothèse d'un dommage causé par un État à l'environnement d'un autre État ne pose pas de problèmes dans ce sens, dans la mesure où ce dernier est directement lésé, donc il aura droit d'agir contre l'auteur du préjudice.

Cependant, dans le cas où un État cause des préjudices à l'environnement d'un espace ne relevant d'aucune compétence nationale ou lorsque cet État cause des dommages à l'environnement relevant de sa juridiction même, les autres États auront-ils le droit d'agir contre de tels manquements aux obligations environnementales ?

Certes, l'inévitable solidarité écologique internationale aura pour première conséquence d'élargir la notion d'intérêt à agir. De ce fait, désormais, la responsabilité de l'auteur du dommage à l'environnement dans sa globalité n'est plus seulement engagée vis-à-vis de la victime, mais au regard de l'ensemble des États qui ont à connaître de la violation de l'obligation environnementale par l'un ou plusieurs d'entre eux.

La deuxième question qui se pose se rapporte à la charge de la réparation. En effet, normalement l'État dont l'action ou l'inaction engendre des dommages à l'environnement doit les réparer. Or, le fait que les États adoptent une responsabilité solidaire vis-à-vis de la préservation de la biosphère, suppose que non seulement l'État auteur du préjudice, mais tous les États seraient responsables et supporteraient la charge de la remise en l'état de l'environnement détérioré²¹⁹.

De ce fait, la responsabilité qui était une technique de sanction devient un moyen de

²¹⁷ *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, préc., note 76.

²¹⁸ Notons qu'il n'est pas question d'un intérêt juridique pour agir, défini selon les termes du droit contentieux international, mais plutôt d'une qualité à agir en tant que représentant la communauté internationale, afin de garantir le respect de l'obligation générale de l'environnement, donc pour l'intérêt commun de l'humanité. Voir : François VOEFFRAY, *L'actio popularis ou la défense de l'intérêt collectif devant les juridictions internationales*, Genève : Graduate Institute Publications, 2004.

²¹⁹ Surtout lorsque l'État auteur du préjudice n'était pas en mesure, faute de moyens financier et technique de remplir ses obligations environnementales et d'éviter ainsi le dommage qu'il a causé à l'environnement.

coopération en faveur d'une solidarité entre tous les États du monde. Toutefois, la solidarité écologique ne doit pas se limiter aux États. Elle doit englober des acteurs non-étatiques.

En effet, bien que la responsabilité des États soit qualifiée de première²²⁰, d'autres acteurs occupent une place non négligeable dans l'effort de la préservation de l'environnement. D'abord, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui assument une double fonction : de sensibilisation de l'opinion publique internationale, et d'organisation privée d'aide aux pays en développement pour faire face aux problèmes écologiques²²¹.

Ensuite, et dans le cadre de ce qu'on appelle « démocratie participative », la plupart des instruments relatifs à l'environnement accorde une place non moins importante aux individus. Désormais associé à la prise de décision concernant l'environnement, le public est responsable de la préservation de cet environnement.

Enfin, on ne doit pas oublier « la communauté scientifique » dont le concours est indispensable pour identifier les différents problèmes, chercher les solutions adéquates et évaluer les politiques écologiques mises en œuvre. Bien que d'autres acteurs y soient associés, la responsabilité de mise en œuvre des normes internationales de protection de l'environnement a toujours comme destinataires principaux les États. Toutefois, cette responsabilité bien que commune à tous les États, elle n'est pas identique, elle est plutôt différenciée.

2.4.2. Des responsables différenciées

L'égalité souveraine ne signifie pas nécessairement l'uniformité des obligations incombant aux États dans la mesure où à l'égalité formelle s'oppose bien à l'inégalité de situations ou de puissances de fait. C'est bien le cas en droit international de l'environnement. Mais, ne faut-il pas avant tout chercher les motivations de cette

²²⁰ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1235.

²²¹ Cyrille DE KLEMM, « Les ONG et les experts scientifiques », dans Claude Imperiali (éd.), *L'effectivité du droit international de l'environnement : contrôle de la mise en œuvre des conventions internationales*, Paris, Economica, 1998, pp. 77-90.

différenciation des obligations environnementales des États ?

Selon le même principe 7 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, cette différenciation des responsabilités s'explique par « la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial »²²². À titre d'exemple, les pays développés sont appelés à jouer un rôle important pour faire face aux changements climatiques en raison de leur responsabilité historique dans la détérioration de l'environnement, ayant fondé leur développement économique sur l'emploi de techniques polluantes, et demeurant encore parmi les plus grands pollueurs de la planète²²³.

Dès lors, il serait injuste que les pays en développement aient la même responsabilité de la sauvegarde de la biosphère. D'autant plus que les obligations qui découlent de cette responsabilité engendrent des charges financières supplémentaires dont leurs économies en transition ne sont pas en mesure de supporter.

Si on tient compte des responsabilités historiques de la colonisation dans le sous-développement des pays du sud²²⁴, on peut déduire, sans difficulté, que l'inégalité des responsabilités est en fait un moyen de restaurer l'égalité des Parties. C'est ce qu'on appelle « l'inégalité compensatrice »²²⁵. À cet égard, le professeur Jean-Marc Lavieille considère le principe de responsabilités différenciées comme une forme de reconnaissance d'une dette écologique des pays du Nord vis-à-vis de ceux du Sud²²⁶.

Ainsi, il apparaît que le principe de responsabilités communes mais différenciées est bien fondé. C'est ce qui fait d'ailleurs que ce principe trouve consécration dans la quasi-totalité des conventions relatives à la protection de l'environnement. À titre d'exemple, l'*Accord de Paris de 2015* prévoit dans son préambule que pour « atteindre l'objectif de la

²²² *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, préc., note 76.

²²³ Le préambule de l'*Accord de Paris* prévoit que : « Reconnaissant également que des modes de vie durables et des modes durables de consommation et de production, les pays développés Parties montrant la voie, jouent un rôle important pour faire face aux changements climatiques ». *L'Accord de Paris sur le Climat de 2015*, préc., note 99.

²²⁴ Jean-Marc LAVIEILLE, *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques*, les défis, Paris, Ellipses, 2003, p. 90.

²²⁵ Voir : Philippe CULLET, « Le principe des responsabilités communes mais différenciées en droit international de l'environnement : enjeux et perspectives », dans *Cahier de droit*, n° 55/1 (2014).

²²⁶ *Id.*

Convention, et guidées par ses principes, y compris le principe de l'équité et des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales... »²²⁷.

De même, *la Convention sur la diversité biologique* de 1992 consacre bien le principe de responsabilités différenciées dans la mesure où son article 20 prévoit que « les Parties qui sont des pays développés fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en œuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention et de bénéficier de ses dispositions... »²²⁸.

On peut citer aussi *la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse* du 17 juin 1994 qui distingue entre les engagements et obligations des pays africains Parties (article 4) et les engagements et les obligations des pays développés Parties (article 5)²²⁹. Toutefois, contrairement aux autres conventions, celle-ci met la responsabilité première dans la lutte contre la désertification à la charge des pays concernés eux-mêmes. La responsabilité des pays industrialisés est dès lors circonscrite dans les secteurs d'assistance financière et du transfert des technologies vers les pays concernés.

Il découle de tout ce qui précède, que la responsabilité différenciée signifie que les pays développés devraient jouer un rôle primordial dans la préservation de l'environnement. Ils devraient fournir aux pays en voies de développement, des compensations financières et une assistance technique pour les aider à assumer leur responsabilité de participer à la protection de l'environnement. Mais n'est-il pas nécessaire que cette assistance se transforme parfois en une ingérence dans les affaires écologiques d'un État quelconque

²²⁷ *Accord de Paris*, préc., note 99.

²²⁸ *Convention sur la diversité biologique*, préc., note 16.

²²⁹ *Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique*, Paris, 4 octobre 1994, N.U., Recueil des Traités, vol. 1954, p. 3, 26 décembre 1996, en ligne : <https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-10&chapter=27&clang=fr>, (Consulté le 27 avril 2019).

lorsque l'environnement mondial est largement menacé ou gravement atteint ?

On se demande aussi si une telle approche de la responsabilité internationale, qui s'ajoute à la notion de patrimoine commun de l'humanité et au concept de droit de l'homme à un environnement sain, ne permet pas une quelconque ingérence des États dans les affaires écologiques de l'un d'entre eux. En tous cas, une ingérence écologique nous paraîtrait nécessaire afin de garantir le respect de l'environnement par tous.

Section III : De la nécessité de l'ingérence écologique

Il ne fait pas de doute que le principe de non-intervention est une conséquence du principe de souveraineté étatique. De ce fait, l'ingérence est en contradiction avec la souveraineté, ce qui est tout à fait logique dans le droit international public. Mais cette logique est-elle encore admissible dans un domaine tel que celui du droit de l'environnement où les notions de patrimoine commun de l'humanité et de droit de l'homme à l'environnement tempèrent incontestablement la notion de souveraineté ?

Malgré l'effet perturbateur qu'elle est censée avoir sur les souverainetés étatiques, l'ingérence écologique paraît être justifiable. Certes, dans de nombreux cas, l'exercice de la souveraineté est justifié et garantit l'État contre les immixtions, mais dans le domaine des risques majeurs il serait normal que la souveraineté soit amoindrie au profit d'une possibilité d'intervention qui découle de la dangerosité de certains risques écologiques (3.1).

De plus, cette possibilité de s'immiscer dans les affaires écologiques d'un État procède d'un préalable nécessaire à la réalisation effective de nombreux droits de l'homme (3.2), conditionnées en partie par le respect des données naturelles de la planète.

3.1. Ingérence écologique et risques majeurs

Dans le domaine de l'environnement, il existe, depuis longtemps, des risques transformés en de nombreux endroits, en catastrophes bien réelles²³⁰. Certaines de ces catastrophes, nucléaires entre autres, peuvent aujourd'hui engendrer des conséquences plus graves que bien des conflits armés.

En effet, la dégradation de la qualité de l'air, de l'eau douce ou de la mer, affecte tous les êtres humains lorsqu'elle est occasionnée par une catastrophe écologique générée par la réalisation d'un risque majeur.

Dès lors, en raison du caractère transnational des risques écologiques majeurs, il apparaît nécessaire que la communauté internationale édicte de nouvelles règles de conduite de ses membres²³¹. Ainsi, un risque écologique majeur, ayant des répercussions graves sur la santé biologique de la planète, sur la vie des espèces animales et végétales, paraît justifier le droit à l'ingérence d'un ou plusieurs États ou d'une organisation internationale les regroupant.

Faut-il rappeler encore que l'environnement est une composante mondiale du fait qu'il n'y a qu'une seule terre à polluer. « Cette uniformité fondamentale au regard de l'environnement est la chance du droit et du devoir d'ingérence écologique »²³², écrit Michel Bachelet. En outre, le sentiment d'appartenir à un ensemble, de même que la reconnaissance croissante de la vulnérabilité de la biosphère, apportent des justifications supplémentaires en faveur de l'ingérence écologique, ainsi que le pense Laurence Boisson de Chazournes²³³.

Enfin, il ne doit pas nous échapper de noter que pour toutes ces considérations et en raison de l'inexistence d'un organisme supranational chargé de contrôler le respect des normes garantissant la sauvegarde de l'environnement, cette tâche est confiée jusqu'ici aux États eux-mêmes. En effet, la protection de la biosphère est désormais une responsabilité

²³⁰ L'exemple typique étant l'accident de Tchernobyl survenu en 1986.

²³¹ Michel BACHELET, préc., note 81, p. 253.

²³² *Id*, p. 226.

²³³ Laurence Boisson De Chazournes, préc., note 151, p. 53 et 59.

planétaire incombant à chacun des États. D'où la nécessité d'introduire la possibilité d'une ingérence systématique chaque fois que l'un d'entre eux n'a pas voulu, ou n'a pas pu, agir efficacement devant un risque ou une catastrophe écologique majeur. Par ailleurs, on doit noter que par rapport à l'ingérence humanitaire, l'ingérence écologique semblerait plus facile à justifier matériellement.

Rappelons que la notion du droit d'ingérence écologique n'existe pas en droit international de l'environnement et que depuis longtemps ce concept est un sujet de débat et de revendication des juristes, politiciens et environnementalistes²³⁴. En revanche, on peut discuter de la notion d'ingérence dans les contextes du patrimoine mondial de l'humanité, du patrimoine commun de l'humanité ou de préoccupation de l'humanité. On peut citer dans ce contexte l'exemple récent de la forêt amazonienne, classée en partie depuis 2000 comme patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO²³⁵.

En 2019, plusieurs milliers d'incendies se sont déclarés dans la forêt amazonienne²³⁶. La majeure partie de ces incendies furent observés sur le territoire brésilien, mais des pays

²³⁴ Le concept du droit d'ingérence a été proposé pour la première fois en 1987 par le professeur Mario Bettati. Le professeur Bettati organisait cette année-là avec le politicien Bernard Kouchner la première conférence internationale sur le thème "Droit et Morale humanitaire" au cours de laquelle la France devint le premier pays à officiellement défendre la nécessité d'un devoir d'ingérence humanitaire. Selon eux, certaines situations d'urgence peuvent justifier moralement un « devoir d'ingérence » dans les affaires d'un État, remettant ainsi en cause le principe de souveraineté des États. L'ingérence humanitaire est une doctrine qui prône la possibilité d'envoyer des secours humanitaires ou des forces armées internationales pour venir en aide à des populations victimes de catastrophes naturelles ou de violations des droits de l'Homme, sans l'assentiment de l'État concerné. L'objectif est de porter secours, d'assister, d'aider et de protéger les populations en danger. Dictionnaire La Toupie, en ligne : <<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Ingerence.htm>> (Consulté le 20 janvier 2020).

Voir également : Ludivine TAMIOTTI, *Ingérence écologique : un concept*, dans *Écologie contre nature*, Graduate Institute Publications, 1995, p. 159-168.

²³⁵ Plus précisément, le Complexe de conservation de l'Amazonie centrale, couvrant plus de 6 millions d'hectares, forme la plus grande zone protégée du bassin amazonien et est considéré comme l'une des régions les plus riches de la planète sur le plan de la biodiversité. À l'origine, le Parc National de Jaú avait été inscrit comme patrimoine mondial de l'UNESCO en 2000. Le bien a ensuite été élargi en 2003 avec l'addition de trois autres aires protégées (le Parc National d'Anavilhanas, la Réserve de développement durable Amanã et la Réserve de développement durable Mamirauá). Le classement de ces quatre sites a matérialisé le bien actuel, nommé Complexe de conservation de l'Amazonie centrale. Pour plus de détails, voir le site officiel de l'UNESCO : <<https://whc.unesco.org/fr/list/998>> (Consulté le 5 janvier 2020).

²³⁶ Bien que les incendies se produisent naturellement pendant la saison sèche en juillet et août, selon Euronews, les incendies de forêt se sont multipliés du fait que l'activité agricole « s'est étendue dans le bassin amazonien et a encouragé la déforestation ». Euronews, « L'Amazonie essentielle ! Sans elle, la Terre ne respirera plus », le 23 août 2019, en ligne : <<https://fr.euronews.com/2019/08/23/l-amazonie-poumon-de-la-terre-et-sanctuaire-pour-la-biodiversite>> , (Consulté le 10 janvier 2020).

voisins comme la Bolivie, le Pérou et le Paraguay ont également signalé de nombreux brasiers. Les incendies qui frappent la forêt amazonienne sont principalement liés à la déforestation galopante et à ses conséquences sur le climat local, mais ont des répercussions globales²³⁷. Entre autres, la NASA indiquait que les incendies avaient atteint une taille suffisante pour être visibles depuis l'espace²³⁸. Ces incendies suscitèrent de vives réactions dans la communauté scientifique et internationale, étant donné l'importance de l'Amazonie au niveau international souvent présentée au grand public comme le « poumon vert de la planète » et représentant près de 13% des arbres de la surface terrestre.

Les ONG attirent depuis longtemps l'attention sur le problème de la déforestation et proposent des solutions. Parmi les pistes : abandonner le modèle agricole productiviste, prendre conscience de la pression à la déforestation que les pays occidentaux exercent même en dehors de leurs frontières et miser sur le développement local. Combattre les incendies qui frappent l'Amazonie et assurer sa reforestation est essentielle pour «préserver ce patrimoine indispensable de l'humanité » avait souligné le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors du sommet du G7 à Biarritz, en France²³⁹. En revanche, le Président brésilien, Jair Bolsonaro, lors de sa première intervention à l'ONU, a rejeté toute idée d'intervention internationale, ajoutant que « certains pays se comportent de façon irrespectueuse et coloniale, attaquant notre souveraineté »²⁴⁰.

Cet exemple récent et la position adoptée par le président brésilien où un État refuse de consentir à une réduction de sa souveraineté, illustrent bien l'obstacle majeur que représente le principe de la souveraineté à l'ingérence écologique et la préservation de l'environnement, et soulèvent de nombreuses interrogations.

²³⁷ France INTER, *La déforestation à l'origine des dramatiques incendies en Amazonie*, 23 août 2019, en ligne : <<https://www.franceinter.fr/environnement/la-deforestation-a-l-origine-des-dramatiques-incendies-en-amazonie>> (Consulté le 24 décembre 2019).

²³⁸ NASA Earth Observatory, « Fires in Brazil », 13 august 2019, en ligne : <<https://earthobservatory.nasa.gov/images/145464/fires-in-brazil>>, (Consulté le 24 décembre 2019).

²³⁹ ONU Info, *G7 : l'Amazonie est un patrimoine universel à préserver, souligne le chef de l'ONU*, 26 août 2019, en ligne : <<https://news.un.org/fr/audio/2019/08/1050271>>, (Consulté le 14 février 2020).

²⁴⁰ À la suite du sommet du G7, le Brésil s'était trouvé sous forte pression internationale, bien que le gouvernement brésilien ait alors reçu l'appui des États-Unis, Donald Trump lui ayant assuré son "soutien sans réserve".

Catherine TRIOMPHE, « Jair Bolsonaro défend la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie », *dans Le Devoir*, du 25 septembre 2019, p. B3.

Le refus d'intervention internationale est-il lié à l'absence de définitions, aux formes et limites d'une intervention écologique ? Autrement dit, le concept d'ingérence écologique se définit-il par sa finalité ou plutôt par les moyens utilisés à des fins d'intervention ? Signifie-t-il que l'on veuille contrôler ce qui se passe à l'intérieur d'un État en matière environnementale ? Et dans ce cas, la souveraineté brésilienne sera-t-elle réduite par le biais de cette intervention ? Les pressions exercées sur le Brésil visent-elles à ce que l'État change d'attitude en faveur de la préservation de l'Amazonie ? Ou est-ce plutôt l'intervention matérielle afin de porter assistance en cas de catastrophes majeures²⁴¹ ?

En outre, les considérations écologiques ne devraient pas être un prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures, économiques entre autres, des pays, ni pour poser des sanctions commerciales vis-à-vis de l'État dont on dénonce le comportement peu respectueux de l'environnement. Il s'agirait alors d'un acte d'ingérence arbitraire et irrespectueuse des droits d'autrui. Autrement dit, l'ingérence écologique ne devrait pas devenir une arme, c'est-à-dire un moyen de contrainte, dont les pays développés ont recours pour imposer leur politique sur les pays en développement. D'ailleurs, le président brésilien avait rejeté toute idée d'intervention internationale en Amazonie en accusant certains pays d'attitude coloniale, critiquant ainsi implicitement la France²⁴².

C'est pour cette raison d'ailleurs que l'ingérence écologique devrait être, pour l'auteur de l'ingérence, un devoir et non pas un droit, car dans ce dernier cas l'auteur de l'ingérence serait libre puisqu'un droit ne se revendique pas nécessairement, alors qu'un devoir s'impose et ne laisse pas le choix aux concernés²⁴³.

Avec les incendies catastrophiques en Amazonie, la communauté internationale et la société civile ont recommencé à parler d'ingérence écologique²⁴⁴, à la base non pas humanitaire, mais écologique. Trente-deux ans après la revendication du droit d'ingérence

²⁴¹ Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, préc., note 151, p. 53-59.

²⁴² Catherine TRIOMPHE, « Bolsonaro défend sa souveraineté sur l'Amazonie », dans *La presse.ca*, Publié le 24 septembre 2019.

²⁴³ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2019.

²⁴⁴ Simon PETITE, « Droit d'ingérence écologique en Amazonie », dans *Le Temps*, 27 août 2019, en ligne : <<https://www.letemps.ch/monde/droit-dingerence-ecologique-amazonie>>, (Consulté le 30 novembre 2019).

humanitaire, faudrait-il ainsi inventer un droit d'ingérence spécifiquement écologique ?

En effet, déceler un risque écologique majeur (déforestation, pollution maritime de grande envergure, catastrophe nucléaire, etc.) procède de moyens techniques dont on ne trouve pas d'équivalent en matière de droits de l'homme. Mais l'ingérence écologique n'est pas sans rapport avec ces derniers.

3.2. Ingérence écologique et droits de l'homme

Bien qu'un droit spécifique à un environnement sain n'ait pas émergé en droit international, il existe de nombreuses preuves que les droits de l'homme établis, tels que les droits à la vie, à la santé, peuvent être interprétés comme englobant les préoccupations environnementales²⁴⁵. À cet égard, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies avait nommé en 2012 un Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable²⁴⁶. Lors de l'adoption de la résolution établissant le mandat du Rapporteur spécial, le Conseil des droits de l'homme avait rappelé les différentes résolutions précédentes portant sur la relation entre les droits de l'homme et l'environnement, dont des préoccupations liées à l'environnement durable²⁴⁷.

²⁴⁵ Daniel BODANSKY, Jutta BRUNNÉE, and Ellen HEY, *The Oxford Handbook of International Environmental Law*, Oxford University Press, 2008, p. 13.

²⁴⁶ Le Conseil des droits de l'homme a établi le mandat du Rapporteur spécial par sa résolution 19/10 de 2012, dans laquelle il a décidé de nommer un expert indépendant. John H. Knox a été nommé à ce poste en 2012. En 2015, le Conseil des droits de l'homme a prorogé le mandat du rapporteur spécial sur la même question pour une période de trois ans. *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et l'environnement*, A/HRC/RES/19/10, 19 avril 2012, en ligne : <<https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/RES/19/10>>, (Consulté le 24 janvier 2020). *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et l'environnement*, A/HRC/RES/28/11, 7 avril 2015, en ligne : <https://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?m=199>, (Consulté le 24 janvier 2020).

²⁴⁷ La résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et l'environnement : « Rappelant ses résolutions portant sur la relation entre les droits de l'homme et l'environnement, notamment les résolutions 16/11 du 24 mars 2011 sur les droits de l'homme et l'environnement, 7/23 du 28 mars 2008, 10/4 du 25 mars 2009 et 18/22 du 30 septembre 2011 sur la question des droits de l'homme et des changements climatiques, 9/1 du 24 septembre 2008 et 12/18 du 2 octobre 2009 sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme...[...]... Reconnaisant que les êtres humains sont au cœur des préoccupations liées au développement durable, que le droit au développement doit se réaliser de manière à satisfaire équitablement les besoins des générations présentes et futures en matière

Dans son rapport final remis le 5 mars 2018, le Rapporteur spécial a recommandé au Conseil des droits de l'homme que le droit de l'homme à un environnement sain et écologiquement viable figure comme un nouveau droit dans la liste des droits fondamentaux de la personne humaine²⁴⁸.

De prime abord, le Rapporteur spécial soulignait dans son premier rapport présenté en décembre 2012, que les droits de l'homme et l'environnement étaient interdépendants. Il estimait qu'un environnement sûr, propre, sain et durable était nécessaire à la pleine jouissance de toute une série de droits de l'homme, notamment des droits à la vie, à la santé, à l'alimentation, à l'eau et au développement et que, réciproquement, l'exercice des droits de l'homme, notamment des droits d'être informé, de participer et du droit à réparation, était indispensable pour protéger l'environnement²⁴⁹.

En décembre 2013, dans son deuxième rapport, le Rapporteur spécial estimait que pratiquement tous les textes et avis d'experts consultés « citaient les droits de l'homme violés ou menacés du fait d'atteintes portées à l'environnement et arrivaient à la conclusion que les États étaient tenus, en vertu du droit des droits de l'homme, d'assurer une protection contre ces atteintes »²⁵⁰. Par la suite, en décembre 2015, le Rapporteur spécial a présenté un rapport dans lequel il formulait des recommandations spécifiques pour l'application des

de développement et d'environnement et que l'être humain est le sujet central du développement et doit donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement [...] *Décide* de nommer pour trois ans un expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable... », p. 1-2. *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et l'environnement*, A/HRC/RES/19/10, 19 avril 2012, en ligne : <<https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/HRC/RES/19/10>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

²⁴⁸ *Conseil des droits de l'homme*, Trente-septième session, 26 février-23 mars 2018, A/HRC/37/59, *Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, p. 5 en ligne : <<https://undocs.org/fr/A/HRC/37/59>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

²⁴⁹ *Conseil des droits de l'homme*, Vingt-deuxième session, Point 3, 24 décembre 2012, A/HRC/22/43, *Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, John H. Knox. En ligne : <<https://undocs.org/fr/A/HRC/22/43>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

²⁵⁰ *Conseil des droits de l'homme*, Vingt-cinquième session, Point 3, 30 décembre 2013, A/HRC/25/53, *Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, John H. Knox. En ligne : <<https://undocs.org/fr/A/HRC/25/53>>, p. 2 (Consulté le 24 janvier 2020).

obligations relatives aux droits de l'homme en matière environnementale²⁵¹.

Finalement, en mars 2018, le Rapporteur spécial des Nations unies a présenté le rapport final de son mandat lors de la 37^e session du Conseil des droits de l'homme. Ce rapport identifiait 16 principes-cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement²⁵². Ces principes-cadres décrivent les obligations fondamentales qui incombent aux États au titre

²⁵¹ *Conseil des droits de l'homme*, Vingt-cinquième session, Point 3, 28 décembre 2015, A/HRC/31/53, *Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, en ligne : <<https://undocs.org/fr/A/HRC/31/53>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

²⁵² Les 16 principes-cadres relatifs aux droits de l'homme et à l'environnement sont : 1. Les États devraient garantir un environnement sûr, propre, sain et durable afin de respecter et de protéger les droits de l'homme et de leur donner effet. 2. Les États devraient respecter et protéger les droits de l'homme et leur donner effet afin de garantir un environnement sûr, propre, sain et durable. 3. Les États devraient interdire la discrimination et garantir une protection égale et efficace contre la discrimination qui permette à tous de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable. 4. Les États devraient garantir un environnement sûr et favorable dans lequel les individus, les groupes et les organes de la société qui mènent des activités dans les domaines des droits de l'homme ou de l'environnement puissent agir sans faire l'objet de menaces, de harcèlement, d'intimidation ou de violence. 5. Les États devraient respecter et protéger le droit à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association pour ce qui a trait aux questions environnementales. 6. Les États devraient pourvoir à l'éducation et à la sensibilisation du public aux questions environnementales. 7. Les États devraient faire en sorte que le public ait accès aux informations relatives à l'environnement en collectant et en diffusant des informations et en assurant à toute personne qui en fait la demande un accès effectif et rapide à ces informations, à un coût abordable. 8. Afin de ne pas prendre ou autoriser des mesures dont l'impact sur l'environnement entrave la pleine jouissance des droits de l'homme, les États devraient exiger une évaluation préalable des effets que pourraient avoir sur l'environnement les projets et mesures envisagés, notamment de leurs effets potentiels sur la jouissance des droits de l'homme. 9. Les États devraient permettre au public de participer à la prise de décisions relatives à l'environnement et favoriser cette participation, et tenir compte de l'opinion du public dans le processus décisionnel. 10. Les États devraient assurer l'accès à des recours utiles en cas de violation des droits de l'homme et de la législation nationale relative à l'environnement. 11. Les États devraient établir et appliquer des normes environnementales de fond qui ne soient ni discriminatoires ni régressives, et qui respectent et protègent les droits de l'homme et leur donnent effet. 12. Les États devraient veiller à l'application effective de leurs normes environnementales aux acteurs publics et privés. 13. Les États devraient coopérer les uns avec les autres en vue d'établir des cadres juridiques internationaux efficaces, de les appliquer et de les faire respecter pour prévenir, limiter et réparer les dommages environnementaux transfrontières et mondiaux qui entravent la pleine jouissance des droits de l'homme. 14. Les États devraient prendre des mesures supplémentaires pour protéger les droits des personnes qui sont les plus vulnérables face aux dommages environnementaux ou qui sont particulièrement menacées par ceux-ci, en tenant compte de leurs besoins, des risques qu'elles courent et de leurs capacités. 15. Les États devraient veiller à s'acquitter de leurs obligations à l'égard des peuples autochtones et des membres des communautés traditionnelles. 16. Les États devraient respecter et protéger les droits de l'homme et leur donner effet dans le cadre des mesures qu'ils prennent pour relever les défis environnementaux et promouvoir le développement durable. *Conseil des droits de l'homme*, Trente-septième session : 26 février-23 mars 2018, A/HRC/37/59, *Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, pp. 7-22, en ligne : <<https://undocs.org/fr/A/HRC/37/59>>, (Consulté le 24 janvier 2020).

du droit des droits de l'homme s'agissant du droit de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable.

De surcroît, le Rapporteur spécial a « recommandé au Conseil des droits de l'homme d'envisager de prendre position pour la reconnaissance de ce droit dans un instrument mondial »²⁵³.

Ce souhait de rattachement au corpus des droits fondamentaux du droit international à un environnement sain²⁵⁴, implique qu'on ait la possibilité d'utiliser les principes essentiels de protection de l'individu dans le cas où les données écologiques essentielles sont compromises par le fait d'un État non respectueux de l'environnement. En d'autres termes, comme le soulignait le professeur Francesco Francioni: « in our search for progress in this field, we ought to ask whether [...] we can "adapt" the conceptual and normative framework of international human rights to new situations so as to extend the scope of protection to novel risks and to the impact of environmental degradation on human rights »²⁵⁵.

Ainsi, l'ingérence écologique va se confondre avec l'ingérence humanitaire puisque ayant toutes les deux une finalité commune : la protection d'un droit de l'homme²⁵⁶. De ce fait, le droit de l'homme à un environnement sain paraît être un principe légitimant une

²⁵³ Conseil des droits de l'homme, préc., note 236, p. 5.

²⁵⁴ Le droit à un environnement sain n'est pas reconnu expressément en droit international. Pour autant, la grande majorité des pays ont reconnu ce droit à l'échelon national ou à l'échelon régional, voire les deux. Conseil des droits de l'homme, préc., note 236, p. 5 et 6. Voir aussi : Jacqueline MORAND-DEVILLER, « L'environnement dans les constitutions étrangères », dans *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 43 (Le Conseil constitutionnel et l'environnement) - avril 2014.

²⁵⁵ Francesco FRANCIONI, « International Human Rights in an Environmental Horizon », in *European Journal of International Law*, Vol. 21, n° 1, February 2010, p. 42.

²⁵⁶ Notons qu'un nouveau concept qui est plus large que ceux du droit d'ingérence ou du droit d'intervention humanitaire est énoncé dans le rapport de la Commission Internationale de l'Intervention et de la Souveraineté des États, intitulé « la responsabilité de protéger ». Ce rapport vise à trouver un moyen de concilier l'intervention à des fins humanitaires et le principe de souveraineté. L'intervention dans la responsabilité de protéger, est une mesure de dernier recours, une fois que tous les autres moyens sont épuisés. La responsabilité de protéger se limite aux crimes de : génocide, le nettoyage ethnique, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Elle est axée sur le respect des dispositions et des principes de la Charte des N.U, notamment en ce qui a trait au respect de la souveraineté des États et au rôle unique du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. *Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États*, la responsabilité de protéger, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 2001, en ligne:

<<https://www.idrc.ca/sites/default/files/openebooks/961-5/index.html>>, (consulté le 2 février 2020). Nabil HAJJAMI, La responsabilité de protéger, coll. « Collection de droit international », Bruxelles, Bruylant, 2013, p. 5 et p. 6.

ingérence à finalité écologique.

En outre, ce qui justifie le plus l'ingérence écologique sont les rapports étroits entre la protection de l'environnement et la jouissance des autres droits garantis à la personne humaine. À cet égard Michel Bachelet se demande « que seraient les droits de l'homme sans les droits concernant la défense de l'environnement »²⁵⁷. Autrement dit, les atteintes à l'environnement entravent la pleine jouissance de toute une série de droits de l'homme²⁵⁸.

Ainsi, la défense de l'homme contre lui-même dans le cadre des droits essentiels à la personne humaine ne servirait à rien si l'intégrité physique, voire mentale, était détruite par un environnement tellement nuisible à la vie que celle-ci même ne voudrait pas la peine d'être vécue.

De ce fait, l'exigence d'un environnement sain et équilibré devient un moyen de mettre en œuvre d'autres droits fondamentaux de la personne humaine. À cet égard, Clément Yonoudjoum souligne que « la portée essentielle du droit de l'homme à l'environnement se situe dans son interdépendance avec le droit à la vie »²⁵⁹. D'ailleurs, comme le soulignait le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme, « le « droit fondamental à un environnement sain » n'est donc pas une coquille vide qui attend d'être remplie. Au contraire, son contenu est d'ores et déjà connu, les autorités compétentes en matière de droits de l'homme ayant reconnu qu'un environnement sûr, propre, sain et durable était nécessaire à la pleine jouissance des droits de l'homme que sont le droit à la vie, le droit à la santé, le droit à l'alimentation, le droit à l'eau, le droit au logement, etc. »²⁶⁰. Même si le droit lui-même n'est pas encore formellement reconnu, l'expression « le droit à un environnement sain » est déjà employée pour désigner les aspects environnementaux de toute la série de droits de l'homme qui reposent sur un environnement sûr, propre, sain et durable²⁶¹.

²⁵⁷ Michel BACHELET, préc., note 81, p. 235.

²⁵⁸ *Conseil des droits de l'homme*, préc., note 236, p. 4.

²⁵⁹ Clément YONOU DJOUM, « L'éthique globalisante et l'esprit du renouveau », (1995) 3 *Nouveaux Cahiers de L'IUED*, p. 154.

²⁶⁰ *Conseil des droits de l'homme*, préc., note 236, p. 5.

²⁶¹ *Id.*

Toutefois, on doit noter ici que le droit à la vie ainsi défendu²⁶², s'engage dans une dimension à la fois intergénérationnelle et universelle, puisque l'absence de protection de l'environnement agit sur la planète tout entière. Et c'est ce qui fait, peut-être, la force du concept de l'ingérence écologique par rapport à celui d'ingérence humanitaire.

Certains auteurs basent leur argumentation pour la défense des droits de l'homme sur la logique de la défense de l'environnement, comme par exemple le professeur Bettati qui illustre que : « l'émergence récente [...] d'une nouvelle norme du droit international, selon laquelle la protection de l'individu, sorte de patrimoine commun de l'humanité au même titre que l'environnement, ne dépend plus de la seule autorité de l'État dont il est ressortissant, mais intéresse la communauté internationale tout entière, a changé radicalement le paysage juridique universel »²⁶³.

Pour toutes ces raisons, l'ingérence écologique a beaucoup plus de chance d'être mise en place, mais il faut noter avant tout que comme toute ingérence, l'ingérence écologique remet en question le principe de souveraineté. Pour cette raison, le recours à une telle action doit être exceptionnel et conditionné.

Ainsi, les limites de l'ingérence se trouvent définies, d'abord par la motivation de l'ingérence qui devrait se situer seulement et uniquement dans le domaine de la prévention contre les risques majeurs.

Ensuite, l'intervention n'est admise que lorsque le danger est suffisamment grave par rapport aux moyens dont l'État objet de cette intervention dispose pour gérer le risque en évitant sa réalisation, ou en assurant lui-même la remise en l'état une fois que la catastrophe s'est produite. Ou bien lorsque cet État refuse, pour une raison quelconque, de faire face au risque écologique en question. Ainsi, si on peut parler d'un droit d'ingérence, ce sera un nouveau droit des peuples²⁶⁴ soit le droit à des conditions d'existence écologiquement saines. Ce droit doit correspondre à un devoir d'ingérence incombant aux États et aux

²⁶² *La Déclaration universelle des droits de l'homme* qui est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 à Paris au palais de Chaillot par la résolution 217 (III) A. Elle précise les droits fondamentaux de l'homme, notamment dans l'article 3 qui prévoit que « Tout individu a droit à la vie... »

²⁶³ Mario BETTATI, « Ingérence humanitaire et démocratisation du droit international », dans *Le Trimestre du Monde*, 1992, (1), p. 26.

²⁶⁴ Michel BACHELET, préc., note 81, p. 40.

organisations internationales.

Toutes ces analyses nous amènent à poser une question qui n'est pas sans intérêt : Une fois que ces conditions sont remplies et que ces limites sont respectées, l'ingérence écologique en question est-elle vraiment une ingérence au plein sens de la définition donnée par la Charte des Nations Unies²⁶⁵? Certainement pas, selon le professeur Michel Bachelet, du seul fait que le domaine d'intervention est international²⁶⁶.

En effet, la protection de l'environnement mondial est une question internationale par sa nature et échappe, par conséquent, à la sphère des compétences nationales d'un seul État. Dès lors, chaque fois qu'il s'agit de la préservation d'un patrimoine naturel mondial se situant sur le territoire d'un État et que celui-ci n'a pas rempli ses obligations en la matière, l'affaire ne sera plus d'ordre privatif et l'action d'autres États ne peut nullement constituer une ingérence dans les affaires relevant de la compétence nationale ou interne de l'État en question.

Toutefois, le recours à l'ingérence comme l'un des moyens d'une politique environnementale internationale, doit être une solution temporaire jusqu'à ce que tous les États aient atteint l'âge adulte de la responsabilité écologique spontanée. D'ici là, les États devraient accepter l'ingérence écologique en tant que moyen de protection de la nature et par là, de l'humanité tout entière. Il est vrai que cela signifierait dans certains cas qu'ils renonceraient à exercer leur souveraineté, mais ce serait sans doute une façon de démontrer cette souveraineté.

²⁶⁵ Les articles 2 et 7 de la Charte interdisent l'intervention dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un État.

²⁶⁶ Michel BACHELET, préc., note 81, p. 34.

Chapitre III : Le droit international de l'environnement limite-il l'exercice de la souveraineté des États ?

Nous avons vu jusqu'à maintenant que la notion de souveraineté est polysémique²⁶⁷. En particulier, nous avons tenté de définir la notion de la souveraineté à la lumière du droit international de l'environnement. Nous avons constaté l'affirmation de ce principe dans les différents instruments juridiques internationaux. A cet égard, le partage du monde entre les États, jusqu'alors pleinement souverains, peut constituer une entrave à la protection de l'environnement.

Nous avons également vu que le principe de souveraineté est un facteur de remise en cause de l'élaboration des normes internationales relatives à l'environnement. C'est pour cette raison qu'une nouvelle lecture du principe de la souveraineté était nécessaire pour tendre vers une solidarité internationale écologique. De ce point de vue, l'ingérence écologique en tant que moyen de protection de l'environnement et par là, de l'humanité tout entière pourrait éventuellement être acceptée par les États en cas d'urgence écologique.

Dans ce chapitre, nous nous interrogeons sur l'influence qu'exerce le droit international de l'environnement sur l'exercice de la souveraineté des États. En particulier, quelle est la nature de la souveraineté face à l'interdépendance entre les États dans le domaine écologique, étant donné l'aspect universel et le caractère d'intérêt commun de l'environnement ?

De prime abord, le droit international de l'environnement a pour source principale les traités et les conventions internationales²⁶⁸. Or, toute convention engendre une obligation et apporte une restriction à l'exercice des droits souverains de l'État. Dès lors, il apparaît que la limitation de la souveraineté étatique n'est pas quelque chose de propre au droit international de l'environnement, mais est présente dans toutes les différentes branches du droit international.

²⁶⁷ Boris BARRAUD, « La science et la doctrine juridiques à l'épreuve de la polysémie des concepts », dans *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, (2016) 1, Volume 76, pp. 5-47.

²⁶⁸ Voir plus sur les traités : Catherine ROCHE, *L'essentiel du droit international public*, Gualino, 8^e édition 2017-2018, p. 19.

Toutefois, comme l'écrit le professeur Quoc Dinh *et al.* (2009) « alors que dans d'autres domaines, l'internationalisation des règles juridiques est délibérée et témoigne de la solidarité internationale (droit de l'homme, recours à la force), elle est ici dans le domaine de protection de l'environnement imposée par la nature des choses et c'est ce qui fait la spécificité du droit international de l'environnement dans son rapport avec la souveraineté étatique »²⁶⁹.

Ajoutons à cela une autre spécificité, le fait que la majorité, sinon la totalité des conventions relatives à la protection de l'environnement, ne contiennent pas d'avantages immédiats pour les États Parties, mais seulement des obligations.

Ainsi, l'internationalisation observée de la sauvegarde de l'environnement (section III) n'était en fait qu'une réaction évidente qui prend en compte le caractère d'intérêt commun de l'environnement (Section II), l'aspect universel de la plupart des éléments de l'environnement (section I), et par conséquent des atteintes qui peuvent le frapper.

Section I : L'aspect universel de l'environnement

Depuis les cinq dernières décennies, connues sous le nom d'ère écologique, nous sommes davantage conscients que les problèmes environnementaux deviennent de plus en plus fréquemment internationaux. Dès 1968, la Charte européenne de l'eau proclama que l'eau ne connaît pas de frontière²⁷⁰. De nos jours, il est admis que, comme l'eau²⁷¹, les océans, l'atmosphère et l'environnement en général ne connaissent pas de frontières et peuvent être liés au concept de bien public mondial²⁷². On peut alors dégager aisément le caractère

²⁶⁹ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1222.

²⁷⁰ *Charte européenne de l'eau*, Résolution (67) 10, adoptée par les Délégués des Ministres le 26 mai 1967, Conseil de l'Europe, en ligne : <<https://rm.coe.int/09000016804d775b>>, (Consulté le 4 février 2020).

²⁷¹ Certains auteurs ont qualifié l'eau comme étant un bien commun mondial (*global commons*), puisqu'elle ne peut être appropriée exclusivement par des groupes privés ou des États sans nuire de ce fait aux autres individus, groupes et États de la société internationale. Daniel COMPAGNON, « La conservation de la biodiversité, improbable bien public mondial », AFSP /Section d'Études Internationales, *Colloque Les biens publics mondiaux*, 2001, p. 1. En ligne : < <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/archivessei/biensmondxtxt/compagnon.pdf> >, (Consulté le 4 février 2020).

²⁷² Le concept de bien public mondial a surgi sur le devant de la scène internationale au début des années 2000 porté à la fois par certains acteurs du milieu académique et par certaines grandes instances internationales. Les fondements théoriques de ce concept sont d'abord ceux de l'économie publique

international de l'environnement (1.1).

De plus, « l'humanité fait partie de la nature et la vie dépend du fonctionnement ininterrompu des systèmes naturels... »²⁷³. L'homme faisant partie de l'univers, il se protège lui-même à travers la conservation de la biosphère. Ainsi, en plus de sa valeur intrinsèque, l'environnement a une valeur du fait de son rapport direct avec les humains, d'où la constatation que la protection de l'environnement est dans l'intérêt commun de l'humanité.

En effet, le droit international de l'environnement est devenu un droit de la protection de la biosphère dans son ensemble, d'où son approche nouvelle dite « globalisante » (1.2).

1.1. Caractère international de l'environnement

Certes, le droit international traditionnel avait pour objet de régler les relations entre États souverains, exerçant chacun une domination exclusive sur son territoire. Cette vision a caractérisé la situation (les traités, conventions, etc.) jusqu'au moment où sont apparues de nouvelles exigences : protéger les droits fondamentaux de chaque individu, assurer la conservation des ressources naturelles, etc.

En ce qui concerne l'environnement, la première réaction du droit international a été de percevoir les problèmes que pose sa protection comme des questions de relation de voisinage. Or, à partir des années 1960, le droit international a connu une évolution ; en effet, on a alors dépassé le cadre uniquement bilatéral pour viser la protection de l'environnement en soi. Ainsi, le centre de gravité des problèmes environnementaux se

standard. Ce faisant le concept de bien public mondial émerge en même temps qu'une nouvelle forme de « gouvernance mondiale » prend son essor à l'ère d'une économie mondialisée. Dès lors il revient à cette « gouvernance mondiale » de produire et gérer ces biens publics mondiaux. Fabienne ORSI et Jean-Benoît ZIMMERMANN, « Les biens publics mondiaux : 10 ans après Dialogue autour des antipaludéens », *dans Institut de recherche pour le développement*, France, du 11 décembre 2012 au 10 décembre 2012.

Voir aussi : Bruno BODIN, David HIEZ et Sandrine ROUSSEAU, « Biens communs, biens publics mondiaux et propriété. Introduction au dossier », *dans Développement durable et territoires*, Dossier 10, 2008. En ligne : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5153?id=5153&lang=en#tocto2n1>, (Consulté le 24 février 2020).

²⁷³ *Charte Mondiale de la Nature*, Résolution 37/7 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 28 octobre 1982, Droit de L'environnement : Lignes Directrices et Principes 5, en ligne : <<https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/30897?show=full>>, (Consulté le 14 mars 2020).

déplace de plus en plus vers le multilatéral, voire le planétaire.

La dégradation de l'environnement est l'une des problèmes majeurs qui acculent la planète en ce moment. Ces fléaux sont causés par divers facteurs, de plus ils affectent les fonctions de base de l'écosystème comme la pérennité de toutes formes de vie, des ressources et menace même l'existence humaine puisqu'ils ont des effets néfastes sur la santé de tout être vivant²⁷⁴.

Le droit international a d'abord envisagé la question de la détérioration de l'environnement comme étant un conflit entre deux souverainetés. Bien que traditionnelle, cette approche persiste toujours. Deux concepts sont, à ce point de vue, caractéristiques : celui des pollutions transfrontières (1.1.1), et celui des ressources naturelles partagées (1.1.2).

1.1.1. Les pollutions transfrontières

On peut dire à l'instar du professeur Quoc Dinh que, « par son objet même, le droit international de l'environnement est, en partie au moins, transfrontière par nature »²⁷⁵. En effet, en règle générale, toute atteinte à l'environnement qui se produit dans un État a des répercussions sur le territoire d'autres États et dans les espaces ne relevant d'aucune juridiction.

Ainsi, la pollution atmosphérique, par exemple, ne s'arrête évidemment pas aux frontières de l'État comme en témoigne, d'une manière évidente, l'accident de Tchernobyl²⁷⁶ et l'accident nucléaire de Fukushima²⁷⁷.

²⁷⁴ Thierry LEFÈVRE, « Les activités humaines, leurs impacts, la crise environnementale globale et les crises humaines », dans *Planète viable*, 2013.

²⁷⁵ Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1222.

²⁷⁶ Claude RONNEAU, *Énergie, pollution de l'air et développement durable*, P.U.L., 2004, pp. 199-247.

²⁷⁷ Nicolas PRADEL, « Le futur du droit nucléaire international », dans *L'Observateur des Nations Unies, Association française pour les Nations Unies*, 2015, 38 (2015-1), pp.191-205. Voir plus sur l'accident nucléaire de Fukushima : Toyohiro NOMURA, « Le droit japonais de la responsabilité des dommages nucléaires et son évolution après l'accident de Fukushima », dans *Revue juridique de l'environnement*, 2014/4, Volume 39, 2014, pp. 629 – 639. Voir aussi : Réseau Sortir du nucléaire, « Fukushima : 8 ans plus tard la situation n'est toujours pas sous contrôle », 2019, en ligne :

Dès lors, on peut noter dès maintenant que la souveraineté étatique est au centre des problèmes posés par les pollutions transfrontières. En effet, la problématique qui se pose ici consiste dans « la nécessité de dépasser l'étroitesse des doctrines fondées sur la souveraineté absolue de l'État territorial »²⁷⁸. Donc, on remarque bien que le droit international a envisagé la protection de l'environnement comme un problème de conflit entre deux États (l'État pollueur et l'État pollué) prétendant l'un et l'autre une souveraineté absolue impliquant nécessairement une liberté totale d'action sur son territoire²⁷⁹.

À cet égard, le droit international a apporté des solutions aux problèmes de pollution transfrontière. Mais avant de les analyser, il convient de s'arrêter un moment sur la définition de celle-ci.

La définition de la pollution a été présentée par la recommandation adoptée par le Conseil de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), le 4 novembre 1974 portant promulgation de principes relatifs à la pollution transfrontière. Selon cette recommandation, « On entend par pollution, l'introduction par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie dans l'environnement, qui entraîne des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à porter atteinte aux agréments ou à gêner les autres utilisations légitimes de l'environnement »²⁸⁰. On trouve presque cette même définition dans tous les textes concernant les pollutions en général²⁸¹.

<<https://www.sortirdunucleaire.org/Fukushima-8-ans-plus-tard-la-situation-n-est>>, (Consulté le 14 février 2020).

²⁷⁸ René-Jean DUPUY, *Le droit international*, 11^e édition, Paris, PUF, 2001, p. 491.

²⁷⁹ Alexandre KISS et Jean-Pierre BEURIER, *Droit international de l'environnement*, 3^e édition, Paris, Pedone, 2004, p. 71.

²⁸⁰ OCDE, *Recommandation du Conseil concernant des Principes relatifs à la pollution transfrontière*, OECD/LEGAL/0133, en ligne :< <https://legalinstruments.oecd.org/public/doc/12/12.fr.pdf>>, (Consulté le 14 décembre 2019).

²⁸¹ Par exemple l'article premier (a) de la *Convention de Genève du 13 décembre 1979 sur la pollution atmosphérique à distance* qui prévoit que, « l'expression « pollution atmosphérique » désigne l'introduction dans l'atmosphère par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie ayant une action nocive de nature à mettre en danger la santé de l'homme, à endommager les ressources biologiques et les écosystèmes, à détériorer les biens matériels, et à porter atteinte ou nuire aux valeurs d'agrément et aux autres utilisations légitimes de l'environnement, l'expression « polluants atmosphériques » étant entendue dans le même sens ». *Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance*, préc., note 94.

Ceci dit, concernant maintenant la notion de pollution transfrontière, on peut se référer quant à sa définition à la recommandation de l'OCDE relative à la mise en œuvre d'un régime d'égalité d'accès et de non-discrimination en matière de pollution transfrontière (17 mai 1977) qui définit cette dernière comme étant : « toute pollution volontaire ou accidentelle dont l'origine physique est soumise à la juridiction nationale d'un pays et qui se situe en tout ou en partie dans la zone placée sous la juridiction nationale de ce pays et qui a des effets dans la zone placée sous la juridiction d'un autre pays ».

On remarque que la définition de la pollution transfrontière, présentée plus haut, implique la présence de deux États : le pollueur et le pollué. Le problème consiste dans la prétention de l'État pollueur à la souveraineté absolue, d'une part et d'autre part dans le droit de l'État pollué de ne pas subir des dommages causés par des actes qui proviennent du territoire d'autres États. Dans ce contexte, les règles de protection de l'environnement doivent en premier lieu résoudre les problèmes de coexistence entre entités souveraines.

C'est à partir des précédents de la jurisprudence et l'application des règles générales du droit international que s'est formé le principe fondamental du droit international concernant les pollutions transfrontières, à savoir l'obligation de ne pas porter atteinte aux territoires d'autres États.

En droit international général, ce principe a été énoncé par la Cour Internationale de Justice dans son arrêt du 9 avril 1949 dans l'affaire du Détroit de Corfou²⁸². Cet arrêt n'a fait qu'énoncer un principe consacré par la sentence arbitrale rendue le 11 mars 1941 dans l'affaire de la Fonderie de Trail²⁸³.

En matière d'environnement, ce même principe a donné naissance à un autre plus précis souvent appelé principe de l'utilisation non dommageable du territoire. Ce même principe a été proclamé par la *Déclaration de Stockholm* (principe 21)²⁸⁴ et la *Déclaration de Rio*

²⁸² Cour internationale de Justice, *Affaire du Détroit de Corfou*, (1949) C.I.J. en ligne : <<https://www.icj-cij.org/files/case-related/1/1646.pdf>>, (Consulté le 24 novembre 2019).

²⁸³ *Affaire de la Fonderie du Trail (Canada c. États-Unis)*, 1941, Nations Unies, Recueil des sentences arbitrales, vol. III, p. 1965, en ligne : <http://untreaty.un.org/cod/riaa/cases/vol_III/index.pdf>, (Consulté le 24 novembre 2019).

²⁸⁴ Le principe 21 de la *Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, prévoit que : « Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en

(principe 2)²⁸⁵.

On doit noter enfin que le principe 21, texte juridique non obligatoire, est aujourd'hui généralement reconnu comme incorporant une règle de droit international coutumier. En effet, la CIJ a confirmé la force obligatoire du principe dans son avis consultatif de 1996 relatif à la licéité de la menace ou d'emploi d'armes nucléaires²⁸⁶ et dans son arrêt rendu dans l'affaire du projet Gabčíkovo-Nagymaros (paragraphe 53)²⁸⁷.

Ces analyses devraient nous donner une idée bien claire sur les limites imposées par la réglementation de la pollution transfrontière au principe de souveraineté, puisque les compétences de l'État sur son territoire s'en trouvent limitées. D'ailleurs, un pareil phénomène devrait exister en matière de ressources naturelles partagées afin de pouvoir protéger ces dernières.

1.1.2. Les ressources naturelles partagées

Le problème qui se pose ici est comment établir un équilibre entre les intérêts des États partageant des ressources naturelles et leur souveraineté sur ces ressources.

On remarque donc que la souveraineté est au cœur du problème. En effet, la notion de ressources naturelles partagées insiste par elle-même sur l'interdépendance entre les différents États partageant ces dernières. « Elle met l'accent sur la solidarité active et les

sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale ». *La Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, Résolution 1972/2849, Doc. Off., A.G.N.U., 26e sess., suppl. n° 29, Doc. N.U., A/8429 (1972).

²⁸⁵ Le principe 2 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992 prévoit que : « Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ». *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, préc., note 76.

²⁸⁶ *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, Avis consultatif, (1996), C.I.J. rec., p. 241, en ligne : <<https://www.icj-cij.org/fr/affaire/95/avis-consultatifs>>, (Consulté le 24 novembre 2019).

²⁸⁷ *Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie / Slovaquie)* (1997) C.I.J., en ligne : <<https://www.icj-cij.org/files/case-related/92/092-19970925-JUD-01-00-FR.pdf>>, Consulté le 24 novembre 2019).

obligations réciproques que cette dernière implique »²⁸⁸.

La notion de ressources naturelles partagées a été consacrée par divers instruments internationaux parmi lesquels on retrouve la Charte des droits et devoirs économiques de 1973, et surtout le projet de principes du PNUE datant de 1970, ainsi que la *Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation*, adopté à New York par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 mai 1997 et entrée en vigueur le 17 août 2014²⁸⁹. Cependant, on ne trouve pas de définition de cette notion en droit international.

Certes, la notion de ressources naturelles partagées joue un rôle important dans la construction des paramètres indispensables à la gestion de ces ressources entre les pays qui partagent le même cours d'eau. Toutefois, il ne paraît pas difficile de dégager le critère d'une telle définition, qui est, sans l'ombre d'un doute, « le partage » de la ressource naturelle en question entre deux ou plusieurs États. C'est le même critère qui est d'ailleurs utilisé tant dans le droit international que la doctrine pour identifier les fleuves internationaux ou les cours d'eau internationaux.

Ainsi, on appelle cours d'eau international, tout cours d'eau qui touche au territoire de plusieurs États.²⁹⁰ À partir de cette définition, on peut affirmer que les fleuves internationaux sont par excellence, des ressources naturelles partagées. D'ailleurs, ce n'est pas par simple coïncidence que la réglementation internationale régissant les cours d'eaux internationaux consacre les mêmes principes élaborés par le droit international concernant la gestion et la préservation des ressources naturelles partagées²⁹¹.

²⁸⁸ René-Jean DUPUY, préc., note 265, p. 492.

²⁸⁹ La notion de « ressource naturelle partagée » est présente dans plusieurs articles de la *Convention de New York*, soit de façon explicite, soit de façon implicite dans les articles : 2, 3, 5, 6 et 20. *Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation*, Résolution 51/229, Doc. Off., A.G. N.U., 51^e sess, Suppl. n° 49 (A/51/49).

²⁹⁰ On trouve cette définition dans l'article premier (b) de la *Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation*, Résolution 51/229, Doc. Off., A.G. N.U., 51^e sess, Suppl. n° 49 (A/51/49).

²⁹¹ *Ressources naturelles partagées*, Troisième rapport sur les ressources naturelles partagées: les eaux souterraines transfrontières, par M. Chusei Yamada, Rapporteur spécial, Document A/CN.4/551 et Add.1, 11 février et 9 mars 2005. En ligne : < https://legal.un.org/ilc/documentation/french/a_cn4_551.pdf >, (Consulté le 24 novembre 2019).

La question qui se pose dès lors est de savoir quels sont les différents principes en question et comment présentent-ils une restriction à la souveraineté étatique ?

Le premier de ces principes est celui de l'utilisation non-dommageable du territoire, qui n'est d'ailleurs pas un principe spécifique, étant consacré partout dans le droit international de l'environnement. Notons à cet égard que le principe 3 du projet du PNUE ne fait que reprendre l'expression du principe 21 de la *Déclaration de Stockholm*.

À son tour, l'article 7 de la *Convention de New York* du 21 mai 1997 intitulé : « obligation de ne pas causer des dommages significatifs », nous donne une idée plus claire sur le contenu de ce principe en prévoyant que « lorsqu'ils utilisent un cours d'eau international sur leur territoire, les États du cours d'eau prennent toutes les mesures appropriées pour ne pas causer de dommages significatifs aux autres États du cours d'eau ».

Faut-il rappeler que ce principe constitue une limitation à la souveraineté des États riverains, dans la mesure où ils n'ont plus la liberté totale d'user, à leur gré, de leur territoire et, par conséquent, leurs compétences territoriales se trouvent limitées.

Cette conclusion est valable aussi pour le second principe qui est « l'utilisation équitable des ressources naturelles partagées »²⁹², consacré par le principe 1 du projet du PNUE et repris par l'article 5 de la *Convention de New York*. En effet, cet article prévoit que les États riverains utilisent sur leurs territoires respectifs le cours d'eau international « de manière équitable et raisonnable, [...] compte tenu des intérêts des États du cours d'eau concerné » et d'une manière compatible avec les exigences d'une « protection adéquate du cours d'eau ».

Le troisième principe est le devoir de coopération entre les États partageant la ressource naturelle. Il est vrai que le principe de coopération est mentionné partout dans le droit international, mais il occupe une place exceptionnelle en matière de ressources naturelles partagées. En effet, la gestion désormais nécessairement concertée de ces dernières ne peut

²⁹² Jochen SOHNLE, « Le principe des responsabilités communes mais différenciées dans les instruments conventionnels relatifs aux eaux douces internationales -Cherchez l'intrus », dans Les Cahiers de droit, Volume 55, n° 1, mars 2014, p. 229 et ss.

s'effectuer qu'à travers une coopération entre les États.

Ainsi, le principe premier du projet du PNUE prévoit « qu'il est nécessaire que les États coopèrent dans le domaine de l'environnement en matière de conservation et d'utilisation harmonieuse des ressources naturelles partagées ». À son tour, l'article 8 de la Convention de 1997 sur les cours d'eaux internationaux s'intitule : « obligation générale de coopérer ».

Des principes comme celui d'information et de consultation ou celui de notification s'inscrivent dans le principe général de coopération et viennent lui donner une portée matérielle. D'ailleurs, ces principes occupent une place importante aussi bien dans le projet du PNUE (principes 5 à 11) que dans la Convention de 1997 (articles 9 à 19). En outre, le principe de coopération est consacré aussi par la jurisprudence internationale²⁹³.

Tout en restant dans la même perspective d'analyse, on doit remarquer, à l'instar du professeur René-Jean Dupuy²⁹⁴, que la mise en œuvre de ces différents principes risque d'entraver la faculté de décision de l'État désirant entreprendre des actions sur son territoire et de porter du même coup atteinte à l'exercice de ses compétences souveraines en soumettant ses initiatives à une sorte de « droit de regard » des autres États.

À la suite de ces analyses, une remarque s'impose : le droit international de l'environnement jusqu'ici réglementant les ressources naturelles partagées et les pollutions transfrontières, contribue certes à la protection de l'environnement. Mais cette protection, il faut le constater, demeure très limitée et très insuffisante.

En effet, sauf dans le cas des pollutions transfrontières qui sont sanctionnées par le droit international, chaque État est libre sur son territoire et peut même détruire ses ressources et son environnement sans que sa responsabilité soit mise en cause. C'est là précisément la limite de l'approche traditionnelle du droit international de l'environnement que nous venons d'analyser. Il a donc fallu réglementer la protection de l'environnement d'une manière générale, indifféremment des frontières étatiques. Ainsi, tout en restant un droit des relations de voisinage, le droit international de l'environnement est devenu surtout un

²⁹³ *Affaire du Lac Lanoux (Espagne, France)*, Recueil des sentences arbitral, Volume XII, 16 novembre 1957, en ligne : < http://legal.un.org/riaa/cases/vol_XII/281-317_Lanoux.pdf >, (Consulté le 28 décembre 2019).

²⁹⁴ René-Jean DUPUY, préc., note 265, p. 492.

droit de la protection de la biosphère dans son ensemble, d'où son approche nouvelle dite « globalisante ».

1.2. Environnement et globalisation

L'apparition dans les années 1970 d'une approche globalisante du droit international de l'environnement ne s'est pas faite par-hasard ; au moins deux phénomènes ont été à l'origine de cette évolution du droit international de l'environnement : l'apparition d'un nombre de problèmes écologiques planétaires (1.2.1) et la prise en conscience du fait de l'interdépendance des différents éléments de la biosphère (1.2.2).

1.2.1. Dimension planétaire des problèmes écologiques

Depuis toujours les activités humaines avaient un impact plus ou moins important sur la nature. Cependant, les nuisances ont été, pendant longtemps, considérées comme étant des problèmes internes. En effet, chaque État gère, sur le plan interne ses propres sources de nuisance.

Toutefois, la période contemporaine a permis d'identifier des problèmes écologiques d'envergure mondiale et de prendre conscience des menaces globales qui pèsent sur la biosphère²⁹⁵. Ainsi, depuis les années 1970, les problèmes écologiques ont acquis une dimension planétaire. De plus, on a pris conscience qu'aucun État, ou aucun groupe d'États n'est capable de maîtriser seul les problèmes écologiques d'envergure mondiale, et donc de la nécessité de la mise en commun des efforts de l'ensemble de la communauté internationale.

À ce niveau d'analyse, on est dans l'obligation de mettre l'accent sur le caractère international, voire universel de l'environnement, dû à la nature même des problèmes

²⁹⁵ *Œuvrer ensemble pour un développement durable : L'expérience de l'OCDE*, 2002, p. 13, en ligne : <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/oeuvrerensemblepourundevveloppementdurablelexperiencedelocde.htm>, (Consulté le 28 décembre 2018).

environnementaux²⁹⁶. En effet, les frontières qui séparent les États sont ignorées, non seulement par les espèces migratrices, mais également par les fleuves, les vents, les courants océaniques et par conséquent, par les pollutions et par toutes formes de détérioration que peuvent subir ces éléments fondamentaux de la biosphère. De même, certaines matières comme les substances chimiques ou certains phénomènes comme les radiations ionisantes exercent leurs effets sur l'environnement indifféremment des milieux ou de souveraineté étatique.

L'un des plus graves problèmes écologiques à dimension planétaire, est la pollution atmosphérique, qui mérite d'être analysée davantage.

De manière générale, l'atmosphère se définit comme la couche de l'air qui entoure le globe terrestre. Perçu comme un phénomène essentiellement local jusqu'à la fin des années 60, la pollution de l'air a désormais acquis une dimension mondiale²⁹⁷. Comme le considère le docteur Serge Pannatier, « il est incontestable que l'atmosphère forme une unité globale et que les efforts déployés pour combattre une des pollutions qui l'affectent auront inévitablement des répercussions favorables sur l'ensemble »²⁹⁸.

On peut distinguer trois grands problèmes se rapportant à l'atmosphère. Le premier est celui de la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance. En effet, la pollution atmosphérique ne s'arrête pas aux frontières des États comme en témoigne, par exemple, l'accident de Tchernobyl de 1986 lorsque le nuage radioactif qui s'est formé à la suite de l'explosion des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl s'est déplacé au-dessus

²⁹⁶ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement, droit durable*, Édition Bruylant, Bruxelles, 2014, p. 10.

²⁹⁷ L'article 5 de l'*Accord de Paris sur le Climat* de 2015 considère que pour faire face aux changements climatiques, il faut une riposte mondiale. Il prévoit qu'« il est essentiel d'accélérer, d'encourager et de permettre l'innovation pour une riposte mondiale efficace à long terme face aux changements climatiques et au service de la croissance économique et du développement durable ». Il ajoute dans l'article 7 que : « les Parties reconnaissent que l'adaptation est un défi mondial qui se pose à tous, comportant des dimensions locales, infranationales, nationales, régionales et internationales, et que c'est un élément clef de la riposte mondiale à long terme face aux changements climatiques, à laquelle elle contribue, afin de protéger les populations, les moyens d'existence et les écosystèmes, en tenant compte des besoins urgents et immédiats des pays en développement Parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques ».

²⁹⁸ Serge PANNATIER, « La protection de l'air », Ivo RENS et Joel JAKUBEC (dir.), *dans Le droit international face à l'éthique et la politique de l'environnement*, Genève, Georg, 1996, p. 45.

d'une grande partie de l'Europe²⁹⁹. Contrairement à la pollution transfrontière, la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance ne présente pas un conflit entre deux souverainetés, mais plutôt un problème régional, sinon mondial. D'ailleurs, la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance³⁰⁰ ne contient pas de disposition concernant la responsabilité des États en matière de dommage, elle met plutôt l'accent sur la coopération internationale qui paraît inévitable pour pouvoir lutter efficacement contre ce phénomène.

Le second grand problème auquel est confrontée l'atmosphère est la destruction de la couche d'ozone. À cet égard, la protection de la couche d'ozone a été le premier problème proprement planétaire auquel le droit international a dû faire face³⁰¹.

En effet, ce phénomène est mondial par excellence au moins pour deux raisons ; d'abord, du point de vue de son origine, il est provoqué par les émissions de chlorofluorocarbones (CFC) dont tous les États sont responsables, bien qu'avec différenciation entre pays développés et pays en développement.

Ensuite, du point de vue de ses effets puisqu'ils touchent à l'ensemble de la planète. C'est pourquoi d'ailleurs, la Convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone, a mis en place les bases d'une coopération mondiale systématique que le Protocole additionnel de Montréal du 16 septembre 1987 est venu concrétiser en imposant une réduction et une élimination des produits nuisibles à l'environnement.

Troisièmement, les mêmes substances qui causent la raréfaction des molécules d'ozone dans la stratosphère semblent aussi jouer un rôle dans une autre menace qui pèse sur la terre, à savoir la modification du climat global. Les changements climatiques constituent

²⁹⁹ Rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, 1986-2016 : *Tchernobyl, 30 ans après les Impacts de l'accident de Tchernobyl en France et en Europe*, 2016. En ligne : <https://www.irsn.fr/FR/connaissances/Installations_nucleaires/Les-accidents-nucleaires/accident-tchernobyl-1986/2016-Tchernobyl-30ans-apres/Pages/0-Tchernobyl-2016-30ans-apres-Sommaire.aspx#.XpoolkBFyas>, (Consulté le 17 avril 2020).

³⁰⁰ *Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance*, préc., note 94.

³⁰¹ Pierre-Marie DUPUY, Jorge E. VINUALES, *Introduction au droit international de l'environnement*, Bruylant, Bruxelles, 2015, p. 181.

la manifestation la plus récente et la plus grave des dégradations portées à l'atmosphère³⁰². Ainsi, selon les scientifiques, il y a de nos jours émission dans l'atmosphère d'un très grand nombre des gaz dits « à effet de serre », à savoir le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), Oxyde nitreux (N₂O), hexafluorure de soufre (SF₆), Hydrofluorocarbones (HFC), Hydrocarbures perfluorés (PFC)³⁰³, qui risquent de provoquer un réchauffement global de la planète, dangereux pour la survie même de l'humanité³⁰⁴.

Il faut également souligner l'interdépendance qui unit ces trois phénomènes que nous venons d'examiner, qui confirme encore davantage la dimension planétaire du problème de la pollution atmosphérique. D'ailleurs, cette interdépendance caractérise d'une manière générale le rapport entre tous les éléments de l'environnement et par conséquent entre les formes de dégradation de cet environnement, d'où l'unité de l'écosystème.

1.2.2. Globalité de l'écosystème

La progression des sciences et notamment de l'écologie a permis de réaliser que différents secteurs de l'environnement sont étroitement solidaires et que par conséquent l'affectation de l'un des éléments de la biosphère peut avoir des effets sur l'écosystème³⁰⁵ dans sa globalité.

Nombreux sont les exemples à cet égard. En effet, les pesticides et les fertilisants, ainsi que les déchets déposés sur le sol, polluent les fleuves, les lacs et les cours d'eaux, transportant les pollutions dans la mer. Pour sa part, la pollution atmosphérique a des retombées sur la mer et est à l'origine de l'appauvrissement de la couche d'ozone et du problème de l'effet

³⁰² Voir plus: Cinnamon P. CARLARNE, Kevin R. GRAY, and Richard TARASOFKY (Eds.), *The Oxford Handbook of International Climate Change Law*, Oxford University Press, 2016. Voir aussi : Marie-France SOTTILE, *Rapport sur L'influence des changements climatiques sur la qualité de l'air*, Produit par Ouranos pour le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, Novembre 2011.

³⁰³ Annexe A du Protocole de Kyoto à la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, Kyoto, N.U., Recueil des Traités, vol. 2303, p.162, 11 décembre 1997.

³⁰⁴ Jean-Maurice ARBOUR, Sophie LAVALLÉE, Jochen SOHNLE et Hélène TRUDEAU, préc., note 21, pp. 779-868.

³⁰⁵ L'écosystème a été défini comme « le complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux, de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui, par leur interaction, forment une unité fonctionnelle ». Article 2 de la *Convention sur la diversité biologique*, N. U., Recueil des Traités, vol. 1760, p. 79, 5 juin 1992.

de serre, lui-même source de changements climatiques.

Dès lors, une approche globale des problèmes écologiques s'impose et paraît indispensable à toute action en la matière. D'ailleurs, cette idée d'unité et de globalité de l'environnement est désormais fortement consacrée aussi bien par la doctrine que par le droit international de l'environnement.

Du point de vue de la doctrine, d'une part, le professeur Michel Bachelet considère que « les pollutions les plus importantes finissent par nuire à l'ensemble de l'écosystème qui est une valeur planétaire unique »³⁰⁶. D'autre part, les atteintes à un élément particulier de l'écosystème ont souvent des répercussions graves sur les autres³⁰⁷.

Du point de vue du droit international de l'environnement, on peut mentionner à titre d'exemple, la Charte européenne de l'eau qui proclame en mai 1968 qu'« altérer la qualité de l'eau, c'est nuire à la vie de l'homme et des autres êtres vivants qui en dépendent »³⁰⁸.

Toutefois, c'est la *Déclaration de Stockholm sur l'environnement* qui constitue le véritable point de départ d'une appréhension globale de l'environnement³⁰⁹.

Ensuite, la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* vient confirmer définitivement cette approche globalisante en prévoyant dans son préambule que « la terre, foyer de l'humanité constitue un tout marqué par l'interdépendance »³¹⁰.

Ceci dit, ces analyses devraient nous amener à énoncer la conclusion suivante : la biosphère ne connaît pas de frontière, or les frontières séparant les États ne tiennent pratiquement jamais compte de l'unité d'écosystèmes, d'où un problème majeur pour la préservation de l'environnement. Ce problème, comme on peut le constater aisément, n'est pas sans rapport direct avec la souveraineté.

En effet, le caractère global de l'environnement, analysé plus haut, fait appel à une

³⁰⁶ Michel BACHELET, préc., note 81, p. 102.

³⁰⁷ Éveline MONTEIRO, « Vers un droit répressif de l'écosystème ? », dans *Revue juridique de l'environnement*, Lavoisier, 2014/HS01, Volume 39, 2014, pp. 195-209.

³⁰⁸ *Charte européenne de l'eau*, Résolution (67) 10, adoptée par les Délégués des Ministres le 26 mai 1967, Conseil de l'Europe, en ligne : <<https://rm.coe.int/09000016804d775b>>, (Consulté le 4 février 2020).

³⁰⁹ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement, droit durable*, Édition Bruylant, Bruxelles, 2014, p. 9.

³¹⁰ *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, préc., note 76.

réaction de la communauté internationale dans son ensemble et à une prise de décision collective seule capable de fournir des réponses efficaces aux problèmes écologiques de plus en plus nombreux.

Ainsi, la souveraineté étatique se trouve limitée au moins de deux sortes : d'abord du point de vue de l'autonomie, qui est sans aucun doute une composante essentielle de la souveraineté, la liberté des États d'agir individuellement se trouvant fortement limitée. Ensuite, du point de vue de l'exclusivité, on peut se demander si l'environnement mondial constitue un bien commun à tous les États, qui comme tel échapperait à la souveraineté et l'appropriation nationale et par conséquent sa protection ne peut qu'être internationale voire mondiale.

Bref, étant donné le nombre croissant des risques écologiques planétaires et vue l'interdépendance qui caractérise le rapport entre les différents éléments de la biosphère, on est dans l'obligation de considérer la préservation de l'environnement comme étant un intérêt commun à tous les êtres humains.

Section II : Caractère d'intérêt commun de l'environnement

L'environnement a longtemps été la victime directe ou indirecte des limites à sa préservation imposées par les États au nom de leur souveraineté. Cependant, lorsque le droit international évolue avec le temps, toute une série de notions nouvelles surgissent, deviennent visibles, sont entendues et progressivement acceptées dans la pratique des États. Parallèlement, le droit international de l'environnement continue de progresser³¹¹, promouvant plus ou moins effectivement le bien-être de l'humanité et de son patrimoine environnemental.

³¹¹ On a observé l'émergence et des progrès rapide dans le droit international de l'environnement relatif aux changements climatiques dans les dernières décennies, « In the span of a quarter of a century, the international community identified climate change as a global problem, negotiated a framework treaty and a protocol to define the parameters of a global response, and developed domestic laws and regulations to implement such a response through a network of complex legal and political agreements at every level of governance ». Cinnamon P. CARLARNE, Kevin R. GRAY, Richard TARASOFKY (Eds.), *The Oxford Handbook of International Climate Change Law*, Oxford University Press, 2016, p. 4.

Dans cette optique, au début de l'ère écologique, la question a été posée de savoir si certains éléments de l'environnement ne pourraient pas être considérés comme des sujets de droit ou des patrimoines communs afin de leur assurer une meilleure protection. Certes, le droit international de l'environnement reconnaît une valeur intrinsèque à certains des éléments de l'environnement naturel. Toutefois, la protection de certains éléments de l'environnement n'est pas fondée sur leur valeur intrinsèque, mais sur l'intérêt des humains, puisque l'environnement est de plus en plus considéré comme patrimoine commun de l'humanité³¹².

Dans cette section, nous verrons qu'est apparu dans le droit international de l'environnement la notion d'intérêt commun de l'humanité (2.1). Mais il ne suffit pas de dénoncer l'intérêt commun de l'humanité, il faut aussi établir comment cet intérêt, notion abstraite, s'est matérialisé (2.2).

2.1. La notion d'intérêt commun de l'humanité

La notion d'intérêt commun de l'humanité a des implications à plusieurs niveaux (2.1.2), mais il faut avant tout, analyser son contenu (2.1.1).

2.1.1. Contenu de la notion d'intérêt commun de l'humanité

La notion d'intérêt commun de l'humanité s'articule comme vecteur principal du patrimoine commun de l'humanité qui pourrait aider à la préservation de l'environnement³¹³. L'intérêt commun de l'humanité est une forme de l'intérêt général élargie aux dimensions de la planète³¹⁴. À cet égard, deux questions se posent : que signifie cette notion et comment identifier sa reconnaissance en droit international de l'environnement ?

³¹² Évelyne MONTEIRO, préc., note 294, p. 197.

³¹³ Alexandre-Charles KISS, « La notion de patrimoine commun de l'humanité », dans *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye*, vol. 175, 1982-II, p. 174.

³¹⁴ Théophile PÉNIGAUD DE MOURGUES, « Intérêt commun ou intérêt général ? De l'enjeu d'une décision terminologique chez Rousseau », Dans *Astérion : Philosophie, histoire des idées, pensée politique*, (2017) 17 De l'intérêt général, 2017, p.4.

En droit international de l'environnement, la reconnaissance de l'intérêt commun de l'humanité résulte de traités, mais aussi de règles coutumières et de plus en plus de principes non obligatoires. Ainsi, la *Déclaration de Stockholm sur l'environnement* de 1972 prévoit dans son principe 2 que « les ressources naturelles du globe... doivent être préservées dans l'intérêt des générations présentes et à venir ... »³¹⁵. Dès lors, et en dehors de toute reconnaissance expresse, la présence de l'intérêt commun de l'humanité a caractérisé tout le droit international de l'environnement.

On peut aussi déduire la reconnaissance de l'intérêt commun de l'humanité en droit international de l'environnement à partir de l'obligation de l'utilisation non dommageable du territoire consacrée par le principe 21 de la *Déclaration de Stockholm* et devenue règle coutumière généralement reconnue. En effet, « l'extension de cette obligation à des régions ne relevant d'aucune juridiction » montre « le glissement envers un objectif d'intérêt commun »³¹⁶.

Désormais, on peut affirmer, sans l'ombre d'un doute, que la préservation de l'environnement mondial représente un intérêt commun de l'humanité. Reste de savoir que signifie cette notion.

L'intérêt commun de l'humanité signifie que les êtres humains doivent pouvoir bénéficier de leur droit à ce que l'environnement mondial soit préservé. Ainsi, proclamer que la sauvegarde de l'environnement mondial relève de l'intérêt général de l'humanité signifierait que cet intérêt ne pourrait plus être considéré comme une affaire uniquement interne aux États, ceci en raison de son importance mondiale et ses conséquences qui touchent à tous les êtres humains³¹⁷.

À ce niveau de l'analyse, une remarque s'impose : on sait qu'en droit, d'une manière générale, tout intérêt suppose nécessairement un sujet de droit qui en est le bénéficiaire. Dès lors, la notion d'intérêt commun de l'humanité présuppose que l'humanité soit un sujet

³¹⁵ *Rapport de la conférence des Nations Unies sur l'environnement*, préc., note 93.

³¹⁶ Alexandre KISS, « Un nouveau défi pour le droit international », (1991) 226 *Projets* 51, p. 51.

³¹⁷ Yves PETIT, « Le droit international de l'environnement à la croisée des chemins : globalisation versus souveraineté nationale », dans *Revue juridique de l'environnement*, Lavoisier, 2011/1 (Volume 36), 2011, pp. 31-55.

de droit international, ce qui ne manque pas de poser des problèmes³¹⁸. Mais, il faut avant tout présenter l'humanité du point de vue du droit international de l'environnement. À ce propos, le professeur Jean Charpentier a d'abord signalé que le concept d'humanité n'est pas synonyme de communauté internationale, cette dernière désignant l'ensemble des États alors que l'humanité désigne l'ensemble des peuples de la terre, abstraction faite de leurs répartitions en États³¹⁹.

Ensuite, on doit noter à l'instar du professeur Jean-Marc Lavieille que l'humanité, selon le droit international de l'environnement, désigne tant les générations présentes que celles à venir, ce qui nous permet de parler d'une « solidarité intergénérationnelle » qui caractériserait l'humanité³²⁰. Cette idée de l'avenir, nous amène tout de suite à rappeler que l'intérêt général, appliqué à l'environnement, « contient des éléments à la fois spatiaux et temporels ».

L'élément spatial est le besoin de considérer la biosphère dans sa totalité³²¹, tandis que l'élément temporel est la connaissance des conséquences à long terme de la dégradation de l'environnement et des devoirs de protéger l'environnement pour l'humanité future. Ceci étant, la prise en compte de la notion d'intérêt commun de l'humanité, désormais évidente, devrait avoir des répercussions juridiques multiples³²².

2.1.2. Implications de la notion d'intérêt commun de l'humanité

La notion d'intérêt commun de l'humanité a des implications multiples qui ne sont pas sans influence sur la souveraineté étatique.

³¹⁸ Jacqueline MORAND-DEVILLER, « L'environnement, notre patrimoine commun quelle gouvernance? Quelles obligations pour l'État gardien? », dans *L'environnement notre patrimoine commun et son État gardien*, édition Yvon Blais, 2012, pp. 5-16.

³¹⁹ Jean CHARPENTIER, « L'humanité : un patrimoine, mais pas de personnalité juridique », dans *Les hommes et l'environnement : quels droits pour le vingt-et-unième siècle ?* Paris, Frison-Roche, 1998, p. 18.

³²⁰ Jean-Marc LAVIEILLE, *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques*, les défis, Paris, Ellipses, 2003, p. 22.

³²¹ Alexandre KISS, « Introduction au droit international de l'environnement », dans *Environmental Law Program*, Genève, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), 2006, p. 22.

³²² Jean-Marc LAVIEILLE, *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques, les défis*, Paris, Ellipses, 2003, p. 22.

D'abord, proclamer que la sauvegarde de l'environnement mondial relève de l'intérêt commun de l'humanité signifierait au moins deux choses ; d'une part, cet intérêt ne pourrait plus être considéré comme relevant uniquement de la juridiction des États ; d'autre part, il ne devrait pas y avoir de souveraineté étatique absolue sur les ressources et sur les richesses naturelles. Par exemple, les États ne devraient pas avoir tous les droits sur leurs ressources biologiques.

Ensuite, l'intérêt commun de l'humanité implique des responsabilités qui incombent aux États, en premier lieu la responsabilité de chaque État de ne pas causer des dommages écologiques aux États voisins, aux espaces internationaux et même à son territoire.

En deuxième lieu, une responsabilité par rapport à l'assistance internationale face à des catastrophes écologiques. En troisième lieu, la responsabilité qui incombe aux pays développés envers les pays en développement afin de protéger leur environnement.

Enfin, on doit attirer l'attention sur le fait que la notion d'intérêt commun de l'humanité pose une question qui nous paraît d'une importance cruciale et qui a été soulevée par le professeur Jean Charpentier, « l'humanité puisqu'elle a des intérêts fondamentaux à défendre ne devrait-elle pas bénéficier d'une personnalité juridique pour être en mesure d'y procéder »³²³?

Or, reconnaître à l'humanité la personnalité juridique c'est lui permettre de prendre en mains la défense de ses intérêts³²⁴. Mais, certains sont d'avis que cette défense ne peut se faire qu'à travers un cadre institutionnel en mesure de la représenter. Dans cette perspective, de nombreuses propositions visant à améliorer le système de gouvernance internationale de l'environnement ont été élaborées au cours des dernières années, dont plusieurs appelant à la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME)³²⁵.

³²³ Jean CHARPENTIER, préc., note 305, p. 18.

³²⁴ Xavier BIOY, « Le droit à la personnalité juridique », *Dans Revue des droits et libertés fondamentaux*, n° 12, 2012.

³²⁵ La création d'une OME avait déjà été invoquée avant la mise en place du PNUE en 1972. Plus récemment, au début des années 2000 en particulier, plusieurs pays de l'Union européenne, et plusieurs ONG, ont formulé différentes propositions visant à établir une telle organisation. Cette proposition de créer une OME est aujourd'hui défendue officiellement, depuis le Sommet de Johannesburg de 2002, par la France. Sénat, *Rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur la*

Une éventuelle OME pourrait éclairer l'horizon institutionnel et consolider les organismes onusiens compétents en matière d'environnement³²⁶. Elle aurait pour première mission de « centraliser le secrétariat des différents accords environnementaux. Cette rationalisation des structures serait source de gains d'efficacité. La mutualisation des moyens donnerait davantage de poids aux secrétariats des AME, qui pourraient développer des outils communs de suivi de l'application des accords. Le regroupement des secrétariats favoriserait également l'émergence d'une doctrine commune, autour de grands principes actuellement énoncés de manière dispersée dans les accords »³²⁷.

L'organisation ainsi créée fournirait un mécanisme unique de gestion des problèmes transfrontaliers. Cela contribuerait à diminuer le coût des actions politiques globales en matière d'environnement et améliorerait leur efficacité³²⁸. En d'autres termes, celle-ci surveillerait l'application effective des conventions relatives à l'environnement. Pour ce faire, l'OME devrait devenir un véritable outil de prévention, offrir une expertise scientifique, diffuser les savoirs liés à l'environnement, transférer des technologies propres, assistant financier pour l'application des traités relatifs à l'environnement et réorganiser démocratiquement la gouvernance mondiale de l'environnement³²⁹.

De surcroît, les mécanismes d'observance des accords méritent d'être harmonisés et

mondialisation et l'environnement, Session ordinaire de 2003-2004, n° 233, 2004. En ligne : <<https://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-23344.html>>, (Consulté le 14 janvier 2020).

³²⁶ Trois grands types de problèmes avec le régime environnemental mondial actuel motivent cette proposition. « First, global environmental policy- and rule-making is seen as slow to evolve, short term, patchy, badly coordinated and inconsistent [...]. Second, an imbalance is seen as existing globally between trade and the environment, both institutionally and in policy-making. Third, the current global environmental regime, including UNEP, is despite recent reform efforts not seen as up to the task; it is institutionally weak, fragmentised, lacks standing and provides nonoptimal environmental protection ». Marjanneke J. VIJGE, « The promise of new institutionalism: explaining the absence of a World or United Nations Environment Organisation », *In International Environmental Agreements*, n° 13, 2013, p. 153-154.

³²⁷ Sénat, *Rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur la mondialisation et l'environnement*, Session ordinaire de 2003-2004, n° 233, 2004. En ligne : <<https://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-23344.html>>, (Consulté le 14 janvier 2020).

³²⁸ Daniel C. ESTY, « Vers une organisation mondiale de l'environnement? », *Dans Le courrier de la planète*, 2007, en ligne : < <http://archives.courrierdelaplanete.org/cdp/55/article1.php> >, (Consulté le 4 février 2020). Voir aussi : Philippe LE PRESTRE, « La gouvernance internationale de l'environnement, Une réforme évasive », *Dans Revue Études internationales*, volume XXXIX, n° 2, juin 2008, pp. 255-275.

³²⁹ Frank BIERMANN, Etienne ROLLAND-PIÈGUE, Konrad VON MOLTKE, « Créer une organisation mondiale de l'environnement », *institut du développement durable et des relations internationales*, n° 01/2004, Gouvernance mondiale, 2004, p. 16 et ss.

simplifiés. Cette Organisation pourrait ainsi avoir la capacité de sanctionner la violation des accords multilatéraux sur l'environnement par le biais d'une Cour mondiale pour l'environnement, ouverte aux ONG³³⁰.

En décembre 2009, la création de l'OME faisait partie des éléments de négociations de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques. Cependant, les discussions à la conférence ne permirent pas d'initier une ronde de négociations multilatérale pour la création d'une OME³³¹, « the result of the fact that neither nation-states nor international organisations are interested in establishing a powerful environment organisation that might encroach upon their sovereignty »³³².

Faute d'existence actuelle d'une telle organisation, la tâche de représenter l'humanité et de défendre son intérêt général revient donc, pour une large part, aux États.

Dans cette perspective, une résolution adoptée en mai 2018 par l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Vers un Pacte mondiale pour l'environnement » a créé un groupe de travail visant à évaluer l'opportunité d'adopter un nouvel instrument juridique susceptible de pallier les dysfonctionnements du droit international de l'environnement³³³.

Un rapport technique en application de cette résolution a été déposé en décembre 2018³³⁴. Ce rapport passe en revue et analyse le corpus du droit international de l'environnement et des textes relatifs à l'environnement, ainsi que la structure de gouvernance et l'application du droit international de l'environnement. Il révèle de nombreuses lacunes et des

³³⁰ Sylvestre-José-Tidiane MANGA, « L'Organisation mondiale de l'environnement : comment renaître des cendres de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques de décembre 2009? », dans *Revue Québécoise de droit international*, volume 22-2, 2009. pp. 123-132. Voir aussi : Agir pour l'environnement, « Créons une organisation mondiale de l'environnement », dans *Réagir*, juillet 2003.

³³¹ *Id.*

³³² Marjanneke J. VIJGE, « The promise of new institutionalism: explaining the absence of a World or United Nations Environment Organisation », In *International Environmental Agreements*, n° 13, 2013, p. 153.

³³³ Résolution adoptée par l'Assemblée générale, *Vers un Pacte mondial pour l'environnement*, n° A/RES/72/277, Doc. Off., A.G., 72^{ème} sess., 10 mai 2018.

³³⁴ Ce rapport a été établi en application de la résolution 72/277 de l'Assemblée générale intitulée *Vers un pacte mondial pour l'environnement*, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-treizième session, en 2018, un rapport technique fondé sur des données factuelles, dans lequel seraient recensées et évaluées les lacunes éventuelles du droit international de l'environnement et des textes relatifs à l'environnement en vue de renforcer leur application. Rapport du Secrétaire général, *Lacunes du droit international de l'environnement et des textes relatifs à l'environnement : vers un Pacte mondial pour l'environnement*, n° A/73/419, Doc. Off., A.G., 73^{ème} sess, 13 décembre 2018.

déficiences à de multiples niveaux³³⁵. Les attentes sont à l'effet que ce pacte puisse : faciliter l'invocabilité des principes du droit de l'environnement devant les tribunaux, favoriser une dynamique tout à la fois institutionnelle, jurisprudentielle et normative susceptible de soutenir la compréhension et l'effectivité du droit international de l'environnement dans son ensemble³³⁶.

En consacrant dans un traité universel et transversal les principes fondateurs du droit international de l'environnement, ce futur pacte viendrait ainsi consolider juridiquement les acquis du droit international de l'environnement, issus originellement de textes dépourvus de force juridiquement contraignante³³⁷.

Les analyses qui précèdent, soit l'absence d'une OME ou d'un pacte universel contraignant, nous permettent sans doute de dégager l'idée que la notion d'intérêt commun de l'humanité est très peu soucieuse de la souveraineté étatique, au contraire elle suppose que les États sacrifient, au moins en partie, leur souveraineté au profit de la communauté internationale et de l'humanité tout entière.

Ceci étant, le professeur Michel Prieur, sous le titre « les effets de la reconnaissance de l'intérêt général attaché à l'environnement », a pu relever, entre autres idées « l'ordre public écologique »³³⁸. À cet égard, ne pourrait-on pas suivre le même raisonnement concernant l'intérêt commun de l'humanité et dégager l'idée d'un « ordre public écologique international », surtout que l'intérêt commun de l'humanité n'est en fin de compte, qu'une forme de l'intérêt général élargie aux dimensions de la planète ?

³³⁵ Les principales lacunes identifiées concernent: les principes du droit international de l'environnement (la portée et le Statut juridique des principes), les régimes réglementaires existants, les instruments liés à l'environnement, la structure de gouvernance du droit international de l'environnement et les lacunes relatives à la mise en œuvre et à l'efficacité du droit international de l'environnement. Rapport du Secrétaire général, *Lacunes du droit international de l'environnement et des textes relatifs à l'environnement : vers un Pacte mondial pour l'environnement*, n° A/73/419, Doc. Off., A.G., 73ème sess, 13 décembre 2018, p. 6 à 44.

³³⁶ Club des juriste, *Livre blanc, Vers un Pacte mondial pour l'environnement*, septembre 2017, p.46. En ligne : <https://globalpactenvironment.org/uploads/Livre-blanc-Pacte-mondial-pour-lenvironnement-2.pdf>, (Consulté le 24 janvier 2020).

³³⁷ Nora AIT-AISSI PAILLON, « Le Pacte mondial pour l'environnement : un appui à la gouvernance mondiale de l'environnement? », dans *Revue québécoise de droit international*, n° 31.2-2018, 18 décembre 2019, p. 99. En ligne : < <https://www.sqdi.org/fr/author/noraaitaissipaillon/> >, (Consulté le 14 avril 2020).

³³⁸ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2019, p. 57.

Ainsi, l'idée qu'il existe en droit international de l'environnement un « ordre public écologique », comme il peut en exister à l'intérieur des États, peut paraître défendable.

En effet, tout d'abord, la réglementation internationale en la matière a pour objet de contraindre les États à respecter l'équilibre écologique général. Ensuite, on peut considérer que depuis l'élaboration d'une politique internationale de l'environnement et la reconnaissance de l'intérêt commun de cette politique, on assiste à l'émergence d'une sorte d'ordre public international nouveau, ayant pour fin la protection de l'environnement mondial.

Toutefois, une interprétation extensive du principe de souveraineté peut faire obstacle à la reconnaissance en droit international d'un ordre public écologique, car ce dernier ne manque pas de limiter davantage la souveraineté étatique en limitant la liberté d'action des États et en leur imposant de multiples obligations.

Le fait d'avoir analysé le contenu de la notion d'intérêt commun de l'humanité ne nous empêche pas d'énoncer la remarque suivante : la notion d'intérêt commun de l'humanité, comme toute notion, demeure une idée abstraite, qui pour son existence nécessite par conséquent une matérialisation.

2.2. Matérialisation de l'intérêt commun de l'humanité

La notion d'intérêt commun de l'humanité est considérée comme étant le fondement du patrimoine commun de l'humanité et même on peut dire, que ce patrimoine est la matérialisation de l'intérêt commun de l'humanité.

De plus, on peut considérer que si la protection de l'environnement découle désormais de l'intérêt commun de l'humanité, « on peut aussi considérer que cet intérêt se reflète dans des droits reconnus aux individus »³³⁹, dont le droit de l'homme à l'environnement fait aujourd'hui partie intégrante.

³³⁹ Alexandre Kiss, *Introduction au droit international de l'environnement*, Environmental Law Program, Genève, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), 2006, p. 20.

D'abord conçue, en 1970, à propos des mers et des océans, la notion de patrimoine commun de l'humanité s'étend à d'autres espaces et à d'autres ressources naturelles³⁴⁰. Ainsi, l'humanité pourrait être érigée en sujet de droit international possédant un patrimoine commun à l'ensemble des peuples qui la constituent³⁴¹.

2.2.1. Contenu du patrimoine commun de l'humanité

De prime abord, il faut mentionner que le patrimoine commun de l'humanité est un concept ambigu et fragile en droit international³⁴².

Il est nécessaire, selon Rudolph Arnold, de donner à l'expression « patrimoine commun de l'humanité », un sens littéral. « The word common suggests a thing shared in respect to title, use or enjoyment, without apportionment or division into individual parts. The word heritage suggests property or interests which are reserved to a person by reason of birth, something handed down from one's ancestors or the past. In defining mankind, it is necessary to make a distinction between mankind and man. Mankind refers to the collective group, whereas man refers to individual men and women. Thus, human rights are those which individuals are entitled to by virtue of their membership in the human race, whereas the rights of mankind relate to the collective entity. Mankind is not yet unified under one world government, therefore the collective entity of mankind is represented by the various nations of the world. Thus the exercise of rights to the common heritage of mankind appertains to nations, representing mankind, and not individuals. The use of the phrase common heritage of mankind in-lies or prescribes worldwide common ownership of the

³⁴⁰ La notion de patrimoine commun de l'humanité a par exemple également été introduite dans le droit de l'espace. Armand D. ROTH, *La prohibition de l'appropriation et les régimes d'accès aux espaces extra-terrestres*, Graduate Institute Publications, Genève, 2015, pp. 109-126.

L'introduction et le développement de la notion de patrimoine de l'humanité se sont opérés sous l'influence principalement de deux facteurs. Le premier tient à l'épuisement et à la dégradation des ressources minérales et biologiques qui appellent une réglementation nouvelle. L'autre facteur tient aux inégalités entre pays riches et pays en développement.

³⁴¹ Sucharitkul SOMPONG, « Évolution d'une Notion Nouvelle le Patrimoine Commun de L'Humanité », (2007), Publications, Paper 551. En ligne : < <http://digitalcommons.law.ggu.edu/pubs/551> >, (Consulté le 24 janvier 2020).

³⁴² Marie-Claude SMOUTS, « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », dans *Patrimoines naturels au Sud : Territoires, identités et stratégies locales*, Marseille, I.R.D éditions, 2005, p. 40.

seabed and its resources beyond the limits of national jurisdiction »³⁴³.

Il faut noter aussi qu'une définition précise en droit international du concept du patrimoine commun de l'humanité n'existe pas³⁴⁴, puisque son « contenu est incertain, car des choses matérielles et immatérielles, des choses du passé, du présent et du futur y sont incluses »³⁴⁵. Autrement dit, les éléments constitutifs du patrimoine commun de l'humanité sont controversés³⁴⁶ et ont été abandonnés au débat doctrinal³⁴⁷. De surcroît, « le contenu strictement limité du patrimoine commun de l'humanité, le faible nombre de textes juridiques y faisant référence, le manque d'application concrète [...] ne permettent pas de tester la solidité du concept »³⁴⁸.

En effet, le « Père de la Conférence sur le droit de la mer » Arvid Pardo, qui est le premier ayant procédé à l'identification des composantes juridiques du patrimoine commun de l'humanité a identifié cinq critères³⁴⁹. Ces critères sont les plus couramment repris, à savoir : la présence d'un régime international³⁵⁰, la non-appropriation³⁵¹, le partage des

³⁴³ Rudolph PRESTON ARNOLD, « The Common Heritage of Mankind as a Legal Concept » (1975) Vol. 9, n° 1, *International Lawyer*, p. 154.

³⁴⁴ Kemal BASLAR, *The concept of the common heritage of mankind in international law*, La Haye/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, Vol. 30, 1998, p. 1.

³⁴⁵ Monique CHEMILLIER-GENDREAU, « Le bien commun universel, quels outils juridiques? Quelle pensée politique? », dans *Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 79.

³⁴⁶ Umberto LEANZA, « De la souveraineté à la coopération : l'émergence d'intérêts collectifs » dans *The Diversity of International Law, Essays in Honor of Professor Kalliopi K. Koufa*, (ed.) Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, Boston, 2009, p. 609 et 610.

³⁴⁷ John E. NOYES, « The Common Heritage of Mankind: Past, Present, and Future », (2011) 40, in *Denver Journal of International Law and Policy*, p. 448.

³⁴⁸ Marie-Claude SMOUTS, « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », dans *Patrimoines naturels au Sud : Territoires, identités et stratégies locales*, Marseille, I.R.D éditions, 2005, p. 44.

³⁴⁹ Kemal BASLAR, *The concept of the common heritage of mankind in international law*, La Haye/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, Vol. 30, 1998, p. 81.

³⁵⁰ Le critère de la présence d'un régime international, découle de manière indispensable de la non-appropriation puisqu'il s'agit de placer concrètement le territoire ou les ressources à l'abri des « appétits étatiques » en organisant sa gestion prudente dans un intérêt commun. Franck ABIKHZER, *La notion juridique d'humanité*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005, p. 485 et 487.

³⁵¹ Le principe de non-appropriation trouve son origine au sein du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et autre corps célestes. Le critère de la non-appropriation s'entend généralement comme l'absence de discrimination dans l'accès à l'espace ou à la ressource. Il est caractérisé principalement par l'interdiction pour un État de revendiquer des droits de propriété sur des ressources considérées comme patrimoine commun de l'humanité. Autrement dit, ce critère exclut l'appropriation nationale par proclamation de

bénéfices³⁵², l'usage pacifique³⁵³ et la prise en considération des générations futures³⁵⁴.

Ainsi, on peut noter ici, la diversité des régimes correspondant au patrimoine commun de l'humanité³⁵⁵. En effet, on distingue au moins deux formes de patrimoine commun de l'humanité³⁵⁶. D'une part, il existe « le patrimoine commun par nature », dont les éléments constitutifs échappent à toute souveraineté et n'appartiennent à aucun État, c'est à dire qu'ils sont des éléments des « res communis »³⁵⁷.

Les biens considérés comme « res communis », sont des biens qui ont une importance pour l'existence de l'être humain et ils appartiennent à tous. C'est le cas par exemple pour l'air, la mer, et même le rivage de la mer³⁵⁸. Selon Martine Remond-Gouilloud, « le bien commun étant la condition du bonheur individuel, chacun, en le servant, poursuit son

souveraineté. Franck ABIKHZER, *La notion juridique d'humanité*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005, p. 449.

³⁵² Le critère du partage des bénéfices se veut non-discriminatoire et équitable, puisqu'il dépasse les intérêts strictement étatiques. Franck ABIKHZER, *La notion juridique d'humanité*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005, p. 511.

³⁵³ L'usage pacifique est imposé dans tous les cas susceptibles de constituer un patrimoine commun de l'humanité. À titre d'exemple, les activités dans l'espace extra-atmosphérique et l'Antarctique doivent être menées à des fins pacifiques. De même, l'utilisation de la Zone des grands fonds marins ne peut l'être qu'à des fins exclusivement pacifiques. Article 141 de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* Montego Bay, 10 décembre 1982, Recueil des Traités, vol. 1834, p. 3, en ligne : <https://treaties.un.org/Pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=fr>, (Consulté le 24 mars 2020). Article 4 du *Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes*, 610 R.T.N.U. 220, en ligne : <<https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=0800000280128cbd&clang=fr>>, (Consulté le 24 mars 2020). Article premier du *Traité sur l'Antarctique*, le premier décembre 1959, Rés. AG 3877 (XXXVIII), Doc. Off. AG NU, 38e session (1983), en ligne : https://documents.ats.aq/ats/treaty_original.pdf, (Consulté le 24 mars 2020).

³⁵⁴ La prise en considération des générations futures est un point de convergence en matière de patrimoine commun. Il est généralement entendu qu'elle s'infère des références à l'humanité tout entière qui a un caractère transtemporel, ou du souci d'une gestion rationnelle.

³⁵⁵ Gérard MARCOU, « Patrimoine commun et État gardien, Quels équivalents en droit public français? », *Dans L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien, Aspects juridiques nationaux, transnationaux et internationaux*, Édition Yvon Blais, 2012, p. 183.

³⁵⁶ Alexandre Kiss a proposé de classer le patrimoine commun de l'humanité en deux groupes distincts : « par nature » et « par affectation ». Alexandre-Charles Kiss « La notion de patrimoine commun de l'humanité », *dans Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye*, vol. 175, 1982-II, p. 116.

³⁵⁷ Nadia BELAÏDI et Agathe EUZEN, « De la chose commune au patrimoine commun, Regards croisés sur les valeurs sociales de l'accès à l'eau », *in Mondes en développement, De Boeck Supérieur*, 2009/1, n° 145, p. 62.

³⁵⁸ Paul Frédéric GIRARD, *Manuel élémentaire de droit romain*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2003, p. 261.

propre intérêt. À ce titre, il incombe à chacun de chercher à protéger les biens communs, c'est-à-dire les biens qui ne peuvent être gérés et protégés que par la communauté »³⁵⁹.

Parmi les biens considérés comme patrimoine commun de l'humanité « par nature », on trouve à titre d'exemple, l'océan, l'Antarctique ou l'espace extra-atmosphérique, qui regroupent des biens ou des domaines en dehors des assiettes territoriales étatiques. Néanmoins, « juridiquement [...] les seuls espaces relevant de cette catégorie sont la lune et les corps célestes, l'orbite des satellites géostationnaires et le spectre des fréquences radioélectriques, les grands fonds marins. Le reste est de l'ordre de l'incantation et n'engage pas les États, ou bien fait l'objet de déclarations peu contraignantes, telle la liste des biens inscrits au patrimoine culturel et naturel de l'UNESCO, et, plus récemment, le génome humain »³⁶⁰.

D'autre part, on distingue également « le patrimoine commun de l'humanité par affectation », par lequel on vise les biens d'intérêt commun qui se situent sous l'égide de la souveraineté d'un État, tel que le Caucase de l'Ouest en Russie et la forêt amazonienne au Brésil, etc. En d'autres termes, même si leur jouissance et préservation intéressent toute l'humanité, ils sont reconnus comme des biens appartenant au pays à l'intérieur duquel ils se localisent territorialement.

Ainsi, il existe certains biens naturels demeurant sous la souveraineté des États, mais qui présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière³⁶¹.

Un exemple de patrimoine commun de l'humanité « par affectation » est la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel* de l'UNESCO³⁶². Bien que cette convention utilise l'expression « patrimoine mondial » plutôt que « patrimoine

³⁵⁹ Martine REMOND-GOUILLOU, *Du droit de détruire*, Paris, P.U.F., 1989, p. 149.

³⁶⁰ Marie-Claude SMOUTS, « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », dans *Patrimoines naturels au Sud : Territoires, identités et stratégies locales*, Marseille, I.R.D éditions, 2005, p. 41.

³⁶¹ Jean-Marc LAVIELLE, *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques, les défis*, Paris, Ellipses, 2003, p. 21.

³⁶² *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, UNESCO, Adoptée par la Conférence générale à sa dix-septième session Paris, 16 novembre 1972, en ligne : <https://whc.unesco.org/fr/conventiontexte/>, (Consulté le 4 février 2020).

commun de l'humanité », l'objectif recherché est équivalent et la décision pour l'utilisation d'une expression plutôt que l'autre, selon Graham Nicholson, n'a été que « in deference to the sovereign rights of states that wished to retain ultimate control over world heritage sites within their boundaries »³⁶³.

De plus, selon Alexandre Kiss, la Convention de l'UNESCO, tout comme celle sur le droit de la mer³⁶⁴ ou le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes³⁶⁵, « consacre le principe que certains biens se trouvant sous la souveraineté d'États ont un intérêt qui concerne toute l'humanité et que, de ce fait, ils doivent être conservés par les soins de la communauté internationale tout entière »³⁶⁶.

En revanche, la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* de l'UNESCO est différente de celle sur le droit de la mer et celui sur la lune et les autres corps célestes³⁶⁷, et a pour objectif la préservation du « patrimoine culturel et naturel [...] situé pour l'essentiel à l'intérieur des frontières étatiques »³⁶⁸. Par conséquent, cette particularité fait que « [...] le concept de patrimoine mondial », tel qu'il a été élaboré dans le cadre de l'UNESCO ne correspond pas aux critères habituels de définition du concept de patrimoine commun de l'humanité; ni le principe de non-appropriation, ni le partage équitable des coûts et des bénéfices, ni gestion supranationale ne sont ici à l'ordre du jour »³⁶⁹.

³⁶³ Graham NICHOLSON, « The Common Heritage of Mankind and Mining: An Analysis of the Law as to the High Seas, Outer Space, the Antarctic and World Heritage », (2002) 6 *New Zealand Journal of Environmental Law* 17, p. 195.

³⁶⁴ *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, Montego Bay, 10 décembre 1982, Recueil des Traités, vol. 1834, p. 3.

³⁶⁵ *Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes*, 5 décembre 1979 [1984] 1363 R.T.N.U 13, n° 23002.

³⁶⁶ Alexandre-Charles Kiss, préc., note 342, p. 171.

³⁶⁷ La *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* et le *Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes*, ont servi de base pour établir un modèle permettant l'identification d'un bien comme faisant partie du patrimoine commun de l'humanité.

³⁶⁸ Sylvie PAQUEROT, *Le statut des ressources vitales en droit international : essai sur le concept de patrimoine commun de l'humanité*, préf. de Riccardo Petrella, Bruxelles, Bruylant, 2002, p. 118.

³⁶⁹ Sylvie PAQUEROT, préc., note 354, p. 121.

Dans cette optique, le régime du patrimoine commun de l'humanité est axé sur l'utilisation et l'exploitation du patrimoine commun au nom de l'humanité, alors que le patrimoine mondial évacue l'idée de l'exploitation, n'invoquant que la préservation du bien mondial. Autrement dit, le patrimoine mondial se concentre sur la gestion du bien dans sa globalité, alors que le patrimoine commun de l'humanité se concentre davantage sur les règles d'exploitation.

C'est ainsi que plusieurs conventions ont créé un statut international en faveur d'espaces ou d'espèces considérés comme patrimoine commun de l'humanité, parmi lesquelles, la Convention de Ramsar du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, la Convention de Bonn du 2 juin 1979 relative à la Convention des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et la Convention de Paris de 1972 sur le patrimoine mondial culturel et naturel.

À ce stade de l'analyse, une question se pose à propos de la diversité biologique : est-elle considérée par le droit international de l'environnement comme relevant du patrimoine commun de l'humanité ?

Certes, la Convention régionale relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe du 19 Septembre 1979 reconnaît que la faune et la flore constituent « un patrimoine naturel...qu'il importe de préserver et de transmettre aux générations futures »³⁷⁰. Toutefois, comme le souligne Jean-Marc Lavieille, « à la Conférence de Rio la souveraineté étatique l'a emporté »³⁷¹. En effet, « les États ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources selon leur politique d'environnement et de développement [...] »³⁷². Mais les ressources biologiques ne devraient-elles pas faire partie d'un patrimoine commun de l'humanité ? Le professeur Nicolas De Sadeleer répond par l'affirmative en considérant que « la reconnaissance de la biodiversité comme partie intégrante d'un patrimoine naturel de l'humanité à conserver dans l'intérêt des générations futures constitue une étape indispensable à la mise en œuvre d'une politique préventive de la protection du

³⁷⁰ *Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe* (1979), Conseil de l'Europe, en ligne : <https://rm.coe.int/1680078b0e> (Consulté le 14 mars 2020).

³⁷¹ Jean-Marc LAVIEILLE, *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques, les défis*, Paris, Ellipses, 2003, p. 21.

³⁷² Principe 2 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, préc., note 76.

milieu naturel »³⁷³.

Notons à cet égard que la CIJ a souligné l'importance et la grande valeur de la biodiversité³⁷⁴ dans son arrêt du 2 février 2018 relatif aux certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), en considérant que : « [...] pour ce qui est des services liés à la biodiversité [...], l'« analyse corrigée » ne tient pas suffisamment compte de l'importance particulière que revêtent de tels services dans une zone humide sous protection internationale, où la biodiversité est d'une grande valeur selon le Secrétariat de la convention de Ramsar. Quelle que soit la repousse qui se produira naturellement, il est peu probable qu'elle génère dans un proche avenir une biodiversité aussi riche que celle qui existait à l'origine dans la zone »³⁷⁵.

Notons de plus que le préambule de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992 prévoit que « la terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance ».

On voit bien que le trait commun aux deux formes du patrimoine commun de l'humanité est l'intérêt commun de l'humanité ou le bien commun de l'humanité. C'est d'ailleurs cet intérêt qui est l'objectif de la gestion du patrimoine commun de l'humanité.

2.2.2. La gestion du patrimoine commun de l'humanité

Les différents domaines du patrimoine commun de l'humanité présentent une grande variété dans leurs structures de gestion. Toutefois deux modes principaux de gestion

³⁷³ Nicolas DE SADELEER, « Biodiversité : de la protection à la sauvegarde », (1994) 9 *Écologie politique* 25, p. 44.

³⁷⁴ La biodiversité s'entend comme une : « Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes ». Article 2, par. 5 de la *Convention sur la diversité biologique*, N. U., Recueil des Traités, vol. 1760, p. 79, 5 juin 1992.

³⁷⁵ Arrêt de la Cour Internationale de Justice du 2 février 2018, *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, Indemnisation due par la République du Nicaragua à la République du Costa Rica, par. 85. En ligne : <https://www.icj-cij.org/files/case-related/150/150-20180202-JUD-01-00-FR.pdf>, (Consulté le 14 janvier 2020).

méritent d'être signalés.

D'une part, la tâche de gestion du patrimoine commun de l'humanité peut être confiée entièrement à des organes internationaux, depuis l'adoption d'une politique générale jusqu'à l'exécution et l'exploitation. C'est le cas par exemple de l'autorité internationale des fonds marins³⁷⁶.

D'autre part, la règle commune paraît être une combinaison entre l'action menée par un organisme international et celle des États. En effet, l'organisme international adopte alors la politique générale à suivre et exerce éventuellement une sorte de contrôle sur les États, qui sont chargés de la mise en œuvre de cette politique.

Ceci dit, la notion de patrimoine commun de l'humanité manque d'avoir un concept cohérent, ce qui pose des problèmes au niveau juridique. Tout d'abord, « it is important to note that there are as many opinions as there are authors. There is no coherent concept of common heritage of mankind which tells the international community the « do's and don'ts ». Thus, it is always a matter of choice, a matter of preference, and perhaps, a matter of agenda what is included in the definition of the common heritage of mankind. However, a useful working definition, attractive in its simplicity, is provided by Ballah. He states (be it right or wrong), that « its two main elements are (i) ownership by all and (ii) non-appropriation by any ». Second important note is the fact that there is no one concept of « common heritage of mankind » that applies to all regimes collectively and in a uniform manner. There are as many doctrines as there are regimes. With these two observations in mind, it would seem hopeless, and perhaps useless, to try to come up with any reasonable all-inclusive definition of the concept. However, as it was noted [...], the areas that are generally considered to be common heritage have several characteristics in common »³⁷⁷.

Ensuite, les traités prévoyant l'institution d'un patrimoine commun de l'humanité normalement ne pourraient être invoqués de ce point de vue que s'ils liaient juridiquement

³⁷⁶ Voir plus la gestion des fonds marins : Christophe KROLIK, « Les grands fonds marins, patrimoine commun de l'humanité, vont être exploités. Mais selon quel régime juridique ? », *Dans Revue juridique de l'environnement*, 2011/1, Volume 36, 2011, pp. 191 à 194.

³⁷⁷ Erikki HOLMILA, « Common Heritage of Mankind in the Law of the Sea », (2005) 1 *Acta Societatis Martensis* 187, p. 195.

tous les États de la planète. Par conséquent, « créer un patrimoine commun de l'humanité devrait être en principe le fait de toute l'humanité représentée par tous les États du monde »³⁷⁸. Or, tel n'est pas le cas. La question se pose donc de savoir si les dispositions conventionnelles intervenues dans ce domaine sont valables « erga omnes »³⁷⁹, c'est à dire si elles sont opposables à des États non contractants³⁸⁰.

La définition même du patrimoine commun de l'humanité et la nécessité d'une action universelle afin de préserver ce patrimoine nous oblige à adopter une réponse positive à cette question. Or, une telle position serait contraire à l'autonomie de volonté des États et apporterait, par conséquent, une limitation à la souveraineté étatique.

On entend « par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les États parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine »³⁸¹. Toutefois, « en respectant pleinement la souveraineté des États sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel [...], et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les États parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer »³⁸².

En d'autres termes, il s'agit d'un système d'aide aux États intéressés à protéger leur propre patrimoine. En réalité, « les textes reconnaissant juridiquement la notion de patrimoine commun de l'humanité ne soumettent les États capables d'exploiter ce

³⁷⁸ Alexandre Kiss, « Le statut de l'environnement au futur », dans *L'écologie et la loi*, Alexandre Kiss (dir.), Paris, Ed. L'Harmattan, 1989, p. 232.

³⁷⁹ « Une obligation *erga omnes* est : a) une obligation relevant du droit international général à laquelle un État est tenu en toutes circonstances envers la communauté internationale, en raison de ses valeurs communes et de son intérêt à ce que cette obligation soit respectée, de telle sorte que sa violation autorise tous les États à réagir ; ou b) une obligation relevant d'un traité multilatéral à laquelle un État partie à ce traité est tenu en toutes circonstances envers tous les autres États parties au traité, en raison des valeurs qui leur sont communes et de leur intérêt à ce que cette obligation soit respectée, de telle sorte que sa violation autorise tous ces autres États à réagir ». Article premier de l'Institut de Droit international, *Les obligations et les droits erga omnes en droit international*, (2005) Vol. 71, Tome II.

³⁸⁰ Alexandre Kiss, préc., note 364, p. 232.

³⁸¹ Article 7 de la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, UNESCO, Adoptée par la Conférence générale à sa dix-septième session Paris, 16 novembre 1972, en ligne : <<https://whc.unesco.org/archive/convention-fr.pdf>> , (Consulté le 4 février 2020).

³⁸² *Id.*, préc., note 367, article 6.

patrimoine qu'à des obligations vagues et donnent peu de garantie aux autres États quant au partage des bénéfices qui pourraient être tirés de cette exploitation »³⁸³.

Ainsi, l'absence d'application concrète du concept de patrimoine commun de l'humanité, consacré juridiquement il y a plus de trois décennies aujourd'hui, mais qui tarde à prendre son envol, ne permet pas d'apprécier son efficacité et amène à se questionner sur sa légitimité³⁸⁴.

Le concept de patrimoine commun de l'humanité, « malgré les valeurs et les finalités qu'il cherchait à exprimer, ne pouvait assurer un fondement valide aux constructions juridiques destinées à organiser la destination universelle des biens »³⁸⁵. D'ailleurs, « l'application généralisée de la notion de patrimoine commun de l'humanité, partout où elle peut l'être en droit international, relève encore de toute évidence, au stade actuel de l'évolution de notre humanité, de la science-fiction du droit »³⁸⁶.

En effet, bien que la conscience de la communauté internationale ait évolué par rapport à la préservation de l'environnement, la structure géopolitique des États et la configuration du droit international, basé sur le principe de la souveraineté, constituent une barrière à la mise en place d'un instrument juridique capable de défendre notamment le patrimoine commun de l'humanité « par affectation ». C'est pour cette raison que l'internationalisation de la sauvegarde de l'environnement devient une nécessité.

Section III : Internationalisation de la sauvegarde de l'environnement

Une question préliminaire se pose avant toute analyse sur cette question de la nécessité de l'internationalisation de la sauvegarde de l'environnement : pourquoi une protection

³⁸³ Marie-Claude SMOUTS, « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », dans *Patrimoines naturels au Sud : Territoires, identités et stratégies locales*, Marseille, I.R.D éditions, 2005, p. 45.

³⁸⁴ Carol R. BUXTON, « Property in Outer Space: The Common Heritage of Mankind Principle vs. the First in Time, First in Right, Rule of Property », (2004) 69, in *Journal of Air law and Commerce*, p. 689 et 690.

³⁸⁵ Sylvie PAQUEROT, « Les patrimoines en droit international public : portée et limites », Dans *L'environnement notre patrimoine commun et son État gardien, Aspects juridiques nationaux, transnationaux et internationaux*, Édition Yvon Blais, 2012, p. 34.

³⁸⁶ Mohamed BEDJAOUI, *Pour un nouvel ordre économique international*, Paris, UNESCO, 1979, p. 245.

internationale de l'environnement ? Trois raisons au moins rendent l'internationalisation de la sauvegarde de l'environnement indispensable.

D'abord, le cadre étatique est dépassé par le caractère international de l'environnement et par l'interdépendance des différents secteurs de l'environnement. Autrement dit, il faut une réponse internationale à des phénomènes qui ont de plus en plus tendance à s'internationaliser.

Ensuite, face à l'importance de certains problèmes écologiques, les seuls moyens de nature étatique peuvent être insuffisants, c'est-à-dire, il faut regrouper les moyens et unifier les efforts, d'où une coopération internationale qui s'impose.

Enfin, des facteurs économiques jouent aussi un rôle dans l'internationalisation de la protection de l'environnement. En effet, d'une part l'État qui prend des mesures pour protéger l'environnement doit estimer les coûts croissants qui sont supportés par son économie. Les coûts vont entre autres se refléter dans les prix à l'exportation des produits nationaux. Ainsi, les États favorables à la protection de l'environnement seront désavantagés sur le marché international par rapport à leurs concurrents. D'autre part, le problème de l'exportation de la pollution est un autre aspect de l'internationalisation de la protection de l'environnement dans la mesure où elle impose une harmonisation des législations nationales.

Ceci étant dit, tous ces éléments ont été à l'origine d'une conscience écologique des États. Celle-ci s'est traduite par un ensemble de règles juridiques internationales dont l'objectif est la protection de l'environnement, ainsi que par la création d'un ensemble d'institutions chargées de la mise en œuvre du droit international de l'environnement.

Tel que mentionné précédemment, les véritables débuts du droit international de l'environnement se situent vers la fin des années soixante. Depuis, on a pu distinguer trois types de réglementation³⁸⁷, une réglementation sectorielle, une réglementation transversale et une réglementation globalisante. C'est cette dernière qui doit attirer notre attention, car elle est plus en adéquation avec le caractère global de l'environnement. Cette approche

³⁸⁷ Alexandre Kiss, préc., note 325, p. 6 et ss.

globalisante s'est traduite par l'adoption de principes universels intégrés (3.1).

À côté de ces principes qui guident l'action internationale pour la protection de l'environnement, ne faut-il pas se demander si une obligation générale imposant la préservation de l'environnement ne vient pas de naître en droit international de l'environnement (3.2.) ?

3.1. Les principes du droit international de l'environnement

Certes, le droit international de l'environnement repose sur de grands principes juridiques proclamés dans des déclarations et inscrits dans plusieurs conventions. Ces principes sont très nombreux et ne cessent de se consolider. Mais deux d'entre eux méritent, à notre avis, d'être analysés davantage étant donné leur importance pour la protection de l'environnement, et vu leur caractère général qui leur permet d'englober les autres principes. Le premier est le principe du développement durable (3.1.1.), et le second le principe de coopération entre tous les États (3.1.2).

3.1.1. Le principe de développement durable

Bien que *la Déclaration de Stockholm sur l'environnement* de 1972 ne manque pas d'évoquer le lien entre développement et environnement (principes 8 à 12, 20 et 23), le principe de développement durable n'a été définitivement et solennellement exprimé que par *la Déclaration de Rio* de 1992 intitulée déjà *Déclaration sur l'environnement et le développement*. C'est ainsi que le principe 1 prévoit que tout individu a « droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ».

À son tour, le principe 4 affirme que « la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément ». Depuis, la plupart des instruments juridiques relatifs à la protection de l'environnement ne cessent de rappeler et de confirmer le principe de développement durable. On peut citer à titre d'exemple ; le *Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation*,

et l'agriculture de 2001, la *Convention de Minamata sur le mercure* de 2013 et l'*Accord de Paris sur le Climat* de 2015.

Qu'en est-il maintenant du contenu lui-même de ce principe ? Le concept de développement durable contient deux idées principales. Il s'agit d'abord, de concilier les exigences du développement et celles de la protection l'environnement³⁸⁸. Cette conciliation ne peut se faire qu'à travers une vision intégrée des exigences environnementales et de développement économique, c'est ce que prévoit d'ailleurs, clairement le principe 4 de la *Déclaration de Rio*. Basé sur ce principe, le projet de pacte sur l'environnement et le développement élaboré par l'Union mondiale pour la conservation de la nature insiste sur cette idée d'intégration de l'environnement et du développement³⁸⁹.

Il s'agit ensuite, de concilier entre la satisfaction des besoins présents avec celle des intérêts des générations futures. Ainsi, le principe 3 de la *Déclaration de Rio* énonce que « le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures ». Cette idée a été traduite par l'expression « équité intergénérationnelle ».

Ceci dit, il faut remarquer que le « développement durable » est une notion très générale comme le souligne Virginie Barral, « le développement durable serait ainsi défini comme une clé herméneutique à fonctions multiples, permettant notamment d'ouvrir les portes de diverses techniques interprétatives et conférant au juge un pouvoir accru et une marge de manœuvre non négligeable dans sa fonction d'interprétation du droit »³⁹⁰.

Ainsi, on peut déduire que des principes comme l'exploitation rationnelle et équitable des ressources naturelles ou la prévention et la précaution sont indispensables à la réalisation du développement durable.

Enfin, il ne doit pas nous échapper de noter que le principe du développement durable ne manque pas d'apporter des restrictions à l'exercice de la souveraineté étatique. En effet, son

³⁸⁸ Virginie BARRAL, *Le développement durable en droit international, Essai sue les incidences juridiques d'une norme évolutive*, Bruylant, Bruxelles, 2016, p. 37.

³⁸⁹ Michel PRIEUR, *Droit de l'environnement*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2019.

³⁹⁰ Virginie BARRAL, *Le développement durable en droit international, Essai sue les incidences juridiques d'une norme évolutive*, Bruylant, Bruxelles, 2016, p. 439.

respect exige des États de modifier certains de leurs modes de production et de consommation qui sont non viables (principe 8 de la *Déclaration de Rio* de 1992), ce qui peut limiter la liberté des choix économiques pour l'État et la liberté d'user, à son gré, de ses ressources et richesses économiques.

En outre, l'objectif visé par le concept de développement durable doit conduire à une transformation radicale des rapports internationaux vers une relation de partenariat mondiale impliquant tous les acteurs du droit international.

3.1.2. Le principe de coopération

Important en droit international public, comme l'écrit Jean-Marc Lavieille, « le principe de coopération est omniprésent et essentiel en droit international de l'environnement ».³⁹¹ En effet, dans le domaine de la protection de l'environnement, la coopération internationale est nécessaire pour préserver l'environnement dans sa totalité, aussi bien pour les États sur leurs territoires, que pour l'espace ne relevant d'aucune juridiction.

Cette nécessité de coopérer est imposée par la globalité de l'écosystème et par l'apparition de nombreux problèmes écologiques qui « ne peuvent être résolus par la simple adoption d'une réglementation, mais ils ont besoin d'une coopération suivie entre les États »³⁹².

Dans le même ordre d'idée, on peut constater que les atteintes à l'environnement sont un phénomène par nature transnational qui nécessite pour sa maîtrise une coopération des États. À cet égard, « les États se trouvent dans un état d'interdépendance en ce sens que les souverainetés isolées sont impuissantes »³⁹³.

Par exemple, pour faire face aux changements climatiques, une riposte mondiale s'impose³⁹⁴ afin de promouvoir « [...] changes in state behaviour that are necessary to effectively address the contemporary challenges of climate change; it is a foundation in

³⁹¹ Jean-Marc LAVIEILLE, *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques, les défis*, Paris, Ellipses, 2003, p. 89.

³⁹² Alexandre Kiss, préc., note 5, p. 81.

³⁹³ *Id.*

³⁹⁴ Article 2 de l'*Accord de Paris sur le Climat* de 2015, préc., note 99.

need of further development if not reconceptualization »³⁹⁵. « [...] unless the international community modifies its collective behaviour —by reducing emissions of greenhouse gases substantially—we will witness further warming of the planet and continued changes in all components of the climate system. These changes will be significant »³⁹⁶.

Dans ce cas, la coopération devient « une obligation générale du droit international et également inhérente et sous-jacente à l'ensemble du droit international du changement climatique, bien qu'elle soit soumise au principe de la souveraineté. Les instruments de lutte mondiale contre le changement climatique précisent effectivement que le caractère planétaire des changements climatiques requiert de tous les pays qu'ils coopèrent le plus possible et participent à une action internationale »³⁹⁷.

L'importance ainsi dégagée du principe de coopération dans le domaine de protection de l'environnement a fait que ce principe figure dans la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux en la matière.

Du point de vue déclaratoire, il est consacré par la *Déclaration de Stockholm* dans le principe 24 « les questions internationales se rapportant à la protection et l'amélioration de l'environnement devraient être abordées dans un esprit de coopération par tous les pays... »³⁹⁸. À son tour, la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* est largement fondée sur le principe de coopération, le principe 7 établit que « les États doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre ».

Du point de vue conventionnel, le principe de coopération est consacré par exemple dans *l'Accord de Paris de 2015 sur le climat*³⁹⁹ dans le préambule et dans les articles : 7, 8, 10 et 14, ainsi que dans la *Convention sur la biodiversité* dans l'article 5⁴⁰⁰. Il est aussi présent

³⁹⁵ Cinnamon P. CARLARNE, Kevin R. GRAY, Richard TARASOFKY (Eds.), *The Oxford Handbook of International Climate Change Law*, Oxford University Press, 2016, p. 5.

³⁹⁶ *Id.*, p. 6.

³⁹⁷ Jochen SOHNLE, « Les éléments territoriaux naturels mobiles subissant les conséquences du changement climatique : esquisse d'un régime de droit international en devenir », dans *Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, mai 2018, p. 7.

³⁹⁸ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, préc., note 93.

³⁹⁹ *Accord de Paris de 2015 sur le climat*, préc., note 99.

⁴⁰⁰ *Convention sur la diversité biologique*, préc., note 16.

dans la *Convention sur le droit de la mer* (article 197)⁴⁰¹.

En effet, la coopération internationale est progressivement érigée en une obligation très générale qui se décompose, en fait, en une série d'obligations spécifiques correspondant à leur tour à un certain nombre de principes reconnus par le droit international de l'environnement et qui sont indispensables pour prévenir, réduire et éliminer les atteintes à l'environnement.

Ainsi, l'obligation de coopérer, « produit ses effets aussi bien en amont, en vue de la préservation des dommages transfrontières, qu'en aval, pour limiter ceux-ci une fois qu'ils se sont produits »⁴⁰².

D'abord, concernant la prévention, la coopération se traduit par, en premier lieu, un devoir de consultation entre les États sur les mesures préventives. Ce principe est consacré entre autres par la *Convention d'Helsinki de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels*⁴⁰³.

En second lieu, une obligation d'évaluation d'impact sur l'environnement prévue surtout par la *Convention d'Espoo sur l'évaluation d'impact sur l'environnement* dans un contexte transfrontière⁴⁰⁴. Ensuite, l'obligation de coopérer est toujours d'importance cruciale lorsqu'un dommage à l'environnement apparaît imminent ou s'est produit et s'il s'agit de l'éliminer ou d'en limiter les effets. Dans cette hypothèse, le principe de coopération implique pour l'État d'origine de la pollution l'obligation de notifier la survenance du dommage et pour les autres États le devoir d'assistance.

Il faut noter, en outre, que le principe de coopération garde toute son importance même en l'absence de tout dommage transfrontière. À cet égard, l'accent est surtout mis par le

⁴⁰¹ *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* (avec annexes, acte final et procès-verbaux de rectification de l'acte final en date des 3 mars 1986 et 26 juillet 1993) Conclue à Montego Bay le 10 décembre 1982, en ligne http://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf (Consulté le 24 janvier 2020).

⁴⁰² Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1258.

⁴⁰³ *Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels*, N.U., Recueil des Traités, vol. 2105, 19 avril 2000, p. 457.

⁴⁰⁴ *Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière*, Espoo, Finlande, N.U., Recueil des Traités, vol. 1989, 25 février 1991, p. 309.

droit international de l'environnement sur la coopération entre les pays développés et les pays en développement. Dans ce cas, le principe de coopération se traduit par une obligation incombant aux premiers d'assister les seconds, dont par le biais d'une assistance technique par le transfert du savoir-faire écologique et de nouvelles technologies en la matière, et d'une assistance financière visant à aider les pays en développement à remplir leurs obligations environnementales⁴⁰⁵, surtout du fait que la protection et la préservation de l'environnement tend à devenir une obligation générale qui s'impose à tous.

3.2. Vers une obligation générale de préserver l'environnement

Tous les principes du droit international de l'environnement vu jusqu'ici s'articulent dans le cadre d'un autre principe plus général que l'on peut considérer comme le fondement de tout le droit international de l'environnement, soit le devoir de protéger et de préserver l'environnement. Ce principe est omniprésent en droit international de l'environnement, tant sur le plan régional que mondial.

En effet, d'une part la plupart des Conventions régionales en la matière prévoient l'obligation pour les États de sauvegarder l'environnement. En Europe, c'est le cas par exemple de la *Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe*⁴⁰⁶. En Afrique, on peut citer la *Convention sur la protection de la nature et des ressources naturelles* qui prévoit dans son article 2 que « la présente convention a pour objectifs : d'améliorer la protection de l'environnement, de promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles... »⁴⁰⁷.

⁴⁰⁵ Article 10 de l'*Accord de Paris de 2015 sur le Climat* prévoit que « ...Un appui, financier notamment, est fourni aux pays en développement Parties aux fins de l'application du présent article, y compris pour le renforcement d'une action de coopération en matière de mise au point et de transfert de technologies à différents stades du cycle technologique, en vue de parvenir à un équilibre entre l'appui à l'atténuation et l'appui à l'adaptation. Le bilan mondial prévu à l'article 14 prend en compte les informations disponibles sur les activités d'appui à la mise au point et au transfert de technologies en faveur des pays en développement Parties ».

⁴⁰⁶ *Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe*, Série des traités européens n° 104, (1979) Conseil de l'Europe, en ligne : Conseil de l'Europe <https://rm.coe.int/1680078b0e>

⁴⁰⁷ *Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles*, Alger 15 septembre 1968, ratifiée par décret 68-277 du 23 novembre 1968, J.O.HV. du 23 janvier 1969, p.59.

D'autre part, au niveau mondial, la plupart des conventions en la matière imposent l'obligation de protéger et de préserver l'environnement. Ainsi, *la Convention sur la diversité biologique* prévoit les mesures à prendre pour assurer la préservation des ressources biologiques. De même, *l'Accord de Paris* sur le climat prévoit que les parties devraient protéger le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures⁴⁰⁸.

Ainsi, on remarque que ces instruments visent la protection et la préservation de l'environnement, mais dans des domaines spécifiques ou pour des régions déterminées. À cet égard, on peut considérer que la formation d'un principe général créant une obligation d'ensemble est exceptionnelle.

Toutefois, une étude approfondie du droit international de l'environnement pourrait peut-être nous permettre de dégager que cette obligation générale n'est pas du tout absente. En effet, l'idée que l'environnement mondial est d'intérêt commun pour l'humanité ou qu'il est un patrimoine commun de l'humanité, ne peut qu'imposer à tous les États sans exception sa protection. Aussi, la référence au droit de l'homme à l'environnement peut nous être utile à cet égard.

En effet, ce droit désormais reconnu tant par le droit interne que par le droit international, n'est en fin de compte qu'un droit à la conservation de l'environnement, comme on l'a déjà montré. Or à tout droit correspond un devoir. Donc le droit de l'homme à l'environnement engendre une obligation générale, correspondant à sa généralité, incombant à tous les États du monde⁴⁰⁹.

Ceci dit, deux questions se posent : quel est le contenu d'une telle obligation ? et quelle est sa valeur juridique ?

⁴⁰⁸ Le préambule de l'*Accord de Paris de 2015 sur le Climat* prévoit que « Conscientes que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière et que, lorsqu'elles prennent des mesures face à ces changements, les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'Homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations ».

⁴⁰⁹ Hélène TRUDEAU, *Cours du droit international de l'environnement*, Université de Montréal, 2016.

3.2.1. Contenu de l'obligation de préserver l'environnement

À l'évidence, les deux termes (protection et préservation) n'ont pas la même signification. En effet, la protection peut être considérée comme un principe général qui préconise de s'abstenir d'activité dangereuse et de prendre des mesures positives pour s'assurer qu'aucune détérioration de l'environnement ne se produit. Alors que la préservation inclut des perspectives à long terme qui prennent en compte les droits et les intérêts des futures générations en faveur de qui les ressources naturelles devraient être sauvegardées.

Ceci étant, l'obligation de préserver et de protéger de l'environnement est une obligation juridique très générale qui se décompose en fait en une série d'obligations spécifiques. La première, peut-être la plus importante de ces obligations, est sans doute celle de prévention. En effet, le caractère souvent irréparable des dommages causés à l'environnement a fait de la prévention « la règle d'or » pour la préservation de l'environnement.

Ainsi, consacré par le principe 21 de la *Déclaration de Stockholm*, confirmé par le principe 2 de la *Déclaration de Rio*, le devoir de prévention est prévu par de nombreuses conventions. D'ailleurs, l'objectif de la quasi-totalité des instruments du droit international de l'environnement est de prévenir la détérioration de l'environnement.

Enfin, le principe de prévention a été même explicité par la CIJ dans son arrêt du 25 septembre 1997, affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)⁴¹⁰. De plus, dans son arrêt du 16 décembre 2015 relatifs à certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan, la CIJ prévoit que : « le principe de prévention, en tant que règle coutumière, trouve son origine dans la diligence requise (« due diligence ») de l'État sur son territoire. Il s'agit de « l'obligation, pour tout État, de ne pas laisser utiliser son territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres

⁴¹⁰ La cour constate que « dans le domaine de la protection de l'environnement, la vigilance et la prévention s'imposent en raison du caractère souvent irréversible des dommages causés à l'environnement et des limites inhérents au mécanisme de réparation de ce type de dommage ». Par. 140 al. 3., *Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie / Slovaquie)* (1997) C.I.J.

États » [...]. En effet, l'État est tenu de mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour éviter que les activités qui se déroulent sur son territoire, ou sur tout espace relevant de sa juridiction, ne causent un préjudice sensible à l'environnement d'un autre État »⁴¹¹.

Toujours, dans le même esprit de prévention, la deuxième obligation qui incombe à tous les États pour préserver l'environnement est la précaution.

En effet, la précaution comme la prévention, cherche à éviter les dommages à l'environnement. Mais elle doit être appliquée face à un risque inconnu ou mal connu dont les conséquences peuvent être graves ou irréversibles. Ce principe de précaution a été proclamé par la *Déclaration de Rio* dans son principe 15 qui prévoit que « pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États ».

Un troisième principe, engendré par l'obligation de préserver l'environnement, est le devoir d'évaluer les activités pouvant avoir des effets nocifs sur l'environnement. Ce devoir est prévu par le principe 17 de la *Déclaration de Stockholm*. Cette obligation est aussi mentionnée dans plusieurs conventions, la plus importante d'entre elles est, sans doute, la *Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'environnement dans un contexte transfrontière* du 1991.

Enfin, faut-il rappeler ici que l'obligation pour tous les États de coopérer est nécessaire, voire indispensable, pour pouvoir remplir leur devoir de préserver et de protéger l'environnement, désormais érigé en une obligation générale s'imposant à tous. Ceci nous amène maintenant à l'étude de la valeur juridique de cette obligation.

3.2.2. Valeur juridique de l'obligation de préserver l'environnement

Sous le titre « caractères des normes » du droit international de l'environnement, le professeur Quoc Dinh considère les obligations des États en la matière comme étant des

⁴¹¹ Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), arrêt, C.I.J. Recueil 2015, p. 706, par. 104.

« domaines privilégiés de la soft law »⁴¹². Ceci est vrai pour au moins deux raisons.

D'abord, du point de vue de la nature juridique des instruments du droit international de l'environnement, on remarque qu'il repose sur des instruments formellement non obligatoires. En effet, relève de cette catégorie les déclarations de principes à qui le droit international de l'environnement doit son développement. Ainsi que le nombre important des résolutions sans caractère obligatoire adoptées en la matière par l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est le cas aussi des textes multiples adoptés par les conférences des parties aux conventions conclues dans le domaine de la protection de l'environnement.

Ensuite, et c'est ce qui est frappant, le contenu des conventions conclues en la matière, qui sont formellement des instruments juridiques obligatoires, est marqué par son caractère extrêmement général et peu contraignant.

Toutefois, les règles du droit international de l'environnement connaissent une évolution et ce qui est plus important, pensent certains auteurs c'est qu'elles n'appartiennent plus majoritairement au domaine de la « soft law »⁴¹³, mais certaines d'entre elles ont même acquis le caractère de norme de « jus cogens ». Dans le domaine du droit international de l'environnement, l'exemple le plus marquant à cet égard est sans doute le principe de prévention [...].

Ce principe, qui est actuellement considéré comme l'une des pierres angulaires du droit international de l'environnement, ne doit pas son caractère juridiquement contraignant à son inclusion dans certain nombre d'instruments de « soft law », dont les Déclarations de Stockholm et de Rio, mais à sa source coutumière, reconnue par la Cour internationale de Justice à plusieurs reprises. En revanche, la CIJ n'aurait probablement pas conclu au caractère coutumier dudit principe si celui-ci n'avait pas été recueilli dans ces instruments

⁴¹² Patrick DAILLIER, Mathias FORTEAU, Nguyen QUOC DINH et Alain PELLET, préc., note 19, p. 1253.

⁴¹³ Le « soft law » a joué un rôle de premier ordre dans le développement du droit international de l'environnement depuis ses origines modernes. L'adjectif « soft » ou « souple » signifie que cet instrument n'est en tant que tel pas juridiquement contraignant, indépendant de son contenu. Le contenu dudit instrument peut, en revanche, être juridiquement contraignant en vertu d'une autre cause. Pierre-Marie DUPUY, Jorge E. VINALES, Introduction au droit international de l'environnement, Bruylant, Bruxelles, 2015, p. 58 et 59.

de « soft law »⁴¹⁴.

En effet, paradoxalement, alors que, dans l'ensemble, le droit international de l'environnement relève dans une large mesure de la « soft law », certaines règles peuvent imposer des obligations dont la non-exécution pourrait donner lieu à un crime international. Tout d'abord, il faut noter que « la notion de crime contre l'environnement n'est pas inconnue en droit international »⁴¹⁵. Cette notion « est sans doute jeune, elle n'en a pas moins acquis une maturité juridique certaine »⁴¹⁶.

La criminalité environnementale se définit schématiquement comme « une infraction pénale à la législation de protection de l'environnement, c'est-à-dire une activité pénalement prohibée, notamment constitutive d'un commerce illégal d'animaux ou d'espèces en danger, [...] ou de matières appauvrissant la couche d'ozone ainsi qu'une pollution illicite par déchets ou un trafic de déchets dangereux »⁴¹⁷.

L'article 19 du Projet de CDI relatif à la responsabilité des États, adoptée en première lecture en 1980, consacrait la définition de crime international et prévoyait qu'un crime international peut résulter entre autres, « d'une violation grave d'une obligation essentielle pour la préservation de l'environnement humain, comme celles interdisant la pollution massive de l'atmosphère ou des mers »⁴¹⁸.

La notion de crime international concerne donc les atteintes à l'environnement⁴¹⁹. Ceci

⁴¹⁴ *Id*, p. 59.

⁴¹⁵ Sylvie PAQUEROT, « Crimes environnementaux : si la pollution de l'eau tue... malheureusement elle rapporte ! », dans *Criminologie*, Volume 49, n° 2, 2016, p. 219.

⁴¹⁶ Hugues HELLIO, « Une convention contre la criminalité environnementale : une révolution ? Non, une circulation ! », dans *Criminologie*, Volume 49, n° 2, 2016, p. 179.

⁴¹⁷ *Id*, p. 179 et 180.

⁴¹⁸ *Annuaire de la Commission du droit international*, Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-huitième session, 3 mai - 23 juillet 1976, vol. I, p. 112. En ligne : https://legal.un.org/ilc/publications/yearbooks/french/ilc_1976_v2_p2.pdf, (Consulté le 24 janvier 2020).

⁴¹⁹ La jurisprudence internationale a établi certains critères par lesquels on peut définir un crime international contre l'environnement. Dans l'affaire Procureur c. Krstic par exemple, le Tribunal Pénal International a tenté de définir ce type de crime en déclarant que « la destruction physique ou biologique s'accompagne souvent d'atteintes aux biens et symboles culturels et religieux du groupe pris pour cible, atteintes dont il pourra légitimement être tenu compte pour établir l'intention de détruire le groupe physiquement ». En application des critères établis par cette décision, il en découle que toute activité susceptible de détruire la biodiversité ou pouvant occasionner la perturbation des écosystèmes et menacer la survie des générations actuelles et futures peut être considérée comme crime environnemental. *Tribunal*

peut être expliqué par le fait que ce dernier représente, désormais, l'un des patrimoines essentiels de l'humanité, au même titre que les droits de l'homme dont il fait d'ailleurs partie⁴²⁰. En outre, cette qualification engendre un régime de responsabilité aggravé.

Le professeur Alberto Herrero de la Fuente considère que la spécificité de ce régime allait se concrétiser dans le fait que non seulement la victime, mais tout État pourrait se considérer lésé puisqu'une obligation « erga omnes⁴²¹ » avait été violée⁴²².

Ainsi, l'obligation de préserver et de protéger l'environnement est une obligation « erga omnes » donc selon la formule de la CIJ dans son arrêt du 5 février 1970 relatif à l'affaire de la Barcelona Traction, concerne tous les États et vu l'importance des droits en cause, tous les États peuvent être considérés comme ayant un intérêt à ce que ces droits soient protégés. S'il ne fait pas de doute que l'obligation de préserver et de protéger l'environnement est « erga omnes »⁴²³, c'est à dire fait partie des obligations des États envers la communauté internationale⁴²⁴. Dans son ensemble, peut-on considérer que cette

Pénal International, Affaire no° IT-98-33-T, Le Procureur c. Radislav KrsticT, 2 août 2001, en ligne : <https://www.icty.org/fr/case/krstic>, (Consulté le 16 février 2020).

⁴²⁰ Joseph DJEMBA KANDJO, *La nécessité d'associer la biopiraterie à la criminalité environnementale pour une meilleure protection des ressources génétiques et des savoirs traditionnels en droit international*, Thèse de Doctorat, Université de Montréal, 2018, p. 48.

⁴²¹ Voir plus sur la notion « erga omnes » : Maurizio Ragazzi, *The Concept of International Obligations Erga Omnes*, Oxford, University Press, 2000, p. 15 et ss. Alexandre DEVILLARD, « L'obligation de faire respecter le droit international humanitaire : l'article 1 commun aux Conventions de Genève et à leur premier Protocole additionnel, fondement d'un droit international humanitaire de coopération ? », dans *Revue Québécoise de droit international*, volume 20-2, 2007, pp. 75-129.

⁴²² Alberto HERRERO DE LA FUENTE, « Protection de l'environnement et sécurité internationale », dans *Les hommes et l'environnement : quels droits pour le vingt-et-unième siècle ?* Paris, Frison-Roche, 1998, p. 297.

⁴²³ Certains auteurs, tel Huei-Jung Ni, considère implicitement la protection de l'environnement comme une norme « erga omnes ». Celui-ci considère que, « Although protection of the environment has not been explicitly referred to as an erga omnes obligation by the World Court, there appears to be general agreement among scholars that the doctrine should extend to the protection of areas beyond national jurisdiction or global common spaces. Further, the separate opinion of Judge Weeramantry in the Gabcikovo-Nagymaros Project case endorsed certain environmental concepts, such as "sustainable development," as having the status of "erga omnes" obligations ». Kuei-Jung Ni, « Third-State Countermeasures for Enforcing International Common Environmental Interests: The Inspiration and Implication of the ILC's Articles on State Responsibility », *Chinese (Taiwan) Yearbook*, Vol. 22, 2004, p. 6 et 7.

⁴²⁴ Bien que les contours de la notion du caractère « erga omnes » des obligations dues à la communauté internationale dans son ensemble soient typiquement flous, les obligations relatives à la protection continue de l'environnement se justifient précisément par le fait que l'environnement appartient à tous. La mondialisation n'a pas internationalisé que les activités économiques et financières. Joseph DJEMBA KANDJO, *La nécessité d'associer la biopiraterie à la criminalité environnementale pour une meilleure protection des*

obligation émane des règles impératives ; c'est à dire du « jus cogens » ?

On est tenté d'adopter une réponse positive à cette question. En effet, d'une part le professeur Juan Antonio Carrillo Salcedo considère que les obligations « erga omnes » découlent souvent d'une règle impérative de droit international général⁴²⁵.

Enfin, on note que la CIJ, dans son arrêt relatif au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie / Slovaquie) du 25 septembre 1997 mentionne l'article 64 de la convention de Vienne qui met fin à un traité à la suite de l'apparition de normes impératives⁴²⁶. Puis, la Cour relève « qu'aucune des parties n'a prétendu que des normes impératives du droit de l'environnement soient nées [...] et la Cour n'aura par suite pas à s'interroger sur la portée de l'article 64 »⁴²⁷.

On est tenté, pense le professeur Jochen Sohnle, « d'en conclure, à contrario, qu'elle serait disposée à examiner le problème à l'avenir ». Il considère, en outre, que, « vue l'importance que la haute juridiction attache dans cet arrêt, aux travaux de la CDI [...] elle pourrait considérer que la pollution massive de l'atmosphère ou des mers est interdite en vertu d'une norme impérative. Mais pourvu que l'on accepte la parenté entre les concepts de crime international et de jus cogens »⁴²⁸.

Dans le même esprit, « *erga omnes* obligations apply to international environmental matters, in spite of their unsettled scope. [...] However, there is general agreement that certain breaches of environmental obligations which cause significant damage or deterioration to global commons in the geographic sense may entitle all States to redress the violations without showing material injury »⁴²⁹.

ressources génétiques et des savoirs traditionnels en droit international, Thèse de Doctorat, Université de Montréal, 2018, p. 265.

⁴²⁵ Juan Antonio Carrillo SALCEDO, *Souveraineté des États et droits de l'homme en droit international contemporain*, Paris, Dalloz, 2016, p. 43.

⁴²⁶ Affaire *relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie / Slovaquie)* (1997) C.I.J.

⁴²⁷ *Id.*

⁴²⁸ Jochen SOHNLE, « Irruption du droit de l'environnement dans la jurisprudence de la CIJ : Affaire Gabčíkovo-Nagymaros », dans *Revue Générale de Droit International Public*, n° 1, 1998, p. 102.

⁴²⁹ Kuei-Jung NI, « Third-State Countermeasures for Enforcing International Common Environmental Interests: The Inspiration and Implication of the ILC's Articles on State Responsibility », *Chinese (Taiwan) Yearbook*, Vol. 22, 2004, p. 46.

Malgré la multiplicité des crimes internationaux contre l'environnement dressés par le PNUE, l'Interpol, l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice..., seulement un certain nombre d'activités peuvent constituer des crimes internationaux contre l'environnement.⁴³⁰ Autrement dit, les atteintes environnementales ne sont pas un crime autonome de droit international. Donc, seules les atteintes graves à l'environnement entrant dans la qualification de l'un des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité sont appréhendées par le droit international⁴³¹.

⁴³⁰ Il s'agit principalement du commerce illégal de la faune et des substances appauvrissant la couche d'ozone, le dumping et le transport illégal de divers types de déchets dangereux (INN), de la pêche illégale, non réglementée et non déclarée, de toute exploitation forestière et de tout commerce illégal de bois. Christian NELLEMAN, Rune HENRIKSEN, Patricia RAXTER, Neville ASH, Elizabeth MREMA, *La crise de la criminalité environnementale - le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable*, Évaluation du PNUE pour une intervention rapide, Programme des Nations Unies pour l'environnement et GRID-Arendal, Nairobi et Arendal, Norvège, 2014.

⁴³¹ Sylvie PAQUEROT, « Crimes environnementaux : si la pollution de l'eau tue... malheureusement elle rapporte ! », dans *Criminologie*, Volume 49, numéro :2, 2016, p. 219.

Conclusion

Dans cette étude, nous avons examiné le rapport entre le droit international de l'environnement et la souveraineté des États. Autrement dit, nous avons tenté de savoir si l'enjeu et l'aspect universel de l'environnement ne modifient pas le principe de souveraineté étatique dans sa définition, ses applications et ses perspectives. De plus, nous nous sommes demandé si la souveraineté étatique favorise ou s'oppose à la protection de l'environnement.

Tout d'abord, nous avons constaté que les problèmes environnementaux contemporains sont d'une telle ampleur que seule une réflexion et éventuelle action intégrées, c'est à dire globales, de tous les pays unissant leurs efforts, peuvent permettre d'y faire face. D'où l'émergence du principe de développement durable et de responsabilité commune mais différenciée. En outre, la prise de conscience de l'unicité de l'écosystème mondial oblige à poser le problème en termes de survie de l'humanité. D'où les concepts de patrimoine commun de l'humanité, de droit de l'homme à un environnement sain, et de droit des générations futures à un environnement équitable.

La protection de l'environnement en effet, nous force à des choix globaux, pour le présent et pour l'avenir de nos descendants. Ainsi, l'environnement nous offre une nouvelle chance d'être solidaires dans la gestion des ressources de l'humanité. Il a donc fallu trouver un équilibre entre les impératifs de la souveraineté nationale d'une part et les exigences d'une protection efficace de l'environnement mondial, d'autre part.

Ensuite, des restrictions et limitations sont apportées à l'exercice de la souveraineté étatique dans le domaine de l'environnement. Toutefois, il s'agit plutôt d'un aménagement de la souveraineté en fonction de nouvelles exigences écologiques qu'une remise en cause de cette souveraineté. Il s'agit plus exactement d'un nouvel usage de la souveraineté, une sorte d'aliénation fonctionnelle qu'exigent les problèmes posés par l'environnement de la bonne volonté des États.

Le principe de souveraineté n'est donc pas contradictoire avec la préservation de l'environnement. C'est plutôt la conception restrictive des souverainetés que les États défendent qui ne correspond pas à cet objectif. Autrement dit, le droit international de

l'environnement, imposant aux États le respect des exigences environnementales, apporte des atténuations, des limitations, des restrictions à l'exercice de la souveraineté étatique, mais sans aller toutefois jusqu'à remettre en cause le principe même de la souveraineté des États, puisqu'il ne cesse de rappeler ce principe.

C'est donc une sorte de conciliation entre les exigences de la souveraineté et celles de l'environnement que le droit international de l'environnement cherche à établir. D'où notre étude sur l'adaptation de la souveraineté étatique aux impératifs de sauvegarde de la biosphère et par là même de l'humanité tout entière.

Dès lors, la problématique que pose la souveraineté étatique dans le domaine de la protection de l'environnement n'est pas due à son concept même, mais à l'utilisation qu'en font la plupart, sinon la totalité des États. Le principe de souveraineté des États est l'un des principes fondamentaux du droit international. La Cour internationale de Justice l'a affirmé d'une manière qui ne laisse pas de doute ; elle l'a considéré comme étant le principe sur lequel repose tout le droit international public⁴³².

Ainsi, les États peuvent encore être dit souverains du moins sur le plan normatif. Il ne doit pas nous échapper de noter qu'en raison de l'inexistence actuellement d'un organisme supranational chargé de contrôler le respect des normes garantissant la sauvegarde de l'environnement, cette tâche est confiée jusqu'ici aux États eux-mêmes. Néanmoins, la structure géopolitique des États et la configuration du droit international, basé sur le principe de la souveraineté, constituent une barrière à la mise en place d'un instrument juridique efficace, capable de défendre l'environnement. D'ailleurs, « il n'y a pas et il n'y aura jamais de solution interétatique au problème de l'environnement »⁴³³.

Une autre question qui se pose face à une crise environnementale mondiale de plus en plus probable⁴³⁴, assisterons-nous à des transformations marginales et progressives du droit

⁴³² Arrêt de la Cour Internationale de Justice dans l'affaire relative aux activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci, préc., note 82.

⁴³³ Entretien avec Michel Serres, « Le droit peut sauver la nature », dans *Pouvoirs, Revue Française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 127, novembre 2008, p. 11.

⁴³⁴ Julien GARGANI, *Crises environnementales et crises socio-économiques*, l'Harmattan, 2016, p. 149.

international de l'environnement ou au contraire cette évolution sera-t-elle marquée par des discontinuités institutionnelles importantes ?

Le scénario de l'évolution par avancées marginales impliquerait une efficacité plus grande des mécanismes d'incitation et de coordination, s'appuyant sur le droit traditionnel et à sa base le respect de la souveraineté et la participation volontaire des États.

On pourrait ainsi par exemple imaginer dans ce contexte un Accord de Paris « amélioré », où les États eux-mêmes accepteraient de se fixer des cibles plus conséquentes de réduction des émissions de GES et à s'imposer des contraintes et limites dans leurs mesures respectives permettant de limiter sous les seuils critiques leurs émissions respectives et la progression du réchauffement climatique.

On peut, cependant, douter de l'efficacité d'une telle approche volontariste, mais plus généralement de la difficulté comme on l'a vu de la coopération volontaire, compte tenu des intérêts égoïstes des États et des sociétés, symbolisé de nos jours par le retrait annoncé des États-Unis de l'Accord de Paris.

À la lumière des tendances récentes d'émissions et de réchauffement de la planète et la progression cumulative de nombreux polluants vers des points de bascule⁴³⁵, il est probable que l'approche actuelle volontariste ne sera pas suffisante pour éviter les emballements écologiques et qu'une discontinuité institutionnelle s'en suivra.

Afin d'éviter cette crise écologique, un premier scénario pourrait être la création d'une Organisation Mondiale pour l'environnement (OME). Devant l'imminence de la crise et la progression de la conscientisation populaire, les oppositions à une telle organisation, principalement des États-Unis et certaines autres grandes puissances polluantes, pourraient s'estomper et conduire à l'établissement d'une Organisation mondiale vouée au climat et ayant un mandat et des ressources plus conséquentes afin de mener une action plus efficace pour la protection de la biosphère. Une telle Organisation, sans remettre en question la

⁴³⁵ United Nations, « Only 11 Years Left to Prevent Irreversible Damage from Climate Change, Speakers Warn during General Assembly High-Level meeting », General Assembly, GA/12131, 28 march 2019, Seventy-Third session, High-Level Meeting on climate and Sustainable Development (AM & PM), en ligne: <https://www.un.org/press/en/2019/ga12131.doc.htm>, (Consulté le 24 avril 2020).

souveraineté des États développerait potentiellement des capacités plus grandes d'interventions, d'appuis techniques et financiers et incitatifs afin de lutter plus efficacement contre les menaces écologiques.

Un second scénario, qui lui impliquerait une plus grande discontinuité du droit et des institutions internationales, impliquerait l'élargissement du mandat du Conseil de Sécurité. Actuellement limité aux questions sécuritaires et humanitaires, le mandat du Conseil pourrait se voir élargi afin d'y inclure des droits de l'homme de nature environnementale, rendant effectif la protection d'un patrimoine environnemental commun. Devant l'imminence d'une crise écologique ayant des répercussions majeures au niveau du globe, ayant potentiellement des effets majeurs sur la sécurité et l'intégrité des humains, il est probable que ce n'est qu'une question de temps avant que la définition de la protection des droits de l'homme du Conseil n'inclue les problématiques environnementales. Cet élargissement du mandat conduirait à des décisions internationales de nature coercitive en matière de protection de l'environnement.

Un tel scénario n'est pas nécessairement improbable à moyen terme. Un peu à l'image de la réponse observée à la sortie de la deuxième Guerre mondiale où les États dominants ont réalisé que la paix et la sécurité internationale nécessitaient des contraintes aux droits souverains des nations (avec droit de veto tout de même pour les 5 puissances dominantes à la sortie du grand conflit), il est possible que face à une crise environnementale majeure, l'éveil des citoyens et de leurs représentants conduirait à de telles concessions du principe de souveraineté.

Un troisième scénario, plus extrême encore en termes de discontinuité, mais moins réaliste celui-là, impliquerait la création d'une structure de gouvernance mondiale, souvent présentée comme utopique, dans laquelle les citoyens seraient directement représentés et qui impliquerait une dilution des souverainetés nationales dans différents domaines liés au patrimoine reconnu commun. Ce gouvernement mondial⁴³⁶, serait en mesure de mettre par

⁴³⁶ Voir plus sur la gouvernance mondiale : Karim BENYekhlef, *Une possible histoire de la norme, les normativités émergentes de la mondialisation*, 2^e édition, Les éditions Thémis, 2015, pp. 603-732.

exemple en place des mécanismes incitatifs contraignants du type taxe carbone (avec retrait accordé pour les États ayant des mesures alternatives équivalentes sur leur territoire).

Il est bien sûr impossible de prévoir l'avenir même relativement rapproché, compte tenu surtout des problèmes aigus qui se dessinent pour les décennies à venir. Toutefois, il est clair que la capacité du droit international de l'environnement et des institutions internationales à évoluer pour permettre aux États de gérer rationnellement et efficacement le développement en équilibre avec les écosystèmes communs, sera un élément clé de cet avenir.

Bibliographie

Documents internationaux

Traités, Déclarations et Rapports

Accord international sur les bois tropicaux, 27 janvier 2006, R.T.N.U., n° 49197, 2011.

Accord de Paris sur le Climat, C.N.63.2016.TREATIES-XXVII.7.d, n° 54113, 12 décembre 2015.

Charte Mondiale de la Nature, Résolution 37/7 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 28 octobre 1982.

Charte des droits et devoirs économiques des États, Résolution A.G., 3281 (XXIX), Doc. Off., A.G. N.U., 29^{ème} sess, 1974.

Charte européenne de l'eau, Résolution (67) 10, adoptée par les Délégués des Ministres le 26 mai 1967, Conseil de l'Europe.

Charte des Nations Unies, 26 juin 1945, C.N.U.O.I., vol. 15, [1945] R.T.Can., n°7.

Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, N.U., Recueil des Traités, vol. 2105, 19 avril 2000.

Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, Espoo, Finlande, N.U., Recueil des Traités, vol. 1989, 25 février 1991.

Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, 15 septembre 1968, ratifiée par décret 68-277 du 23 novembre 1968, J.O.HV. 23 janvier 1969.

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, Paris, 14 octobre 1994.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, N.U., Recueil des Traités, vol. 1771, P. 107, 9 mai 1992.

Convention sur la diversité biologique, N. U., Recueil des Traités, vol. 1760, p. 79, 5 juin 1992.

Convention sur la responsabilité civile des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement, Lugano, 21.VI., Série des traités européens n° 150, 1993, Conseil de l'Europe.

Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, N.U., Recueil des Traités, vol. 1513, 22 mars 1985.

Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, Conseil de l'Europe, Série des traités européens n° 104, 1979.

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, 13 novembre 1979, R.T.N.U. n° 21623, 1983.

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Montego Bay, 10 décembre 1982, Recueil des Traités, vol. 1834.

Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969, R.T.N.U., vol. 1155, p. 331, 1980.

Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, UNESCO, Adoptée par la Conférence générale à sa dix-septième session Paris, 16 novembre 1972.

Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, Résolution 51/229, Doc. Off., A.G, N.U., 51e sess, Suppl. n° 49 (A/51/49).

Conseil des droits de l'homme, Trente-septième session, 26 février-23 mars 2018, A/HRC/37/59, *Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*.

Conseil des droits de l'homme, Vingt-cinquième session, Point 3, 28 décembre 2015, A/HRC/31/53, *Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*.

Conseil des droits de l'homme, Vingt-cinquième session, Point 3, 30 décembre 2013, A/HRC/25/53, *Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, John H. Knox.

Conseil des droits de l'homme, Vingt-deuxième session, Point 3, 24 décembre 2012, A/HRC/22/43, *Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable*, John H. Knox.

Déclaration des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), L'avenir que nous voulons : une gouvernance du développement durable ouverte et participative, Rés. 66/288, Doc. Off. A.G. N.U., 66e sess., 2012.

Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, A/CONF.151/26, Vol. III, 14 août 1992.

Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Doc. Off., A.G.N.U. A/CONF.151/26, Vol. I, 1992.

Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, 24 octobre 1970, 2625 (XXV).

Rapport du Secrétaire général, Lacunes du droit international de l'environnement et des textes relatifs à l'environnement : vers un Pacte mondial pour l'environnement, n° A/73/419, Doc. Off., A.G., 73ème sess, 13 décembre 2018.

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-troisième session, Doc. Off. A.G, N.U, 53e sess., A/56/10, 2001.

Rapport de la Conférences des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972, N.U., Doc. Off., A/Conf.48/14/Rev.1.

Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, 5 décembre 1979 [1984] 1363 R.T.N.U 13, n° 23002.

Traité sur l'Antarctique, le premier décembre 1959, Rés. AG 3877 (XXXVIII), Doc. Off. AG NU, 38e session (1983).

Résolutions

Résolution adoptée par le Conseil de sécurité qui concerne les menaces contre la paix et la sécurité internationales, n° 2482, Doc. Off., A.G., 19 juillet 2019.

Résolution adoptée par le Conseil de sécurité sur la situation en Libye, N° 2486, Doc. Off., C.S., 12 septembre 2019.

Résolution sur la souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles, n° 73/255, Doc. Off. A.G., 20 décembre 2018.

Résolution adoptée par l'Assemblée générale sur la coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement, n° /73/136, Doc. Off., A.G., 14 décembre 2018.

Résolution adoptée par l'Assemblée générale, Vers un Pacte mondial pour l'environnement, n° A/RES/72/277, Doc. Off., A.G., 72ème sess., 10 mai 2018.

Résolution adoptée par le Conseil de sécurité, n° 2389, Doc. Off., C.S., 8 décembre 2017.

Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et l'environnement, A/HRC/RES/19/10, 19 avril 2012.

Résolution sur la paix et la sécurité en Afrique, n° 1970, Doc. Off., C.S., 26 février 2011.

Résolution sur le respect des principes de la souveraineté nationale et de la diversité des systèmes démocratiques en ce qui concerne les processus électoraux en tant qu'élément important de la promotion et de la protection des droits de l'homme, n° 60/164, Doc. Off., A.G., 16 décembre 2005.

Résolution sur l'Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situation du même ordre, n° 43/131, Doc. Off., A.G., 8 décembre 1988.

Résolution sur les Problèmes du milieu humain (Résolution 2398), Doc. Off., A.G., N.U., 23^e session, Doc. AG 2398 (XXIII), 1968.

Jurisprudence

Affaire le Procureur c. Radislav Krstić, n° IT-98-33-T, Tribunal Pénal International, 2 août 2001.

Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie), C.I.J., Recueil 1993, 25 septembre 1997.

Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique), n° 86/8, Arrêt du 27 juin 1986, C.I.J. Recueil, 1986.

Affaire de la Fonderie du Trail (Canada c. États-Unis), 1941, Nations Unies, Recueil des sentences arbitrales, vol. III, p. 1965.

Affaire du Lac Lanoux (Espagne, France), Recueil des sentences arbitral, Volume XII, 16 novembre 1957.

Affaire du Vapeur Wimbledon du 17 août 1923, C.P.J.I., série A, Recueil (1923-1930) n°1.

Affaire du Détroit de Corfou, Cour internationale de Justice, 1949.

Affaire du Lotus (France c. Turquie), La Cour Permanente de Justice Internationale, série A, n° 70, 7 septembre 1927.

Affaire relative à l'usine de Chorzów, La Cour Permanente de Justice Internationale, 1928.

Arrêt, *Immunités juridictionnelles de l'État (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))*, 3 février 2012, C.I.J. Recueil 2012.

Arrêt, *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, *Indemnisation due par la République du Nicaragua à la République du Costa Rica*, Cour Internationale de Justice, 2 février 2018.

Arrêt, *Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)*, C.I.J., Recueil 2009.

Avis consultatif, *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, n°169, 25 février 2019, C.I.J., Recueil 2019.

Avis consultatif, *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, 1996, C.I.J. rec.

Avis consultatif du 11 avril 1949, *Affaire des dommages subis au service des Nations Unies*, CIJ, Rec. 1949.

Ordonnance de La Cour internationale de justice, *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*, no° 135, 13 juillet 2006.

DOCTRINE

Monographies et recueils

ABIKHZER, F., *La notion juridique d'humanité*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005.

Carrillo SALCEDO, J-A., *Souveraineté des États et droits de l'homme en droit international contemporain*, Paris, Dalloz, 2016.

ARBOUR, J-A., LAVALLÉE, S., SOHNLE, J. et TRUDEAU, T., *Droit international de l'environnement*, 3^e édition, Montréal, Yvon Blais, 2016.

BACHELET, M., *L'ingérence écologique*, Paris, Frison Roche, 1995.

BENYEKHLEF, K., *Une possible histoire de la norme, les normativités émergentes de la mondialisation*, 2^e édition, Les éditions Thémis, 2015.

BARRAL, V., *Le développement durable en droit international, Essai sur les incidences juridiques d'une norme évolutive*, Bruylant, Bruxelles, 2016.

BASLAR, K., *The concept of the common heritage of mankind in international law*, La Haye/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, Vol. 30, 1998.

BEAUD, O., *La puissance de l'État*, Léviathan, P.U.F., 1994.

BEDJAOUI, M., *Pour un nouvel ordre économique international*, Paris, UNESCO, 1979.

BHAGWATI, J., *In Defense of Globalization*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

BODIN, J., *Les Six Livres de la République / De Republica libri sex. Livre premier - Liber I*, édition 2013.

BODANSKY, D., BRUNNÉE, J., and HEY, E., *The Oxford Handbook of International Environmental Law*, Oxford University Press, 2008.

CAMILLERI, J., FALK, J., *The End of Sovereignty? The Politics of a Shrinking and Fragmenting World*, Edward Elgar Publishing Ltd, 1992.

CARLARNE, C-P., GRAY, K-R., and TARASOFSKY, R., (Eds.), *The Oxford Handbook of International Climate Change Law*, Oxford University Press, 2016.

CARRÉ DE MALBERG, R., *Contribution à la théorie générale de l'État*, Dalloz, Collection de la bibliothèque Dalloz, novembre 2003.

CHEVALLIER, J., *L'État*, 2^e édition, Dalloz, 2011.

COMBACAU, J., SUR, S., *Droit international public*, 12^e édition, LGDJ, 2016.

DAILLIER, P., FORTEAU, M., QUOC DINH, N. et PELLET, A., *Droit international public*, 8^e édition, Paris, L.G.D.J, 2009.

DECAUX, E., et DE FROUVILLE, O., *Droit international public*, Dalloz, 10^e édition, 2016.

DEBARD, T., *Dictionnaire de droit constitutionnel*, Paris, Ellipses, 2007.

DE SENARCLENS, P., *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1998.

DUPUY, P-M., VINUALES, J.E., *Introduction au droit international de l'environnement*, Bruylant, Bruxelles, 2015.

DUPUY, R-J., *Le droit international*, 11^e édition, Paris, PUF, 2001.

FITZMAURICE, M. et FRENCH, D., *International environmental law and governance*, Boston, Brill Nijhoff, 2015.

FOMBAUSTIER, L., *Manuel de l'environnement*, Paris, PUF, 2018.

GIRARD, P-F., *Manuel élémentaire de droit romain*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2003.

HENKIN, L., *International Law: Politics, Values and Functions: General Course on Public International Law*, RCADI, vol. 216, 1989.

IMPERIALI, C., (éd.), *L'effectivité du droit international de l'environnement : contrôle de la mise en œuvre des conventions internationales*, Paris, Economica, 1998.

KISS, A., BEURIER, J-P., *Droit international de l'environnement*, 3^e édition, Paris, Pedone, 2004.

KISS, A., *Droit international de l'environnement*, Pedone, Paris, 1989.

LAVIEILLE, J-M., *Relation internationales. La discipline, les approches, les facteurs, les règles, la société internationale, les secteurs, les évolutions historiques, les défis*, Paris, Ellipses, 2003.

LOUKA, E., *International Environmental Law: Fairness, Effectiveness, and World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

MAKARCZYK, J., *Theory of international law at the threshold of the 21st Century*, London-Boston, Kluwer law international, 1996.

PAQUEROT, S., *Le statut des ressources vitales en droit international : essai sur le concept de patrimoine commun de l'humanité*, préf. de Riccardo Petrella, Bruxelles, Bruylant, 2002.

PRIEUR, M., *Droit de l'environnement*, 8^e édition, Paris, Dalloz, 2019.

PRIEUR, M., *Droit de l'environnement, droit durable*, Édition Bruylant, Bruxelles, 2014.

PERRIN DE BRICHAMBAUT, M., DOBELLE, J-F., avec la contribution de COULÉE, F., *Leçons de droit international public*, Dalloz, 2^e édition, 2011.

Ragazzi, M., *The Concept of International Obligations Erga Omnes*, Oxford, University Press, 2000.

RASPAIL, H., *Le conflit entre droit interne et obligations internationales de l'État*, Préface de Jean Combacau, Dalloz, 2013.

REMOND-GOUILLOUD, M., *Du droit de détruire*, Paris, P.U.F., 1989.

RIVIER, R., *Droit international public*, Thémis droit, PUF, 3^e édition, 2017.

ROCHE, C., *L'essentiel du droit international public*, Gualino, 8^e édition 2017-2018.

ROMI, R., *Droit et administration de l'environnement*, 6^e édition, Paris, Montchrestien, 2007.

RONNEAU, C., *Énergie, pollution de l'air et développement durable*, P.U.L., 2004.

ROTH, A-D., *La prohibition de l'appropriation et les régimes d'accès aux espaces extra-terrestres*, Graduate Institute Publications, Genève, 2015.

TAMIOTTI, L., *Ingérence écologique : un concept, dans Écologie contre nature*, Graduate Institute Publications, 1995.

TCHIKAYA, B., *Droit international public*, 7^e édition, 2017.

TERNON, Y., *Genèse du droit international*, édition Karthala, Paris, 2016.

TROPER, M., *Le droit et la nécessité*, Paris, PUF, 2011.

VIRALLY, M., *Panorama du droit international contemporain. Cours général de droit international public*, Recueil des cours, Académie de Droit International de La Haye, Tome 183, 1983.

VOEFFRAY, F., *L'actio popularis ou la défense de l'intérêt collectif devant les juridictions internationales*, Genève : Graduate Institute Publications, 2004.

WIJEN, F., ZOETEMAN, K., et PIETERS, J. (dir.), *A handbook of globalisation and environmental policy: National government interventions in a global arena*, Cheltenham, Edward Elgar, 2005.

Articles

ADAM-POUPART, A., LABRÈCHE, F., SMARGIASSI, A., DUGUAY, P., BUSQUE, M-A., GAGNÉ, C., et ZAYED, J., « Impacts des changements climatiques sur la santé et la sécurité des travailleurs », Rapport R-733, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, avril 2012.

BANNELIER, K., et CHRISTAKIS, T., « Volenti non fit injuria ? Les effets du consentement à l'intervention militaire », dans *Annuaire Français de Droit International*, n° 50, 2004.

BARRAUD, B., « La science et la doctrine juridiques à l'épreuve de la polysémie des concepts », dans *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2016/1, Volume 76, 2016.

BELAIDI, N., EUZEN, A., « De la chose commune au patrimoine commun, Regards croisés sur les valeurs sociales de l'accès à l'eau », dans *Mondes en développement*, De Boeck Supérieur, 2009/1, n° 145, 2009.

BERTHOUD, P., « La compétence nationale des États et l'Organisation des Nations Unies : l'article 2, paragraphe 7, de la Charte de San Francisco », *A.S.D.I.*, vol. 4, 1947.

BESSION, S., « Sovereignty », in *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford University Press, 2016.

BETTATI, M., « Le droit d'ingérence. Mutation de l'ordre international », dans *Revue Générale de Droit International Public*, 1996.

BETTATI, M., « Ingérence humanitaire et démocratisation du droit international », dans *Le Trimestre du Monde*, (1), 1992.

BIERMANN, F., ROLLAND-PIÈGUE, E., VON MOLTKE, K., « Créer une organisation mondiale de l'environnement », *institut du développement durable et des relations internationales*, n° 01/2004, *Gouvernance mondiale*, 2004.

BIOY, X., « Le droit à la personnalité juridique », Dans *Revue des droits et libertés fondamentaux*, n° 12, 2012.

BOIDIN, B., HIEZ, D., et ROUSSEAU, S., « Biens communs, biens publics mondiaux et propriété. Introduction au dossier », dans *Développement durable et territoires*, Dossier 10, 2008.

BOISSON DE CHAZOURNES, L., « Variations juridiques sur le thème de l'ingérence écologique », (1995) 3 *Nouveaux Cahiers de l'IUED* 53.

BOURBON, J-C., « Bernard Kouchner, du droit d'ingérence aux affaires étrangères », dans *La Croix*, 2007.

BRUNET, P., « Les idées constitutionnelles de Raymond Carré de Malberg (1861-1935) », dans *Le constitutionnalisme au XXe siècle*, 2012.

BUXTON, C-R., « Property in Outer Space: The Common Heritage of Mankind Principle vs. the First in Time, First in Right, Rule of Property », (2004) 69, in *Journal of Air law and Commerce*.

CHARPENTIER, J., « L'humanité : un patrimoine, mais pas de personnalité juridique », dans *Les hommes et l'environnement : quels droits pour le vingt-et-unième siècle ?* Paris, Frison-Roche, 1998.

CHEMILLIER-GENDREAU, M., « Le bien commun universel, quels outils juridiques? Quelle pensée politique? », dans *Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation*, Bruxelles, Bruylant, 2003.

COLVIN, J., PACE, J., « Les États-Unis se retirent de l'accord de Paris sur le climat », dans *Le Soleil*, juin 2017.

COMPAGNON, D., « La conservation de la biodiversité, improbable bien public mondial », AFSP /Section d'Études Internationales, Colloque Les biens publics mondiaux, 2001.

COMBACAU, J., « Pas une puissance, une liberté : la souveraineté internationale de l'État », (1993) 67 *Pouvoirs*, 1993.

CONFORTI, B., « Le principe de non-intervention », dans Rafaa Ben Achour et Slim Laghmani (dir.), *Les nouveaux aspects du droit international*, Colloque des 14, 15 et 16 Avril 1994, Paris, Pedone, 1994.

CULLET, P., « Le principe des responsabilités communes mais différenciées en droit international de l'environnement : enjeux et perspectives », dans *Cahier de droit*, n° 55/1, 2014.

DEETJEN, P-A., « La traduction juridique d'un dommage écologique : le préjudice écologique », dans *Revue juridique de l'Environnement*, 2009.

DE KLEMM, C., « Les ONG et les experts scientifiques », dans Claude Imperiali (éd.), *L'effectivité du droit international de l'environnement : contrôle de la mise en œuvre des conventions internationales*, Paris, Economica, 1998.

DE SADELEER, N., « Biodiversité : de la protection à la sauvegarde », dans *Écologie politique*, n° 9, 1994.

DEVILLARD, A., « L'obligation de faire respecter le droit international humanitaire : l'article 1 commun aux Conventions de Genève et à leur premier Protocole additionnel, fondement d'un droit international humanitaire de coopération? », dans *Revue Québécoise de droit international*, volume 20-2, 2007.

DUPUY, P-M., « Où en est le droit de l'environnement à la fin du siècle ? », dans *Revue Générale de Droit International Public*, n° 4, 1997.

Dupuy, R-J., « Droit déclaratoire et droit programmatore : de la coutume sauvage à la 'soft law' », dans *Les Actes du VIIIe colloque de la Société française pour le droit international, L'élaboration du droit international public, Colloque de Toulouse (1974)*, Paris, Pedone, 1975.

FRANCIONI, F., « International Human Rights in an Environmental Horizon », in *European Journal of International Law*, Vol. 21, n° 1, February 2010.

GUILLOT, F., « Les asymétries frontalières, contribution à la recherche d'un concept opératoire d'analyse géopolitique de la mondialisation », dans *L'espace politique*, n° 34, 2018.

GIRAUD, E., « Le rejet de l'idée de souveraineté, l'aspect juridique et l'aspect politique de la question », dans *La technique et les principes du droit public : études en l'honneur de G. Scelle*, Paris, LGDJ, 1950.

HELLIO, H., « Une convention contre la criminalité environnementale : une révolution ? Non, une circulation! », dans *Criminologie*, Volume 49, n° 2, 2016.

HOLMILA, E., « Common Heritage of Mankind in the Law of the Sea », (2005) 1 *Acta Societatis Martensis*.

HERRERO DE LA FUENTE, A., « Protection de l'environnement et sécurité internationale », dans *Les hommes et l'environnement : quels droits pour le vingt-et-unième siècle ?* Paris, Frison-Roche, 1998.

JUNEAU, M., « Les effets des changements climatiques sur la santé », dans Observatoire de la prévention, Institut de la Cardiologie de Montréal, juin 2019.

KISS, A., « Introduction au droit international de l'environnement », dans Environmental Law Program, Genève, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), 2006.

KISS, A., « Émergence de principes généraux du droit international et d'une politique internationale de l'environnement », dans Ivo RENS (dir.) Le droit international face à l'éthique et à la politique de l'environnement, Genève, Georg, 1996.

KISS, A., « Les traités-cadres, une technique juridique caractéristique du droit international de l'environnement », (1993) 39 A.F.D.I.

KISS, A., « Un nouveau défi pour le droit international », (1991) 226 Projets 51.

KISS, A., « La notion de patrimoine commun de l'humanité », dans Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye, vol. 175, 1982-II.

KISS, A., « Le statut de l'environnement au futur », dans L'écologie et la loi, Alexandre Kiss (dir.), Paris, Ed., l'Harmattan, 1989.

KISS, A., « L'état du droit de l'environnement en 1981 : Problèmes et solutions », (1981) 3 Journal de droit international.

KRANZ, J., « Notion de souveraineté et le droit international », dans Archiv des Völkerrechts, n° 30, 1992.

KROLIK, C., « Les grands fonds marins, patrimoine commun de l'humanité, vont être exploités. Mais selon quel régime juridique ? », Dans Revue juridique de l'environnement, 2011/1, Volume 36, 2011.

LAVALLÉE, S., « Quelques réflexions sur l'Accord de Paris et la souveraineté économique des États », dans (Vertigo) La revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 18, n° 1, mai 2018.

LEANZA, U., « De la souveraineté à la coopération : l'émergence d'intérêts collectifs » dans *The Diversity of International Law, Essays in Honor of Professor Kalliopi K. Koufa*, (ed.) Aristotle Constantinides, Nikos Zaicos, Boston, 2009.

LEMAIRE, F., « Propos sur la notion de « souveraineté partagée » ou sur l'apparence de remise en cause du paradigme de la souveraineté », dans *Revue française de droit constitutionnel*, 2012/4, n° 92, 2014.

LE PRESTRE, P., « La gouvernance internationale de l'environnement, Une réforme évasive », Dans *Revue Études internationales*, volume XXXIX, n° 2, juin 2008.

MANGA, S-J-T., « L'Organisation mondiale de l'environnement : comment renaître des cendres de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques de décembre 2009? », dans *Revue Québécoise de droit international*, volume 22-2, 2009.

MARCOU, G., « Patrimoine commun et État gardien, Quels équivalents en droit public français? », Dans *L'environnement, notre patrimoine commun et son État gardien, Aspects juridiques nationaux, transnationaux et internationaux*, Édition Yvon Blais, 2012.

MICHELOT, A., « Protection internationale du climat et souveraineté étatique : propos conclusifs », dans *Vertigo : La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, mai 2018.

MOINE, A., « Les implications des migrations climatiques sur la souveraineté des États », dans *Vertigo : La revue électronique en sciences de l'environnement*, volume 18, numéro 1, mai 2018.

MONTEIRO, E., « Vers un droit répressif de l'écosystème ? », dans *Revue juridique de l'environnement*, Lavoisier, 2014/HS01, Volume 39, 2014.

MORAND-DEVILLER, J., « L'environnement dans les constitutions étrangères », dans *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 43 (Le Conseil constitutionnel et l'environnement) - avril 2014.

MORAND-DEVILLER, J., « L'environnement, notre patrimoine commun quelle gouvernance? Quelles obligations pour l'État gardien? », dans L'environnement notre patrimoine commun et son État gardien, édition Yvon Blais, 2012.

NAGAN, W-P., et HAMMER, C., « The Changing Character of Sovereignty in International Law and International Relations », in 43 Colum. J. Transnat'l L. 141 (2004),

NI, K-J., « Third-State Countermeasures for Enforcing International Common Environmental Interests: The Inspiration and Implication of the ILC's Articles on State Responsibility », Chinese (Taiwan) Yearbook, Vol. 22, 2004.

NICHOLSON, G., « The Common Heritage of Mankind and Mining: An Analysis of the Law as to the High Seas, Outer Space, the Antarctic and World Heritage », (2002) 6 in New Zealand Journal of Environmental Law 17, 2002.

NOMURA, T., « Le droit japonais de la responsabilité des dommages nucléaires et son évolution après l'accident de Fukushima », Dans Revue juridique de l'environnement, 2014/4, Volume 39, 2014.

NOYES, J-E., « The Common Heritage of Mankind: Past, Present, and Future », (2011) 40, in Denver Journal of International Law and Policy, 2011.

OBERHAENSLI, H., « La pénurie d'eau, un défi d'envergure mondiale », dans La Vie économique Revue de politique économique, 2010.

ORSI, F., ZIMMERMANN, J-B., « Les biens publics mondiaux : 10 ans après Dialogue autour des antipaludéens », dans Institut de recherche pour le développement, France, du 11 décembre 2012 au 10 décembre 2012.

PAILLON, N-A-A., « Le Pacte mondial pour l'environnement : un appui à la gouvernance mondiale de l'environnement? », dans Revue québécoise de droit international, n° 31.2-2018, 18 décembre 2019.

PANNATIER, S., « La protection de l'air », Ivo RENS et Joel JAKUBEC (dir.), dans Le droit international face à l'éthique et la politique de l'environnement, Genève, Georg, 1996.

PELLET, A., « Histoire du droit international : irréductible souveraineté ? », dans Gilbert Guillaume (dir.), *La vie internationale et le droit*, Collection débat public, Paris, 2017.

PÉNIGAUD DE MOURGUES, T., « Intérêt commun ou intérêt général ? De l'enjeu d'une décision terminologique chez Rousseau », dans *Astérion : Philosophie, histoire des idées, pensée politique*, (2017) 17 De l'intérêt général, 2017.

PETERS, A., « Humanity as the A and Ω of Sovereignty », in *The European Journal of International Law*, Vol. 20 no. 3, 2009.

PETIT, Y., « Le droit international de l'environnement à la croisée des chemins : globalisation versus souveraineté nationale », dans *Revue juridique de l'environnement*, Lavoisier, 2011/1 (Volume 36), 2011.

PAQUEROT, S., « Crimes environnementaux : si la pollution de l'eau tue... malheureusement elle rapporte ! », dans *Criminologie*, Volume 49, n° : 2, 2016.

PAQUEROT, S., « Les patrimoines en droit international public : portée et limites », Dans *L'environnement notre patrimoine commun et son État gardien*, Aspects juridiques nationaux, transnationaux et internationaux, Édition Yvon Blais, 2012.

POLIN, R., « Le concept de souveraineté et ses conséquences internationales », dans Roland Drago et al., *Souveraineté de l'État et interventions internationales*, Paris, Dalloz, 1996.

PRADEL, N., « Le futur du droit nucléaire international », dans *L'Observateur des Nations Unies*, Association française pour les Nations Unies, (38), 2015.

PRESTON ARNOLD, R., « The Common Heritage of Mankind as a Legal Concept », (1975) Vol. 9, n° 1, *International Lawyer*.

RIGAUDIERE, A., « L'invention de la souveraineté », (1993) 67 *Pouvoirs*, 1993.

SALMON, J., « Les notions à contenu variable en droit international public », dans *Les notions à contenu variable en droit*, C. Perelman et R. Vander Elst (dir.), Bruylant, 1984.

SMOUTS, M-C., « Du patrimoine commun de l'humanité aux biens publics globaux », dans *Patrimoines naturels au Sud : Territoires, identités et stratégies locales*, Marseille, I.R.D éditions, 2005.

SOHNLE, J., « Les éléments territoriaux naturels mobiles subissant les conséquences du changement climatique : esquisse d'un régime de droit international en devenir », dans *Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18, n° 1, mai 2018.

SOHNLE, J., « Le principe des responsabilités communes mais différenciées dans les instruments conventionnels relatifs aux eaux douces internationales -Cherchez l'intrus », dans *Les Cahiers de droit*, Volume 55, n° 1, mars 2014.

SOHNLE, J., « Irruption du droit de l'environnement dans la jurisprudence de la CIJ : Affaire Gabčíkovo-Nagymaros », dans *Revue Générale de Droit International Public*, n° 1, 1998.

SOMPONG, S., « Évolution d'une Notion Nouvelle le Patrimoine Commun de l'Humanité », (2007), Publications, Paper 551.

SPINEDI, M., « Les conséquences juridiques d'un fait internationalement illicite causant un dommage à l'environnement. », (dir) Francesco Francioni et Tulio Scovazzi, dans *International Responsibility for Environmental Harm*, Londres, Graham & Trotman, 1991.

STEINBERGER, H., « Sovereignty », in *Encyclopedia of Public International Law*, sous la direction de Rudolf Bernhardt, Elsevier, vol 4, 2002.

TESCHKE, B., « La théorisation du système étatique westphalien : les relations internationales de l'absolutisme au capitalisme », dans *Cahiers de recherche sociologique*, (52), 2012.

TRUYOL Y SERRA, A., « Souveraineté », dans *APD, Vocabulaire fondamental du droit*, Article traduit par Anthony BORDG dans *L'école de New Haven de droit international de William Michael Reisman*, Pedone, 2010.

VIJGE, M-J., « The promise of new institutionalism: explaining the absence of a World or United Nations Environment Organisation », In International Environmental Agreements, n° 13, 2013.

YONOU DJOUM, C., « L'éthique globalisante et l'esprit du renouveau », (1995) 3 Nouveaux Cahiers de L'IUED.

Thèses de Doctorat

BAL, L., *Le mythe de la souveraineté en droit international: la souveraineté des États à l'épreuve des mutations de l'ordre juridique international*, Thèse de Doctorat, Université de Strasbourg, 2012.

DJEMBA KANDJO, J., *La nécessité d'associer la biopiraterie à la criminalité environnementale pour une meilleure protection des ressources génétiques et des savoirs traditionnels en droit international*, Thèse de Doctorat, Université de Montréal, 2018.

FIMPA TUWIZANA, T., *Développement durable et participation des communautés locales : perspectives juridiques quant à l'implantation du programme REDD+ dans les pays en développement*, Thèse de doctorat, Faculté de droit, Université de Montréal, 2016.

KONSTANTINOS, T., *Le droit d'ingérence humanitaire*, Mémoire de DEA : Droit International et communautaire, Université de Lille II, 2001.

Autres sources

Agence Internationale de l'Énergie, en ligne : <https://data.oecd.org/fr/air/emissions-de-ges-et-de-polluants-de-l-air.htm>.

Agir pour l'environnement, « Créons une organisation mondiale de l'environnement », dans Réagir, juillet 2003.

Annuaire de la Commission du droit international, *Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-huitième session*, 3 mai - 23 juillet 1976.

Club des juriste, Livre blanc, Vers un Pacte mondial pour l'environnement, septembre 2017.

NELLEMANN, C., HENRIKSEN, R., RAXTER, P., ASH, N., MREMA, E., *La crise de la criminalité environnementale - le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable*, Évaluation du PNUE pour une intervention rapide, Programme des Nations Unies pour l'environnement et GRID-Arendal, Nairobi et Arendal, Norvège, 2014.

Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, La responsabilité de protéger, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, Décembre 2001.

Daniel C. ESTY, « Vers une organisation mondiale de l'environnement? », Dans *Le courrier de la planète*, 2007.

Dictionnaire La Toupie, en ligne : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Ingerence.htm>.

Entretien avec Mireille DELMAS-MARTY, juriste, professeure en France, à l'occasion de l'université d'été 2012 de l'IHEST, « Sciences, éthique et droit : dynamiques et concurrence des normes », en ligne : <https://www.dailymotion.com/video/xweeo5>.

Euronews, « L'Amazonie essentielle ! Sans elle, la Terre ne respirera plus », le 23 août 2019, en ligne : <https://fr.euronews.com/2019/08/23/l-amazonie-poumon-de-la-terre-et-sanctuaire-pour-la-biodiversite>.

France INTER, La déforestation à l'origine des dramatiques incendies en Amazonie, 23 août 2019, en ligne : <https://www.franceinter.fr/environnement/la-deforestation-a-l-origine-des-dramatiques-incendies-en-amazonie>.

Institut de Droit international, Les obligations et les droits *erga omnes* en droit international, (2005) Vol. 71, Tome II, en ligne : https://www.idi-iiil.org/app/uploads/2017/06/2005_kra_01_en.pdf.

SOTTILE, M=F., *Rapport sur L'influence des changements climatiques sur la qualité de l'air*, Produit par Ouranos pour le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, Novembre 2011.

M. Chusei Yamada, Rapporteur spécial, Document A/CN.4/551 et Add.1, 11 février et 9 mars 2005, en ligne : https://legal.un.org/ilc/documentation/french/a_cn4_551.pdf.

NADAUD, S., *La responsabilité internationale en matière d'environnement*, Cours numéro 8, Université de Limoges, 2014.

NASA Earth Observatory, « Fires in Brazil », 13 august 2019, en ligne : <https://earthobservatory.nasa.gov/images/145464/fires-in-brazil>.

OCDE, Recommandation du Conseil concernant des Principes relatifs à la pollution transfrontière, en ligne : <https://legalinstruments.oecd.org/public/doc/12/12.fr.pdf>.

ONU Info, G7 : l'Amazonie est un patrimoine universel à préserver, souligne le chef de l'ONU, 26 août 2019, en ligne : <https://news.un.org/fr/audio/2019/08/1050271>.

Œuvrer ensemble pour un développement durable : L'expérience de l'OCDE, 2002, en ligne : <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/oeuvrerensemblepourundeveloppementdurablelexperiencedelocde.htm>.

PETITE, S., « Droit d'ingérence écologique en Amazonie », dans *Le Temps*, 27 août 2019.

Projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses adopté par la Commission du droit international, Doc. Off. A.G, N.U, 56e sess., Supplément n° 10 (A/56/10), 2001.

Rapport de l'Institut de radioprotection et de sureté nucléaire, 1986-2016 : Tchernobyl, 30 ans après les Impacts de l'accident de Tchernobyl en France et en Europe, 2016.

Réseau Sortir du nucléaire, Fukushima : 8 ans plus tard la situation n'est toujours pas sous contrôle, 2019, en ligne : <https://www.sortirdunucleaire.org/Fukushima-8-ans-plus-tard-la-situation-n-est>.

Sénat, *Rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur la mondialisation et l'environnement*, Session ordinaire de 2003-2004, n° 233, 2004, en ligne : <https://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-23344.html>.

TRIOMPHE, C., « Jair Bolsonaro défend la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie », dans *Le Devoir*, du 25 septembre 2019.

TRUDEAU, H., *Cours du droit international de l'environnement*, Université de Montréal, 2016.

United Nations, « Only 11 Years Left to Prevent Irreversible Damage from Climate Change, Speakers Warn during General Assembly High-Level meeting », General Assembly, GA/12131, 28 march 2019, Seventy-Third session, High-Level Meeting on climate and Sustainable Development (AM & PM), en ligne: <https://www.un.org/press/en/2019/ga12131.doc.htm>.